

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

EXTRACTIVISME ET DÉVELOPPEMENT INÉGAL, LE CAS DE
L'INDUSTRIE MINIÈRE DANS LA PROVINCE DE CATAMARCA EN
ARGENTINE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
ANNIE LAMALICE

NOVEMBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

DÉDICACE

À mes grands-parents :

Huguette qui tenait tant à ce que les femmes
de sa famille se rendent à l'université.

Réal qui, à 90 ans, continue d'apprendre chaque jour.

Marie-Paule et Robert qui m'ont généreusement soutenue et qui, du haut
de leur 87 ans, sont pour moi une grande source d'inspiration.

REMERCIEMENTS

Pour ses bons conseils et son efficacité, je tiens d'abord à remercier mon directeur Juan-Luis Klein.

Ensuite, je remercie toutes les personnes qui ont contribué à ce mémoire en Argentine en m'accordant des entrevues et en partageant leur expérience. Je salue tout particulièrement la famille Cañete qui m'a adoptée le temps d'un hiver austral. Je tiens aussi à remercier l'Instituto de Cartografía, Investigación y Formación para el Ordenamiento Territorial de l'Université Nationale de Cuyo et plus particulièrement la professeure María Elina Gudíño pour son accueil chaleureux au sein de son équipe de recherche.

Pour le précieux soutien financier qui m'a permis de me concentrer sur mon travail de recherche durant ces deux belles années, je remercie le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le Fonds de recherche société et culture du Québec ainsi que le programme de Bourse à la mobilité du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Je ne serais certainement pas arrivée au bout d'une maîtrise sans le soutien constant et inconditionnel de mes parents France et Yvan. Je salue particulièrement ma mère qui a lu attentivement chacun de mes chapitres et qui m'a judicieusement conseillée.

Mes cinq années au département de géographie de l'UQÀM n'auraient pas été aussi mémorables sans tous les formidables géographes – professeurs et étudiants – qui le côtoient. Salutations à mes ami-es Beauvais, Morin, Boissoneault-Vaudreuil, Paul, Gratton... Merci pour tous les moments partagés au Département, les pauses café et tout le plaisir partagé de Lusignan à Timisoara.

Merci finalement à mon amoureux, Didier, rencontré au hasard de mon parcours de géographe et qui m'a attendue et soutenue pendant ces deux années de maîtrise.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	ix
LISTE DES FIGURES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xii
RÉSUMÉ	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LA MISE EN PLACE DE LA CONJONCTURE EXTRACTIVISTE EN ARGENTINE ET LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX.....	5
1.1 Transition démocratique : vers les grandes réformes néolibérales	5
1.1.2 Réformes économiques	7
1.1.3 Nouvelle gestion territoriale	8
1.1.4 L'organisation de l'espace argentin	9
1.2 Mise en place de l'État extractiviste	13
1.2.1 Reprimarisation de l'économie	16
1.2.2 Création d'économies d'enclave.....	18
1.3 Les nouveaux mouvements sociaux.....	19
1.3.1 Tournant écoterritorial des luttes	19
1.3.2 Les mouvements opposés aux mégaprojets miniers	20
1.3.3 Implication des femmes au sein des nouveaux mouvements sociaux..	21
1.4 Questions et hypothèses de recherche.....	23
CHAPITRE II	
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE ET CADRE OPÉRATOIRE.....	26

2.1 Objectif principal et concepts-clés principaux	26
2.1.1 Activité minière et transformations socioterritoriales	27
2.1.2 Développement géographique inégal et perspective écoféministe	29
2.2 Objectifs spécifiques et cadre conceptuel	32
2.2.1 Premier objectif spécifique : identité et précarisation économique	32
2.2.2 Deuxième objectif spécifique : la gouvernance	35
2.2.3 Troisième objectif spécifique : empowerment.....	36
2.3 Approche méthodologique	38
2.3.1 Le choix du projet <i>Bajo la Alumbraera</i>	40
2.3.2 Cadre spatio-temporel	40
2.3.3 Cueillette d'information	42
2.3.4 Les entrevues	43
2.3.5 Mode d'échantillonnage des répondants	47
2.3.6 Technique d'analyse et mode de traitement des données.....	47
 CHAPITRE III	
LE DÉVELOPPEMENT MINIER DANS LA PROVINCE DE CATAMARCA :	
LES BASES D'UNE RÉACTION SOCIO-ENVIRONNEMENTALE	
3.1 Localisation	50
3.2 Évolution du secteur minier dans la province de Catamarca	53
3.2.1 <i>Bajo la Alumbraera</i> : première mine à ciel ouvert du pays.....	54
3.2.2 Accueil positif du projet minier	55
3.2.3 Structure de l'entreprise et zone d'influence	56
3.3 Relations étroites entre l'industrie minière et l'État	59
3.3.1 Des lois favorables au développement minier	60
3.3.2 Alliance de Minera Alumbraera et d'YMAD.....	62
3.4 La détérioration du climat social	64

3.5 Naissance d'un mouvement social.....	67
3.5.1 Élargissement du mouvement.....	68
3.5.2 Du rassemblement de sans-emplois à l'Assemblée de l'Algarrobo.....	69
3.6 Structure et fonctionnement de l'Assemblée de l'Algarrobo.....	71
3.7 Rôle et leadership des femmes.....	73
3.8 Rapport avec d'autres groupes sociaux et d'autres mouvements socio-environnementaux.....	75
3.8.1 Relation avec l'entreprise minière.....	75
3.8.2 Avec le gouvernement.....	78
3.8.3 Avec d'autres mouvements socio-environnementaux.....	79
3.9 Une empreinte socioterritoriale importante.....	80
 CHAPITRE IV	
TRANSFORMATIONS SOCIOTERRITORIALES ET IDENTITAIRES DANS LA PROVINCE DE CATAMARCA.....	81
4.1 Un sentiment d'appartenance fort.....	82
4.1.1 Différences intergénérationnelles.....	83
4.1.2 Situation des femmes.....	84
4.2 Services publics et infrastructures.....	87
4.2.1 Accès et qualité des services publics : la santé.....	87
4.2.2 Accès et qualité des services publics : l'éducation.....	90
4.2.3 Infrastructures publiques.....	92
4.3 Position face au développement minier.....	95
4.4 Retombées économiques et répartition géographique.....	97
4.4.1 Répartition des retombées.....	100
4.4.2 Emplois féminins au sein de l'industrie minière.....	103
4.4.3 Évolution des autres secteurs de l'économie.....	107
4.5 Retombées sociales du projet minier.....	110

4.6 Perception des impacts sur l'environnement.....	112
4.7 Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale	114
4.7.1 Pouvoir législatif et ingérence de l'entreprise minière.....	114
4.7.2 Gestion économique et politique de RSE.....	115
4.7.3 Pouvoir judiciaire	117
4.8 L'action collective et le rôle des femmes.....	118
4.8.1 Mise en réseau et empowerment des femmes.....	119
4.8.2 Les Femmes du Silence face à la judiciarisation de la lutte	122
CHAPITRE V	
MÉGAPROJETS MINIERES ET DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LA	
PROVINCE DE CATAMARCA	
5.1 Effets sociaux et économiques du projet minier.....	125
5.1.1 Instauration d'un climat social conflictuel	126
5.1.2 Le renforcement de la précarité	129
5.2 Une gouvernance modifiée par l'arrivée du projet minier	132
5.2.1 Relations État/Entreprise	133
5.2.2 Relations Population/Entreprise.....	133
5.2.3 Industrie minière et aménagement du territoire	135
5.3 L'empowerment des femmes à travers l'action collective.....	135
5.4 Le développement minier comme développement inégal.....	138
CONCLUSION	144
APPENDICE A	148
APPENDICE B	155
BIBLIOGRAPHIE.....	161

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
BM	Banque Mondiale
CEPAL	Comisión Económica para América Latina y el Caribe
CIFOT	Centre de Cartographie, de Recherche et de Formation pour l'Aménagement du Territoire
FMI	Fonds monétaire international
INDEC	Instituto Nacional de Estadística y Censos
IDE	Investissement direct étranger
IS	Institut d'Études Supérieures
MERCOSUR	Marché commun du Sud
NOA	Nord-Ouest Argentin
OCMAL	Observatory of Mining conflicts in Latin America
OLCA	Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales
ONG	Organisation non gouvernementale
PAS	Programme d'ajustements structurels
PASMA	Proyecto de Asistencia a la Minería Argentina
PIB	Produit intérieur brut
PDG	Président-directeur général
RLMD	Red latinoamericana de Mujeres de Derechos Sociales y Ambientales
RSE	Responsabilité sociale de l'entreprise

SEGEMAR	Service Géologique et Minier Argentin
UAC	Unión de Asambleas Ciudadanas
UTE	Union transitoire d'entreprises
UNCuyo	Université Nationale de Cuyo
YMAD	Yacimientos Mineros de Aguas de Dionisio

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Croissance urbaine de 1960 à 1991	10
Figure 1.2 : Organisation de l'espace argentin.....	11
Figure 1.3 : Région Nord-Ouest de l'Argentine.....	12
Figure 1.4 : Distribution des exportations totales selon l'intensité technologique entre 1981 et 2010 en Amérique latine et dans les Caraïbes	17
Figure 2.1 : Cadre conceptuel de la recherche	38
Figure 2.2 : Situation de la province de Catamarca et départements de la province de Catamarca.....	41
Figure 3. 1 : Emplacement du projet minier et des principales villes concernées	52
Figure 3.2 : Projets miniers en activité sur le territoire d'YMAD	54
Figure 3.3 : Localisation des infrastructures du projet <i>Bajo la Alumbraera</i>	57
Figure 3.4 : Publicité pour l'industrie minière	63
Figure 3.5 : Manifestation des Femmes du Silence.....	74
Figure 3.6 : Les policiers barricadent la rue un samedi soir	76
Figure 3.7 : Le logo de Minera Alumbraera au-dessus des indications routières...	77
Figure 4.1 : Nouvel hôpital en construction.....	89
Figure 4.2 : Images tirées de la revue annuelle de Minera Alumbraera.....	107

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Participation de l'Amérique latine dans la production mondiale....	14
Tableau 2.1 : Structure thématique du guide d'entretien.....	43
Tableau 2.2 : Entrevues réalisées	45
Tableau 4.1 : Emplois par département du projet Bajo la Alumbra en 2012...	102

RÉSUMÉ

Ce mémoire aborde le développement minier à grande échelle et ses impacts socio-territoriaux dans la province argentine de Catamarca où une partie importante de la population s'oppose à ce type de projet extractif. L'hypothèse de recherche soutient que ce type de développement contribue à accroître les inégalités de genre au sein des communautés locales. Lors d'un séjour de recherche de quatre mois dans le nord-ouest de l'Argentine, une étude de cas a été réalisée à Andalgalá, petite ville de 15 000 habitants située à proximité des deux plus grands projets de mines à ciel ouvert du pays. Des entrevues ont été réalisées avec différents acteurs de ce conflit socio-environnemental. Il s'en dégage que les retombées du mégaprojet sont faibles et mal redistribuées, les inégalités s'étant renforcées à différentes échelles (Harvey, 2006 ; Machado Aráoz, 2011). Malgré les profits record dégagés par le secteur minier, Catamarca demeure l'une des provinces dont les indices de sous-développement sont les plus alarmants. Le mouvement social qui s'organise à travers une assemblée populaire au fonctionnement horizontal est largement porté par les femmes qui y exercent un leadership important dans une société pourtant particulièrement machiste. En définitive, ce mémoire souhaite contribuer à la réflexion plus globale quant aux conséquences sexospécifiques des grands projets extractifs qui se multiplient à l'échelle mondiale et au rôle des femmes au sein des mouvements socio-environnementaux.

MOTS-CLÉS : Argentine, Catamarca, industrie minière, extractivisme, écoféminisme

INTRODUCTION

Les processus de la mondialisation qui caractérisent la conjoncture actuelle de nos sociétés sont axés sur la dématérialisation des économies, le développement fulgurant de la sphère numérique et l'économie du savoir, soit différents domaines valorisant l'immatériel et les abondants flux informationnels (Magrin et Perrier-Bruslé, 2011). Il ne faudrait cependant pas oublier que les rouages de l'économie autant que les technologies de l'information et de la communication n'existeraient pas sans leurs assises matérielles qui nécessitent aujourd'hui plus que jamais l'énergie et les matières premières extraites du sous-sol de la Terre (Magrin et Perrier-Bruslé, 2011). Cette demande croissante, nourrie principalement par les pays asiatiques dits émergents, entraîne la multiplication des projets miniers de grande envergure à travers le monde (Gudynas, 2007). Le territoire latino-américain, riche en ressources métallifères et pétrolifères, est particulièrement attractif pour les investissements directs étrangers dans le secteur minier.

L'histoire démontre que l'Amérique latine a subi de nombreux revers durant le XXe siècle. Deux périodes de dictatures ont effectivement marqué cette région au cours de ce siècle, d'abord dans les années 1930, puis dans les années 1960-1970. Les décennies de 1980 et de 1990 ont pour leur part vu le retour de la démocratie, accompagné d'une conversion massive au néolibéralisme (Dabène, 2012). La mondialisation néolibérale ne s'applique pas de la même façon dans chaque région du monde et l'Amérique latine semble, selon plusieurs auteurs, avoir hérité du rôle d'exportatrice des ressources naturelles (Gudynas, 2007 ; Svampa, 2011). Durant les années 1990, l'Amérique latine est devenue le territoire recevant la plus grande part des investissements miniers dans le monde. Sur les 25 investissements les plus importants dans ce secteur pour la période 1990-2001, 12 ont été faits dans cette région (Bebbington *et al*, 2008). De plus, sur les dix pays accordant la plus grande part de leur budget à l'exploration minière durant les

années 1990, quatre étaient latino-américains : le Chili, le Pérou, le Brésil et l'Argentine (Torunczyk Schein, 2013). En Argentine, entre 2003 et 2008, les investissements directs étrangers (IDE) ont été multipliés par 10, passant de 660 millions à 7,35 billions \$ US. En même temps, le nombre de projets miniers a augmenté de 40 à 403 et les emplois (directs et indirects) dans ce secteur ont grimpé de 98 700 à 258 000 (Torunczyk Schein, 2013).

Cette intensification de l'activité minière à grande échelle a été permise par les changements économiques et politiques des dernières décennies, principalement caractérisés par l'introduction du néolibéralisme sur le territoire latino-américain (Velut, 2009). En Argentine, c'est le gouvernement Menem (1989-1999) qui a favorisé ces transformations, misant sur la privatisation des entreprises d'État et l'attraction des IDE dans le secteur extractif. Les nombreuses ressources non exploitées représentent un atout important pour le développement économique argentin (Gravel, 2009). Or, la multiplication des projets miniers dans les marges andines n'a pas été sans heurts. Dès la fin des années 1990, des voix ont commencé à se lever pour dénoncer les faibles retombées économiques à l'échelle locale, puis les conséquences de l'utilisation de produits toxiques par l'industrie minière sur la qualité de l'eau, de l'air et des sols. Après presque deux décennies d'intensification de l'exploitation minière tout le long de la cordillère des Andes, c'est un mouvement socio-environnemental de grande ampleur qui s'est organisé et réseauté en Argentine ainsi qu'à travers toute l'Amérique latine.

Dans le cadre de la financiarisation et de l'interdépendance accrue entre les États, les hauts et les bas des marchés globaux sont déterminants. En effet, chaque fois que la demande ou le prix d'un minerai augmente, il s'observe rapidement une réorganisation productive des territoires pour répondre aux opportunités commerciales (Gudynas, 2007). À l'opposé, lorsque la demande et le prix sont à la baisse, les compagnies minières ont plutôt tendance à cesser leurs activités, ce qui rend d'autant plus précaires les emplois dans le secteur. Avec la durée limitée des activités dans le temps à cause de l'épuisement des gisements, l'industrie

minière pose aussi le problème de la durabilité tant sur les plans économique qu'environnemental.

Si le rôle hérité par l'Amérique latine dans la division internationale du travail n'est pas à envier (Machado Aráoz, 2009), c'est le segment féminin de la population latino-américaine qui y est le plus perdant (Gravel, 2009). Il y a en effet de grandes inégalités entre les sexes dans cette région du monde, les femmes y subissant une exclusion séculaire (Canovas, 2008). Les femmes ont été, avec les enfants, les premières victimes des mesures néolibérales. Considérées comme de la main-d'œuvre très bon marché et subissant des discriminations récurrentes, les femmes ont été les premières à se mobiliser pour s'opposer au modèle de développement néolibéral et à l'extractivisme (Canovas, 2008 et Maris, 2009).

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre recherche. Elle se concentre sur le cas de la province de Catamarca dans le nord-ouest de l'Argentine et sur la résistance qui s'organise face au plus grand projet de mine à ciel ouvert au pays : *Bajo la Alumbrera*. Une assemblée citoyenne s'est mise en place pour contrer les effets négatifs de cette nouvelle industrie et ce sont les femmes qui tiennent un rôle important dans le leadership. Nous nous intéressons aux transformations socioterritoriales provoquées par l'implantation du mégaprojet minier et vécues par la population locale, en portant une attention particulière à la situation des femmes.

C'est autour de concepts tels l'identité, la précarisation économique, la gouvernance et l'empowerment que nous articulerons notre réflexion afin de comprendre les conséquences de l'extractivisme sur le sort des populations locales, et plus particulièrement des femmes. Pour y arriver, nous combinons une perspective disciplinaire principalement issue de la géographie sociale à une perspective de genre, dont plusieurs concepts et notions sont empruntés à l'écoféminisme. Ce courant permet l'articulation d'un discours à la fois féministe et écologiste en considérant les femmes et la nature comme des sujets de la destruction opérée par des systèmes dominés par l'Homme (Gandon, 2009).

Le mémoire se structure en cinq chapitres. Tout d'abord, nous mettrons en contexte les différentes transformations économiques et politiques qui ont entraîné le boom minier en Argentine ainsi que l'émergence du mouvement socio-environnemental afin de dégager les questions et hypothèses soulevées par cette recherche. Le second chapitre présente les cadres théorique et conceptuel ainsi que la démarche méthodologique utilisée. Le troisième chapitre porte sur les caractéristiques du cas étudié et les différents acteurs impliqués dans le conflit socio-environnemental. Le quatrième chapitre présente les résultats des entrevues réalisées lors de notre séjour de recherche dans la province de Catamarca pendant l'été 2013. Finalement, le dernier chapitre analyse les résultats en fonction des questions et hypothèses de recherche.

Ainsi structuré, le mémoire permettra de comprendre les transformations socioterritoriales qui ont été engendrées par l'implantation du mégaprojet minier *Bajo la Alumbra* dans la province de Catamarca. À travers la situation des femmes travaillant au sein de l'industrie minière, de celles qui militent au sein de l'Assemblée opposée au mégaprojet ainsi que de la population locale en général, nous observons que les effets induits par l'industrie minière sont vécus différemment par les hommes et par les femmes et que les retombées économiques et sociales sont inégalement distribuées.

CHAPITRE I :
LA MISE EN PLACE DE LA CONJONCTURE EXTRACTIVISTE EN
ARGENTINE ET LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

L'Argentine, contrairement à ses voisins chiliens, boliviens ou péruviens, n'a pas un passé minier très important. Or, cela a changé radicalement au cours des deux dernières décennies. Ce chapitre permettra de mieux comprendre la conjoncture particulière de ce pays depuis les années 1980 qui a mené à un boom minier sans précédent. Ce dernier a provoqué un vaste mécontentement de la population et a entraîné l'émergence de nouveaux mouvements sociaux orientés sur la défense de l'environnement et des territoires. L'analyse du boom minier et de la riposte sociale nous permet de dégager les questions et hypothèses qui encadreront notre recherche.

Transition démocratique : vers les grandes réformes néolibérales

Depuis les années 1940, la population de l'Argentine est divisée sur le plan politique entre péronistes et anti-péronistes. Comme résultat des politiques appliquées par Juan Domingo Perón entre 1946 et 1955, les travailleurs argentins ont pu bénéficier d'une protection importante de l'État (Canovas, 2008). De plus, des politiques élaborées dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social avaient été adoptées et l'Argentine était le pays latino-américain dont le régime se rapprochait le plus de celui d'État-providence (Chejter, 1999). Les politiques mises de l'avant par le gouvernement de Perón ont engendré un mouvement populiste dit « Peroniste » ainsi que des coalitions anti-peronistes.

Lors du retour à la démocratie après une dictature militaire qui s'est déroulée entre 1976 et 1983, c'est le parti anti-péroniste, l'Union Civique Radicale, qui a pris le pouvoir. La popularité du péronisme était alors à son plus bas (Prévôt-Schapira, 2002). Or, les années 1980 sont caractérisées par de grandes difficultés économiques marquées par une hyperinflation qui plonge le pays dans le chaos dès 1987 (Prévôt-Schapira, 2002). En 1989, c'est le péroniste Carlos Menem qui prend le pouvoir. Le péronisme prend un tout nouveau visage avec l'arrivée de Menem à la tête de l'État. Ce dernier abandonne l'héritage étatiste de la période 1946-1955 et s'oriente plutôt vers l'ouverture et l'ultralibéralisme (Prévôt-Schapira, 2002). Cela est le reflet d'une situation qui s'est généralisée à travers les pays latino-américains :

L'histoire des pays latino-américains révèle la forte présence de l'État dans la plupart des secteurs de la société jusqu'à l'avènement du système néolibéral qui a instauré un État minimal. L'idéologie néolibérale s'est transformée progressivement en une véritable hégémonie sur le territoire latino-américain, provoquant une crise de l'État-nation. (Canovas, 2008 : 65)

Le système néolibéral a ainsi entraîné une mutation du rôle de l'État. Un État minimal fut imposé, déléguant aux entreprises privées, et dans la plupart des cas étrangères, la maîtrise de l'économie (Canovas, 2008). Nous nous intéressons ici aux mécanismes qui ont mené à ces mutations politiques et économiques majeures en nous concentrant particulièrement sur l'Argentine.

Au cours des années 1990, pour rattraper le bilan des années 1980 que les grands dirigeants occidentaux ont qualifié de décennie perdue, les mesures reliées au consensus de Washington ont commencé à être appliquées (Velut, 2007, Canovas, 2008). Cela a notamment eu pour conséquences, en Amérique latine, « une réduction du rôle de l'État, des privatisations, l'abaissement des barrières douanières, l'ouverture commerciale aux capitaux étrangers et une plus grande perméabilité des frontières grâce à une baisse des tensions géopolitiques » (Velut, 2009 : 8). Le néolibéralisme s'est imposé avec une certaine facilité en Amérique

latine, ce que Canovas (2008 :69) explique en partie par le fait que les gouvernements post-militaires :

« (...) étaient encore fragiles au milieu des années 1980, de par leur accession récente au pouvoir. Ils ont été des proies idéales pour un modèle qui n'avait pas encore prouvé sa viabilité à long terme. Les gouvernements n'avaient pas encore eu le temps de se positionner réellement sur le rôle de l'État par rapport à leurs prédécesseurs militaires. ».

Les mesures du consensus de Washington ont donc favorisé l'établissement du néolibéralisme dans sa déclinaison latino-américaine. L'État argentin a pris un virage libéral en faisant le choix de l'ouverture économique, permettant l'entrée des investisseurs internationaux et en mettant en œuvre le démantèlement de l'État-providence (Velut, 2002). C'est le gouvernement de Carlos Menem, au pouvoir entre 1989 et 1999, qui a introduit tous ces grands changements avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI).

1.1.2 Réformes économiques

Pour répondre aux problèmes chroniques d'inflation et d'instabilité monétaire et financière majeure des années 1980, ce sont de grandes réformes visant la modernisation de l'économie qui ont d'abord été mises en place par Menem (Laffiteau et Montaud, 2005). Elles sont constituées de deux éléments principaux. D'abord, c'est un nouveau système monétaire nommé *Currency Board* qui est implanté à partir du 1^{er} avril 1991 lorsqu'est adoptée la *Loi de convertibilité* (Laffiteau et Montaud, 2005). Ce nouveau système assure le contrôle de l'inflation à travers la surévaluation du peso argentin, en assurant la convertibilité avec le dollar américain. Cela a effectivement permis d'éviter l'inflation durant 10 ans, mais a aussi eu des conséquences ravageuses sur l'économie. En effet, la surévaluation de la valeur du peso a fait chuter la compétitivité de l'industrie argentine, ce qui a notamment engendré des pertes d'emplois et une hausse du chômage. Ce système a aussi entraîné une hausse de la dette extérieure, ce qui a

obligé l'État à rechercher des stratégies pour attirer des capitaux extérieurs (Velut, 2002).

En réponse à ce manque de capitaux, c'est une vague de privatisations qui a constitué le deuxième élément majeur de la réforme économique (Velut, 2002). Elles ont touché pratiquement toutes les grandes entreprises nationales : les infrastructures de transport terrestre, les télécommunications, les entreprises de production et de distribution d'énergie ainsi que les réseaux d'assainissement (Velut, 2002). Ces privatisations ont entraîné leurs lots de problèmes, particulièrement dans les régions éloignées où les services ont diminué, faute d'être rentables. Cela a porté un rude coup aux économies locales, d'autant plus que ce processus a été accompagné de nombreuses réductions d'emplois (Velut, 2002). Par exemple, les chemins de fer qui n'ont pas trouvé preneur dans l'entreprise privée ont été soit fermés, soit délégués aux provinces. Sur les 35 000 km de lignes existantes, 10 000 km ont cessé de fonctionner en 1995, toutes les lignes de transport de passagers situées hors de la capitale ayant notamment été abandonnées (Velut, 2002). Cela a été pénalisant pour les régions éloignées où les routes sont rares et généralement mal asphaltées (Bernard, Bouvet et Desse, 2005).

1.1.3 Nouvelle gestion territoriale

Les changements menés par le gouvernement de Menem sont aussi d'ordre politique et territorial. En effet, une réforme constitutionnelle a été réalisée en 1994, apportant de nombreuses modifications à la gestion du territoire. L'État fédéral a procédé à une grande opération de décentralisation, déléguant beaucoup de pouvoirs aux gouvernements provinciaux. Ces derniers ont par exemple obtenu le droit de se regrouper entre eux pour former des régions et établir eux-mêmes des accords internationaux (Velut, 2002). Cela visait notamment l'établissement d'ententes entre les provinces frontalières et leurs vis-à-vis chiliens, boliviens,

paraguayens ou encore, brésiliens. Un autre élément important a été ce que les chercheurs argentins appellent la provincialisation des ressources naturelles. L'administration de Menem, en vertu de l'article 124 de la réforme constitutionnelle, a délégué aux juridictions provinciales la propriété et la souveraineté de l'exploitation des ressources naturelles. Le gouvernement fédéral a ainsi renoncé au droit d'intervenir directement dans le secteur minier (Torunczyk Schein, 2013).

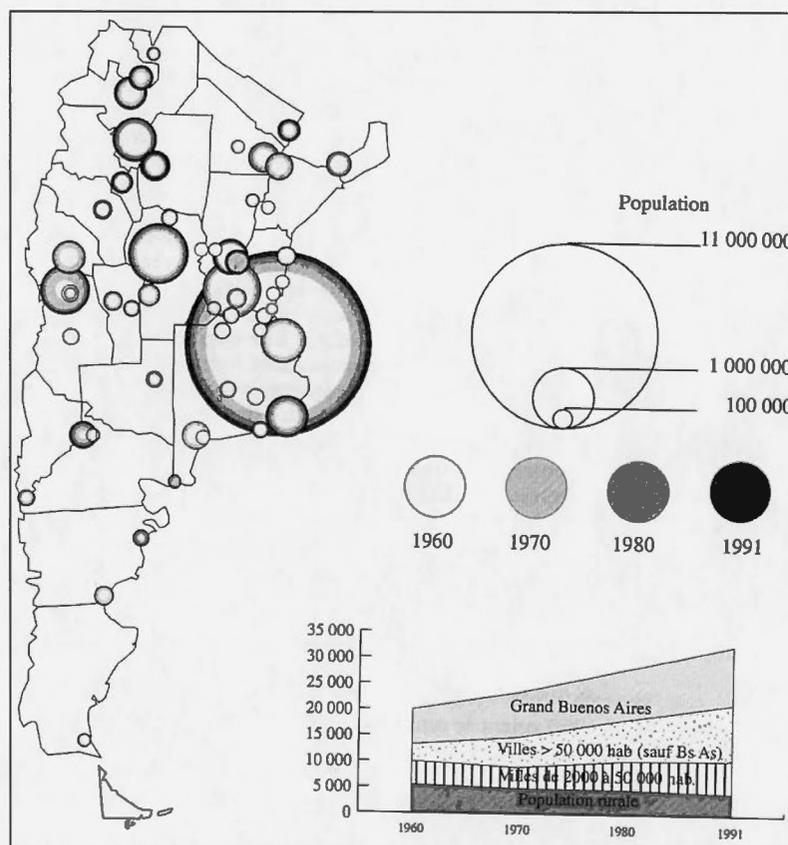
Quant à lui, le système de santé public a aussi été démantelé et c'est sur le modèle américain, qui mise sur le secteur privé, que les réformes ont été calquées. Cela a entraîné l'exclusion des populations les plus marginalisées aux soins de santé (Velut, 2002). Sur le plan de l'éducation, les provinces, qui étaient déjà responsables de l'enseignement primaire, ont hérité de la gestion du niveau secondaire. De plus, le gouvernement de Menem encourage les provinces à l'imiter en privatisant les entreprises publiques. Cela fait intervenir de nouveaux acteurs économiques dans les provinces, notamment dans le domaine de l'assainissement des eaux, des banques et des mines, rachetées par des entreprises argentines ou multinationales (Velut 2002). Toutes les provinces n'ont pas répondu de la même façon à ces grands changements, certaines choisissant de maintenir leurs entreprises publiques rentables, d'autres penchant plutôt pour les privatisations et l'ouverture économique. Cela a contribué au développement très inégal qui peut s'observer entre les 23 provinces du pays (Velut, 2002, Bernard, Bouvet et Desse, 2005).

1.1.4 L'organisation de l'espace argentin

En Argentine, il y a une grande disparité dans la répartition de la population et des activités économiques. La capitale, Buenos Aires, compte près du tiers de la population du pays avec ses 14,5 millions d'habitants. C'est là que se concentrent les établissements industriels, les sièges sociaux des grandes entreprises, les

activités financières et culturelles ainsi que le siège du pouvoir politique (Velut, 2002, Gravel, 2009). Plusieurs auteurs réfèrent à ce grand déséquilibre en parlant de « macrocéphalie portègne » (Velut, 2002, Bernard, Bouvet et Desse, 2005). La figure 1.1 montre l'importante concentration de la population dans l'agglomération de la capitale ainsi que dans trois villes d'une importance moyenne à l'intérieur des terres : Córdoba, Mendoza et Salta. Nous remarquons que la Patagonie, ainsi que l'ouest du pays en général sont très faiblement peuplés, tout le long de la cordillère des Andes.

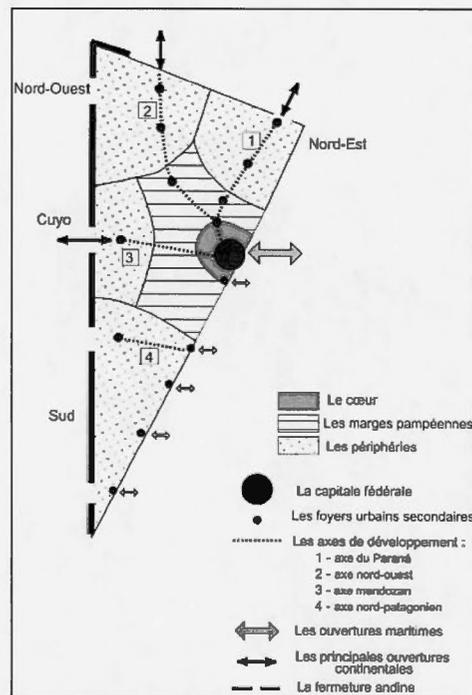
Figure 1.1 : Croissance urbaine de 1960 à 1991



Source : Velut, 2002

La figure 1.1 montre non seulement la forte concentration de la population dans les villes, mais aussi le processus de métropolisation en cours depuis les années 1960. En effet, une forte croissance de la population dans les villes de plus de 50 000 habitants est constatée, particulièrement dans la région métropolitaine de Buenos Aires où la population a presque doublé durant ces trente années. À l'inverse, les villes entre 5000 et 50 000 habitants sont restées à peu près stables tandis que la population rurale a décliné. Un des facteurs qui expliquent la concentration de la population sur la côte est l'accès aux marchés internationaux que permettent les grands ports du Rio de la Plata et de l'océan Atlantique. À l'opposé, la quasi-absence de passage à travers les Andes a entraîné la création de territoires enclavés peu peuplés dans l'ouest du pays (figure 1.2).

Figure 1.2 : Organisation de l'espace argentin



Source : Bernard, Bouvet et Desse, 2005

La figure 1.2 met en évidence la difficile communication entre l'intérieur des terres argentines et les pays voisins. Sur les 5150 km que parcourt la frontière entre le Chili et l'Argentine dans les sommets andins, seulement trois cols en permettent la traversée (Gravel, 2009). L'axe principal pour se rendre au Chili est celui reliant Mendoza à Santiago. Ce passage qui traverse la barrière andine est cependant fermé durant des périodes plus ou moins prolongées chaque année à cause de la neige qui s'accumule sur la route. Le reste du territoire est considéré comme périphérique parce qu'il est peu peuplé, mais aussi parce qu'il est en marge des grands réseaux de transport (Bernard, Bouvet et Desse, 2005).

12000



Figure 1.3 : Région Nord-Ouest de l'Argentine

Source : Patagonia Biking, 2005

Dans le cadre de ce mémoire, c'est la région du nord-ouest de l'Argentine (NOA) qui nous intéressera particulièrement. Comme l'indique la figure 1.2, l'ensemble de la zone du NOA est considéré comme périphérique. Elle est isolée de l'océan

(figure 1.3). Nous verrons que cet isolement a des conséquences lorsque vient le temps de lancer de grands projets extractifs.

1.2 Mise en place de l'État extractiviste

Durant les années 1980, les projets miniers en Argentine étaient de petite envergure et exploitaient principalement des roches d'application, c'est-à-dire des matériaux utilisés dans la construction tels que le granite ou le sable (Wagner, 2008). Ce sont différents organismes étatiques ou paraétatiques qui se chargeaient de la prospection et de l'exploration, dont le Secrétariat des Mines de la Nation et le Service Géologique et Minier Argentin (SEGEMAR) (Wagner, 2008). Or, les années 1990 et 2000 ont amené de grands changements dans le secteur minier.

Un certain consensus semble se dessiner chez les auteurs (Svampa, Machado Aráoz, Wagner) s'intéressant à l'industrie minière transnationale en Argentine dans le cadre de la mondialisation néolibérale. En effet, ils s'accordent sur le fait que le développement économique de l'Argentine (mais aussi de nombreux pays latino-américains) a pris une tournure extractiviste. Le concept d'extractivisme se définit comme étant :

(...) un modèle d'accumulation fondé sur la surexploitation de ressources naturelles en grande partie non renouvelable et sur le déplacement des frontières des territoires jusqu'alors considérés comme « improductifs ». Enfin, ce modèle comprend non seulement les activités strictement extractives (secteur minier et pétrolier), mais aussi d'autres activités (comme l'agrobusiness et les biocarburants) qui encouragent la logique extractiviste en consolidant la monoproduction (Svampa, 2011 : 105).

Svampa (2011) explique aussi que l'extractivisme s'est implanté dans pratiquement tous les pays d'Amérique latine, sans distinction d'orientation politique. Le discours dominant présente l'exploitation et l'exportation massives des matières premières comme étant le destin de cette région du monde. Cette dernière est effectivement une pourvoyeuse importante de certaines ressources

dernière est effectivement une pourvoyeuse importante de certaines ressources minières stratégiques et essentielles au développement industriel mondial. Par exemple, durant les dernières années (tableau 1.1), la richesse géologique de la région latino-américaine a fourni 45 % du cuivre, 40 % de l'argent et un peu plus de 25 % du zinc, de l'étain et de l'or consommés à l'échelle mondiale. C'est énorme si l'on pense au fait que cette région consomme en moyenne 5 % des métaux (Sanchez Albavera et Lardé, 2006). Le tableau 1.1 montre aussi que la part de l'Amérique latine dans la production de tous les principaux métaux a largement augmenté, dans tous les cas sauf celui de la bauxite dont des gisements majeurs ont été découverts en Australie. Dans la région sud-américaine, l'Argentine, en multipliant les projets de grande envergure, a largement contribué à l'importante augmentation de l'industrie minière mondiale.

Tableau 1.1 : Participation de l'Amérique latine dans la production mondiale (en pourcentage de la production mondiale)

Produit	Années				
	1970	1980	1990	2000	2004
Bauxite	40,8	27	22,9	26	27,1
Alumine	1,6	5,1	9,2	8,9	7,9
Argent brut	15,2	21,3	24,4	42,8	47,3
Argent raffiné	7,6	12,7	15,6	25	25,7
Étain brut	16,7	15,3	28,3	26	25
Étain raffiné	2,5	11,7	23,1	14,9	19,1
Minerai de fer	10,7	14,7	22,6	26,9	28,9 ²
Nickel brut	6	9,1	11,5	14,1	16
Nickel raffiné	3,4	5,5	9,7	10,7	11,5
Or	x	11,1 ¹	10,3	14,5	14,9 ³
Argent	x	32,6	34,2	38,8	41,4 ⁴
Plomb brut	12,6	11,9	13,3	14,7	14,8
Plomb raffiné	7,8	7,8	7,8	8,4	8,3
Zinc brut	12,5	14,1	16,8	19	22
Zinc raffiné	3,7	5,5	7,5	7,3	8,5

Notes : ¹ 1986, ² 2002, ³ 2002, ⁴ 2003

Source : Sanchez Albavera et Lardé, 2006

signé le *Proyecto de Asistencia a la Minería Argentina*¹ (PASMA) avec la Banque Mondiale (BM). Cet accord était accompagné d'un prêt de 60 millions de dollars US et visait la facilitation de l'implantation d'une industrie minière à grande échelle afin de permettre la réduction de l'énorme poids que représentait la dette extérieure (Torunczyk Schein, 2013). La nouvelle législation adoptée avec l'aide de la BM prévoyait « d'importants bénéfices économiques et exemptions d'impôts pour attirer l'investissement minier (...) la stabilité des impôts douaniers et du taux de change aux nouveaux projets miniers pour 30 ans, une valeur maximale de la redevance minière à 3 % » (Torunczyk Schein, 2013 : 8). Nous reviendrons en détail sur les implications des nouvelles législations nationales et provinciales au point 3.3 du chapitre 3.

En 2001, l'une des pires crises économiques, sociales et politiques a éclaté en Argentine. Pour rétablir l'ordre et la prospérité, le gouvernement de Nestor Kirchner (2003-2007) a beaucoup misé sur le développement minier et a fait de l'extractivisme une politique d'État, affichant de grandes ambitions pour le rôle que pourrait jouer l'Argentine dans le secteur minier à l'échelle mondiale (Torunczyk Schein, 2013). Cela s'est traduit par l'adoption, en 2004, du *Plan Nacional Minero*² et en 2006 du *Plan de Reactivación de la Actividad Nuclear Argentina*³. Ceux-ci avaient pour objectif de consolider les processus d'investissement et de développement minier et de production d'uranium (Wagner, 2008).

L'activité minière est présentée comme un moteur de l'économie nationale qui impulse l'expansion et la maturation des économies où elle s'installe. Certains auteurs ont observé, à l'opposé, des effets négatifs sur le potentiel de développement économique des pays récepteurs d'investissements miniers (Machado *et al*, 2011; Naredo, 2006). Pour ces auteurs, cette nouvelle division internationale contribue à accentuer les asymétries entre pays centraux et périphériques. En des termes macroéconomiques et géopolitiques, les réformes

¹ Projet d'Assistance à l'Industrie Minière Argentine (Traduction libre)

² Plan minier national (traduction libre)

³ Plan de réactivation de l'activité nucléaire argentine (traduction libre)

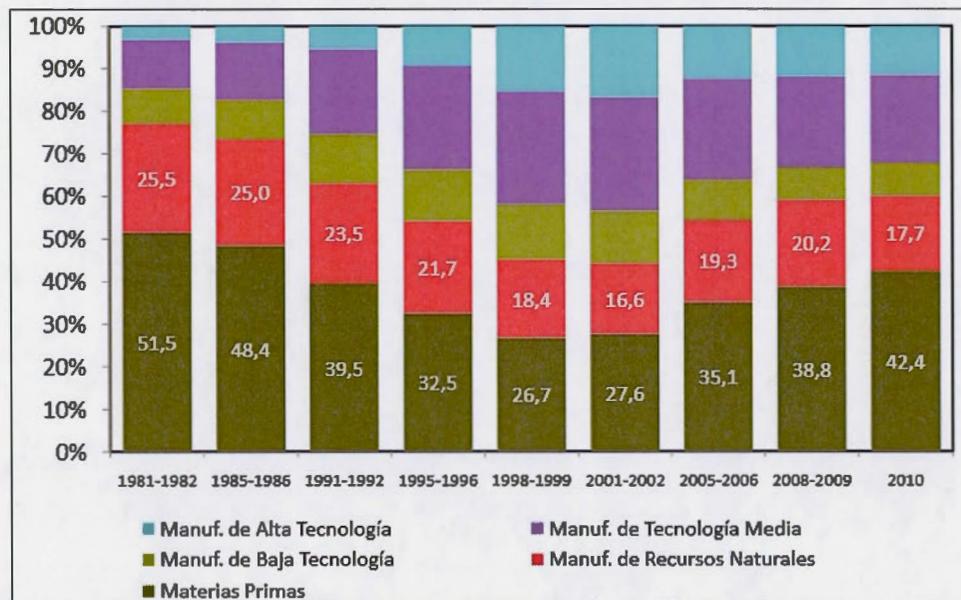
minières qui ont amené l'expansion étonnante de l'industrie minière transnationale en Amérique latine, et particulièrement en Argentine, ont impliqué une perte significative dans la capacité de régulation et de contrôle des territoires et des ressources pour les États, au profit des corporations transnationales. Les réformes néolibérales ont fait du territoire latino-américain un pourvoyeur intensif de biens et services environnementaux pour alimenter la course à la productivité du marché mondial (Machado *et al*, 2011). Ces biens et services environnementaux se matérialisent, par exemple, par l'utilisation intensive du territoire pour la production agricole et pour l'extraction minérale. Les conséquences environnementales de ces activités demeurent en Amérique latine tandis que les denrées produites ou extraites sont exportées et transformées ailleurs dans le monde.

1.2.1 Reprimarisation de l'économie

Svampa (2011) soutient que c'est le rôle « d'exportatrice de la nature » que s'est vue attribuer l'Amérique latine dans la nouvelle division internationale des étapes de production. Ce rôle s'exprime, d'une part, à travers les discours véhiculés sur le développement. Ces derniers alimentent l'imaginaire populaire qui fait miroiter l'abondance inépuisable de la nature latino-américaine. D'autre part, c'est à travers certaines statistiques qui montrent une reprimarisation de l'économie que ce rôle d'exportatrice des ressources naturelles peut être interprété. La reprimarisation, c'est la réorientation de l'économie sur l'exploitation et l'exportation de matières premières. Cela a pour effet de rendre vulnérables les économies nationales dont la prospérité dépend de la stabilité des marchés mondiaux. La part des produits primaires par rapport au total des exportations est en hausse pour l'ensemble de l'Amérique latine, passant de 59,8 % en 2008 à 63,1 % en 2009, pour le Marché Commun du Sud (MERCOSUR) (CEPAL *in* Svampa, 2011). Selon les données de la Commission Économique pour

l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), il y a une recrudescence de la part des matières premières dans les exportations, au détriment des produits avec une forte valeur ajoutée (Figure 1.3).

Figure 1.4 : Distribution des exportations totales selon l'intensité technologique entre 1981 et 2010 en Amérique latine et dans les Caraïbes (en pourcentage du total)



Source : Cepal, 2011

Machado *et al.* (2011) soutiennent qu'il est impossible de dissocier l'énorme augmentation des investissements directs étrangers (IDE), la transnationalisation de l'économie et le processus de reprimarisation axé sur l'exportation. Ces mécanismes résultent d'un même processus lié à la nécessité de créer des devises pour le paiement de l'importante dette extérieure (Machado *et al.*, 2011). Comme nous l'avons montré, les grandes réformes économiques des années 1990 ont entraîné un accroissement important de la dette, et l'exploitation intensive des ressources naturelles se présente comme la solution idéale pour l'obtention des capitaux manquants.

1.2.2 Création d'économies d'enclave

Le boom minier implique, selon Machado *et al.* (2011), la création d'espaces sociaux en marge des économies nationales et structurellement dépendantes, ce qui correspond à des enclaves. La création d'enclaves minières est dommageable, particulièrement à la fin du cycle de l'exploitation minière (Machado *et al.* 2011 ; Klein, 1986). Pour leur part, les minières font souvent valoir qu'elles s'installent dans des zones « en retard » sans d'autres possibilités de développement que celui qu'elles offrent. Elles s'installent sur des territoires qu'elles qualifient de désertiques ou vides, même si ceux-ci sont occupés depuis plusieurs centaines d'années, voire plus d'un millénaire (Ciari, 2012). Selon Harvey (2010), ce discours des compagnies transnationales correspond à une vieille stratégie de dévaluation-expropriation des territoires largement employée dans le cadre des différents cycles de l'accumulation par dépossession. Nous reviendrons sur ce concept au deuxième chapitre.

Svampa (2011) parle pour sa part de la création d'enclaves exportatrices, car la matière extraite est directement exportée dans sa forme la plus brute. L'activité économique d'une région qui est concentrée sur l'extraction des ressources naturelles, sans privilégier les premières et deuxièmes transformations, n'a qu'un apport très limité au développement des régions périphériques. Comme il y a peu ou pas de valeur ajoutée pour ces zones enclavées, elles sont très vulnérables aux fluctuations des prix des matières premières sur les marchés boursiers (Gravel, 2009). Les politiques extractivistes en Argentine, qui favorisent l'exploitation et l'exportation des matières premières et la création d'enclaves, ont donc eu des conséquences importantes sur l'économie de ce pays.

1.3 Les nouveaux mouvements sociaux

Le virage néolibéral qu'a pris l'Argentine a déclenché une large gamme de réactions au sein de la population. Une grande diversité de mouvements sociaux s'est mise en place, ce qui s'expliquerait par la grande variété de catégories sociales touchées par l'exclusion et la marginalisation provoquées par l'économie néolibérale. (Canovas, 2008). Ces nouveaux mouvements sociaux ont développé des moyens d'action diversifiés afin d'attirer l'attention sur les failles de ce système qui crée à la fois d'énormes richesses et beaucoup de chômage (Canovas, 2008). Ce qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de ce travail, c'est ce que les auteurs (Svampa, Machado Aráoz, Gudynas) qualifient de tournant écoterritorial des luttes, l'émergence des mouvements socio-environnementaux ainsi que le rôle qu'occupent les femmes au sein de ces nouvelles mouvances sociales. Ces trois points seront abordés dans les sections suivantes.

1.3.1 Tournant écoterritorial des luttes

La forte croissance du secteur minier, mais aussi de l'agriculture intensive du soja transgénique et l'introduction de la méthode de la fracturation hydraulique, ont concouru à exercer une pression sur les ressources naturelles et l'environnement (Prévôt-Schapira, 2008). Pour décrire l'organisation des mouvements de contestation engendrée par la conjoncture extractiviste, Svampa (2011) parle d'une convergence entre les luttes ancestrales pour la reconnaissance de la propriété des terres menées par les indigènes et les paysans avec les discours contemporains sur la défense de l'environnement. Cette convergence « configure le socle d'un langage commun valorisant la territorialité » (Svampa, 2011 : 114). Ce langage commun opposé au récit dominant s'articule principalement autour du bien commun, de la justice environnementale, du vivre bien (ou *buen vivir*) et du droit de la nature.

L'émergence des nouveaux mouvements socio-environnementaux met en évidence les implications territoriales inhérentes à l'expansion du capitalisme globalisé dans des régions du monde qui étaient demeurées vierges du point de vue du néolibéralisme productiviste. Pour Prévôt-Schapira (2008 :2), « ces mouvements sociaux ont été interprétés comme l'expression d'un nouveau langage revendicatif et de nouvelles formes de lutte ancrées dans le territoire ». Le tournant écoterritorial des luttes reflète la multiplication des mouvements de défense de la terre qui contribuent à la valorisation de la territorialité (Svampa, 2011).

1.3.2 Les mouvements opposés aux mégaprojets miniers

Les mégaprojets miniers sont liés à l'émergence de nombreux mouvements socio-environnementaux en Amérique latine (Svampa, 2011). L'Observatoire des conflits miniers en Amérique latine (OCMAL) tient à jour une base de données sur son site Internet chapeauté par l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux (OLCA). On y recense à ce jour 198 conflits d'intensité variable impliquant 207 projets miniers différents et 297 communautés à travers 19 pays de l'Amérique latine. L'Argentine arrive en quatrième position avec 27 conflits opposant communautés et entreprises minières (OCMAL, 2014).

Dans la lutte contre les mégaprojets miniers, des mouvements se développent en mettant en place une multitude d'assemblées locales. Ces assemblées, aussi appelées « assemblées de voisins autoconvoqués »⁴ ont vu le jour dans différents lieux affectés par l'exploitation minière ou pétrolière. Ces luttes se sont lentement mises en réseau, ce qui a débouché sur la création de l'Unión de Asambleas Ciudadanas⁵ (UAC) en 2006. La UAC se définit comme :

⁴ Asambleas de Vecinos Autoconvocados (Traduction libre)

⁵ Union des Assemblées Citoyennes (Traduction libre)

(...) un espacio de intercambio, discusión y acción conformado por asambleas, grupos de vecinos autoconvocados, organizaciones autónomas no partidarias ni vinculadas al aparato estatal y ciudadanos en general reunidos en defensa de los bienes comunes, la salud y la autodeterminación de los pueblos, seriamente amenazados por el saqueo y la contaminación que el avance de diferentes emprendimientos económicos van dejando o pretenden dejar a su paso⁶ (UAC, s.d.).

L'UAC est donc une union d'une multitude de groupes de défense de l'environnement, opposés au modèle extractif, initialement basé en Argentine, mais qui a aujourd'hui des membres dans différents pays d'Amérique latine tels que l'Uruguay, le Chili et le Brésil (Wagner, 2008). En plus des assemblées citoyennes opposées aux mégaprojets miniers et pétroliers, cette union regroupe des assemblées qui se sont organisées pour s'opposer à des projets de méga barrages, à l'avancée de la monoculture du soja transgénique et à toute initiative correspondant à la logique extractiviste. À cet égard, leur slogan « Por la vida contra el saqueo y la contaminación »⁷ est assez évocateur de la mission qu'ils se sont octroyés, soit la protection de l'environnement, mais aussi plus largement une remise en cause du modèle néolibéral qui accompagne ce type de projets de développement économique.

1.3.3 Implication des femmes au sein des nouveaux mouvements sociaux

Comme le soutient Canovas (2008), l'exclusion affecte une multitude de groupes sociaux. Il y a notamment les ouvriers qui souffrent de la précarisation des conditions de travail, les paysans dépossédés de leurs terres, les indigènes dont le droit à l'autodétermination est fréquemment bafoué et il y a les femmes qui sont

⁶ (...) un espace d'échange, de discussion et d'action formé par des assemblées, des groupes de voisins autoconvocés, des organisations autonomes non-partisanes, ni liés à l'Etat et des citoyens qui s'unissent pour la défense du bien commun, la santé et l'autodétermination des peuples qui sont menacés par le pillage et la contamination provoqués par l'avancée de différentes activités économiques (Traduction libre)

⁷ Pour la vie, contre le pillage et la contamination (Traduction libre)

les premières à souffrir de la détérioration des conditions de vie. En Amérique latine, les femmes sont rattachées à la sphère domestique et ont peu de place dans la sphère politique (Canovas, 2008). Cela est généralement expliqué par deux facteurs prépondérants : « l'éducation qui inculque des concepts conservateurs à l'égard de la place de la femme et le poids de la hiérarchie catholique qui freine la participation des femmes dans la vie publique » (CEPAL, 1986 *in* Canovas, 2008 : 79). Les femmes ont été le groupe social le plus affecté par les mesures néolibérales. Étant déjà vulnérabilisées par les schèmes de domination masculine, elles représentent une main-d'œuvre malléable et bon marché.

Les femmes s'organisent au sein des mouvements féministes latino-américains, mais jouent aussi un rôle particulièrement déterminant au sein des mouvements socio-environnementaux. Ainsi, les mouvements sociaux contemporains ont donné la possibilité aux femmes de sortir de leur marginalisation, du moins en partie (Canovas, 2008). À cet égard, il est intéressant de noter que la participation des femmes aux mouvements sociaux ayant une composante environnementale est supérieure à leur participation dans d'autres mouvements, comme le milieu syndical, par exemple (Martínez Alier, 2006). Elles sont particulièrement présentes dans les mouvements socio-environnementaux en Argentine ainsi qu'à travers l'Amérique latine, notamment dans les assemblées citoyennes opposées aux mégaprojets extractifs (Comelli, 2010).

Plusieurs pistes de réflexion peuvent expliquer cette importante participation. Martínez Alier (2006) utilise le concept d'écologisme des pauvres. En effet, il constate une nuance importante entre l'écologisme pratiqué par les gens qui ne manquent de rien et qui se préoccupent de la dégradation de l'environnement durant leurs temps libres, par rapport à l'écologisme de ceux qui dépendent directement des ressources naturelles pour survivre. Il affirme que la forte présence féminine dans les conflits concernant les ressources naturelles doit être liée au rôle attribué socialement aux femmes, soit la reproduction sociale de la vie. Le rôle particulier des femmes au sein des mouvements socio-environnementaux s'observe notamment à travers la création de la Red Latinoamericana de Mujeres

Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales⁸ (RLMD) ou encore par l'organisation de rencontres internationales réunissant des militantes de différents pays latino-américains sur le thème des impacts engendrés par l'industrie minière sur les femmes.

1.4 Questions et hypothèses de recherche

Comme nous l'avons vu, la fin du XX^e siècle a été mouvementée en Argentine. L'introduction des politiques néolibérales a contribué à la requalification d'immenses territoires autrefois considérés comme improductifs. De grands espaces sont ainsi devenus attractifs du point de vue du capitalisme global, ce que nous observons à travers l'exemple du boom minier argentin. Ce sont, d'une part, les impacts des grands projets miniers sur les communautés locales et plus précisément sur les femmes et, d'autre part, le rôle innovateur des femmes au sein de ces nouveaux mouvements socio-environnementaux qui sont l'objet de cette recherche. C'est à travers l'étude du cas de l'entreprise Minera Alumbrera située dans la province de Catamarca, dans le NOA et de ses trois villes riveraines que sont Belén, Andalgalá et Santa María que nous menons cette recherche.

Nous cherchons à décrire et à expliquer les conséquences induites par le développement minier ainsi que l'organisation de l'action collective face à ces mutations en nous demandant en quoi l'activité minière transnationale en Argentine et les conflits socio-environnementaux qui y sont liés entraînent-ils des transformations socioterritoriales qui affectent les populations locales ? Afin de répondre à ce questionnement principal, nous posons l'hypothèse que le développement minier a entraîné l'établissement de nouvelles dynamiques socioterritoriales qui contribuent au développement géographique inégal entre les pays industrialisés et le Sud global. Ces inégalités sont notamment d'ordre

⁸ Réseau latino-américain des femmes défenseures des droits sociaux et environnementaux (Traduction libre)

économique, mais nous portons aussi une attention particulière aux inégalités de genre. Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur le développement géographique inégal que nous entendons utiliser comme métaconcept dans le cadre de notre recherche.

Afin de vérifier cette hypothèse principale, nous posons trois questions secondaires. Les deux premières visent la caractérisation des transformations socioterritoriales à travers différents volets. Premièrement, nous nous demandons quels sont les effets sociaux et économiques entraînés par l'implantation du projet minier *Bajo la Alumbraera*? Notre hypothèse secondaire 1 est à deux volets. D'abord, l'établissement du mégaprojet a changé la perception de la population face à son territoire, ce qui se manifeste à travers l'émergence de conflits entre les gens qui s'opposent et ceux qui appuient le projet minier, ainsi que par un affaiblissement du sentiment d'appartenance des résidents à leur milieu de vie. Ensuite, en ce qui concerne les retombées économiques, nous posons l'hypothèse qu'il y a une répartition inéquitable des retombées, à différentes échelles, et que les femmes sont écartées des principaux bénéfices générés par l'activité minière.

Deuxièmement, nous cherchons à comprendre en quoi le développement minier a modifié les schèmes de gouvernance territoriale en place? Notre hypothèse secondaire 2 avance que le système néolibéral capitaliste, ayant entraîné une modification du rôle de l'État, a permis à l'entreprise minière de s'imposer, notamment sous le couvert de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), comme actrice incontournable de la scène économique et sociopolitique. Cela a pour effet d'accroître l'emprise de la compagnie minière sur le territoire et l'isolement géographique vécu par la province de Catamarca.

Troisièmement, c'est le mouvement socio-environnemental qui retient notre attention alors que nous nous demandons comment la population locale, et spécifiquement les femmes, cherche-t-elle à contrer les impacts négatifs de cette nouvelle activité minière? L'hypothèse secondaire 3 associe cette question que l'adhésion au mouvement socio-environnemental aurait permis de développer une

résistance locale innovante dans la province de Catamarca, mais aussi aux niveaux national et continental. Cette participation politique au sein du mouvement aurait entraîné un empowerment des femmes et la diffusion large d'un discours alternatif à celui du modèle extractiviste.

Ce chapitre nous a permis d'aborder les différentes trajectoires historique et politique qui ont eu pour effet l'augmentation très rapide des IDE dans le secteur minier argentin. Nous avons vu que l'organisation du territoire argentin, modifiée principalement par les grandes réformes et par la vague de privatisation des moyens de transport terrestre, a contribué à isoler davantage les régions périphériques. Dans un monde où la connexion avec les grands centres urbains est un atout important, c'est l'exclusion d'une large part du territoire argentin et d'une partie de sa population qui a été engendrée. La création d'enclaves et la reprimarisation de l'économie de ces régions périphériques par le développement fulgurant des mégaprojets miniers ont aussi contribué à accroître cet isolement ainsi que la fragilité de ces économies. Parallèlement à l'introduction du néolibéralisme et à l'affaiblissement du régime de sécurité sociale, une multitude de nouveaux mouvements sociaux innovateurs ont vu le jour. Face à la consolidation du modèle extractiviste, ce sont les mouvements socio-environnementaux qui s'articulent notamment grâce à la détermination des femmes qui y assurent un leadership important. Dans le chapitre suivant, nous expliquons la démarche méthodologique que nous employons afin de répondre au questionnement que nous avons posé et qui anime cette recherche.

CHAPITRE II : DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE ET CADRE OPÉRATOIRE

L'entreprise minière transnationale s'est installée dans la province de Catamarca et a apporté une nouvelle fonction à la région où elle s'est implantée. Celle-ci a été soumise à une nouvelle logique spatiale assujettie aux forces de l'économie capitaliste globalisée. Les changements occasionnés à la structure économique de la région ont créé une situation conflictuelle au sein des communautés où certains acteurs locaux se sont organisés en opposition au modèle extractiviste qu'ils jugent destructeur pour leur territoire. Ce sont ces transformations et leurs effets que nous étudions dans ce mémoire. Dans ce chapitre, nous présenterons les différents aspects méthodologiques et opérationnels qui ont soutenu la réalisation de cette recherche. Nous procédons en deux étapes. D'abord, nous reprenons nos différentes questions et hypothèses sous forme d'objectifs spécifiques afin de présenter les concepts, variables et indicateurs que nous avons mobilisés dans le but d'opérationnaliser notre recherche. Les objectifs présentés découlent donc des hypothèses présentées au chapitre 1. Ensuite, nous décrivons la démarche méthodologique qui a guidé notre collecte de données puis le traitement et l'analyse de celles-ci.

2.1 Objectif principal et concepts-clés principaux

Nous chercherons à décrire et à expliquer les transformations socioterritoriales induites par le développement des mégaprojets miniers et les conséquences qui en découlent pour la population locale, en portant un intérêt particulier à l'évolution de la situation des femmes. Afin d'atteindre cet objectif principal, nous utiliserons deux métaconcepts : les transformations socioterritoriales et le développement géographique inégal. Nous allons définir ces deux concepts-clés en y intégrant

finalement une perspective de genre. Tous ces éléments constituent le cadre théorique et conceptuel de notre recherche. Nous poursuivons ensuite en reprenant les différentes questions secondaires et en présentant les concepts qui leur sont associés.

2.1.1 Activité minière et transformations socioterritoriales

L'utilisation du métaconcept de transformation socioterritoriale nous permet d'adjoindre les mutations sociales et territoriales afin d'aborder notre problématique à l'aide d'une perspective géographique. En géographie, c'est la dimension territoriale d'une société qui fait d'elle une société, chaque individu ayant un rapport à l'espace et au temps, ces deux éléments étant aussi vastes l'un que l'autre (Klein et Lasserre, 2011). Le territoire est vecteur d'identité. Il est à la fois le cadre et le moyen de production et de reproduction de la société, en plus d'être un objet de convoitise, inscrit dans des relations de pouvoir (Klein, 2011a). Cette perspective permet d'observer les rapports qui se tissent entre les individus, les groupes, les sociétés et l'espace, témoignant de l'appropriation économique, politique et idéologique (Rose et Gilbert, 2005).

La mondialisation, mot-clé dans l'articulation de notre compréhension du monde, sous-tend de profondes transformations des territoires et des rapports humain/nature. Par exemple, Gudynas (2005) soutient que les territoires des pays latino-américains se fragmentent et que dans de vastes zones, la présence de l'État est faible ou du moins incapable de protéger les droits des citoyens, alors que dans d'autres zones spécifiques, l'État assure fermement la sécurité des entreprises qui sont pratiquement toujours orientées vers l'exportation et appartenant à des capitaux étrangers. Dans les discours sur la mondialisation, nous entendons souvent parler de l'effacement de l'État-nation, de son affaiblissement (Sassen, 2007; Klein et Lasserre, 2011). Gudynas (2005) apporte une perspective

complémentaire à ces points de vue en soutenant que l'État-nation présente des dynamiques contradictoires, soit la dissipation de sa dimension publique dans de vastes zones « périphériques » et son renforcement pour assurer la sécurité de zones spécifiques, connectées à l'économie globale.

Pour Machado Araújo (2009), la logique qui inspire les entreprises minières ancrées dans l'espace donne lieu à des luttes pour le territoire issues de visions contradictoires dans les façons de comprendre, de vivre et de produire l'espace habité. Cet auteur soutient qu'il y a de fortes divergences entre le territoire vu comme un espace local et comme l'espace de base d'une vie en commun enracinée dans le long terme. Les entreprises minières perçoivent le territoire comme un vecteur de compétitivité, connecté à l'espace global et qui prend de la valeur seulement dans sa capacité à capter les investissements et générer des profits. Cette vision provoque la désarticulation des chaînes de valeur locale et leur réarticulation autour des chaînes de valeur mondialisées. Il y a donc expropriation de la diversité territoriale, économique, écologique et socioculturelle des lieux. Le territoire ainsi investi est transformé en un espace monoculturel, axé sur la seule activité extractive. Machado Araújo (2009 :22) utilise le concept d'aliénation socioterritoriale emprunté à Milton Santos pour décrire l'impact de l'arrivée d'une entreprise minière dans une communauté ou à proximité de celle-ci.

Les territoires et l'environnement se trouvent au centre des conflits sociaux liés à la conjoncture extractiviste en Amérique latine (Svampa, Bottaro et Sola Alvarez, 2011). La mobilisation du métaconcept de transformation socioterritoriale permet ainsi d'appréhender cet aspect conflictuel engendré par l'implantation du mégaprojet minier comme un bouleversement du rapport au territoire des populations locales. C'est un conflit dans l'utilisation de l'espace qui engendre des tensions entre les différents acteurs. Le rapport des communautés locales à leur environnement peut être particulièrement perturbé par l'arrivée de cette nouvelle activité économique, cette dernière mobilisant, par exemple, d'énormes quantités d'eau et d'énergie.

2.1.2 Développement géographique inégal et perspective écoféministe

Par développement inégal, nous entendons d'abord qu'il s'opère un développement économique inéquitable entre différentes parties du monde, ainsi qu'à des échelles plus fines (Christophers, 2009). Selon Harvey, le capitalisme et les politiques néolibérales mènent à l'augmentation des inégalités géographiques et sociales, car les dégradations environnementales et les dislocations sociales engendrées sont aussi distribuées inégalement. Sa théorie du développement géographique inégal est inspirée du marxisme et se base principalement sur les processus d'accumulation du capital, notamment de l'accumulation par dépossession. Ce dernier est une forme d'accumulation qui concerne une vaste gamme d'éléments, parmi lesquels :

La terre, la valeur d'usage qu'il est possible de transformer en marchandise, les marchandises monétaires (l'or), les forces de travail (y compris les qualifications), les artefacts culturels et les coutumes locales, les réseaux sociaux, entre autres [qui] fournissent encore des cibles directes pour les activités d'appropriation (Harvey, 2010 : 215).

À l'origine de l'accumulation des surplus, nous retrouvons les excédents produits par toute société par rapport à ce qui est nécessaire à la consommation immédiate. Les développements politiques et les structures de classe déterminent dans quelles mains se concentrent ces surplus. Selon Harvey, la classe capitaliste a émergé non pas à cause de sa capacité à extraire ces surplus, mais plutôt grâce à l'appropriation qu'elle a su en faire. Pensons par exemple à l'époque du colonialisme espagnol et portugais en Amérique latine qui a vu les pays européens s'approprier les abondantes richesses naturelles des grands espaces américains (Galeano, 1993). Il s'en est suivi une recherche sans fin de territoires, de secteurs et de domaines qui allaient permettre l'incorporation de nouveaux surplus dans la circulation du capital (Harvey 2010).

Dans cette optique, l'accumulation par dépossession doit être comprise comme une condition de la survie et de la reproduction du système capitaliste. C'est le

concept que Harvey (2010) utilise pour décrire la conjoncture actuelle et pour expliquer l'apparition de nouveaux mouvements sociaux tels que les mouvements socio-environnementaux. Harvey (2010) note plusieurs nouvelles façons d'accaparement des biens communs globaux, autant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. Parmi celles-ci, signalons l'épuisement du patrimoine environnemental global (terres, air et eau) (Hartsock 2008). L'accumulation par dépossession est un concept central au sein de la théorie du développement géographique inégal. Il nous permettra d'alimenter notre réflexion sur le fonctionnement du système à l'origine de l'accaparement des territoires par les compagnies minières transnationales et, plus globalement, sur les mécanismes qui répondent au développement géographique inégal.

Puisque nous portons un intérêt particulier aux inégalités que vivent les femmes, nous avons cherché à compléter l'apport théorique de Harvey avec une perspective de genre. Hartsock (2008) perçoit la pensée de Harvey sur l'accumulation du capital comme une invitation à alimenter le débat avec l'idée que la globalisation du capital devrait être comprise comme étant une accumulation primitive marquée de façon significative par le genre ayant des conséquences fort différentes pour les hommes et les femmes et qui ouvre des possibilités de participation économique et politique tout aussi différentes selon le genre (Hartsock, 2008).

Certains éléments de la perspective écoféministe servent aussi à apporter un point de vue de genre à notre cadre théorique et conceptuel. En bref, l'écoféminisme est un terme qui a été utilisé pour la première fois par la féministe française Françoise d'Eaubonne en 1974 (Maris, 2009). C'est cependant dans le monde anglo-saxon qu'il a été popularisé. L'écoféminisme, dans son courant plus politique, cherche à établir « des liens philosophiques et sociopolitiques entre les systèmes de domination des femmes et la dégradation des écosystèmes. » (Leblanc, 2010 : sp)

L'écoféminisme nous permet d'envisager le développement géographique inégal dans une perspective de genre. En effet, ce développement inégal ne s'opère pas

seulement entre différentes parties du monde et entre différentes régions d'un pays; il continue aussi d'accroître le fossé d'inégalités qui divise les hommes et les femmes. Dans le monde, « les femmes ne reçoivent que 5 % de la totalité des salaires versés et elles ne sont propriétaires que de 1 % des propriétés mondiales, alors qu'elles représentent les deux tiers (66 %) de la force de travail » (Gandon, 2009 : s.p.). Dans l'Amérique latine rurale, 57 % des femmes ont un revenu insuffisant par rapport à 20 % des hommes (Pereyra, 2013). Les femmes seraient les premières victimes de la mondialisation économique et notamment des programmes d'ajustement structurels (PAS) qui auraient contribué à fragiliser leur situation socioéconomique dans de nombreux pays en voie de développement (Maris, 2009).

La prise en compte de la perspective écoféministe politique ou matérialiste servira ainsi à approfondir la réflexion quant à l'articulation d'un discours à la fois féministe et écologiste : "In bringing together ecology and feminism, ecofeminists see women and nature as subjects to the destructive socio-economic and technological systems of modern male-dominated society" (Mellor 1997 *in* Gandon 2009 : np). De plus, un élément de la perspective écoféministe qui nous apparaît intéressant est la remise en question des fondements mêmes des systèmes patriarcal et capitaliste. Cela nous permettra de pousser la réflexion un peu plus loin lors de l'analyse des données, en nous demandant par exemple, à quoi ou à qui servent les ressources naturelles extraites et si la création d'emplois peut véritablement être justifiée malgré que des impacts négatifs importants sur le plan environnemental soient engendrés par l'activité extractive (Leblanc, 2010).

La perspective écoféministe, comme celle de la géographie par ailleurs, appelle à mettre en interaction différentes échelles d'analyse. Du local au global, nous tâcherons de faire ressortir les liens et les relations entre les effets ressentis et vécus par la population locale, à travers les entrevues réalisées lors de notre recherche de terrain en Argentine avec les enjeux nationaux et mondiaux que sous-tendent l'approvisionnement en ressources naturelles et la financiarisation de l'économie. Dans le même ordre d'idées, comme le soutiennent Svampa, Bottaro

et Sola Alvarez (2011), les conflits opposant populations locales et entreprises transnationales sont de nature multiscalaire. En effet, des acteurs sociaux, économiques et politiques issus des échelles locale, régionale, nationale et globale y sont en interaction, opposant la plupart du temps des alliances formées d'entreprises transnationales et d'États aux communautés locales.

2.2 Objectifs spécifiques et cadre conceptuel

Nous avons présenté notre objectif principal et les métaconcepts qui encadrent notre réflexion, soient les transformations socioterritoriales et le développement géographique inégal auquel nous avons ajouté une dimension qui permet de tenir compte des inégalités de genre. Nous allons maintenant revenir sur nos différentes questions secondaires sous forme d'objectifs spécifiques et présenter les concepts opératoires qui y sont associés. Nous terminerons avec un schéma qui permet de résumer ce cadre conceptuel.

2.2.1 Premier objectif spécifique : identité et précarisation économique

Notre premier objectif spécifique porte sur les effets sociaux et économiques engendrés par l'implantation du projet *Bajo la Alumbreira*. En choisissant de cibler le sentiment d'appartenance, l'émergence de conflits sociaux et la réorganisation de l'économie locale, ce sont les concepts d'identité et de précarisation économique que nous avons choisi de mobiliser afin d'opérationnaliser cette partie de la recherche.

Pour Di Méo (2002), l'identité personnelle est le fruit de l'intériorisation des valeurs, idéaux et normes de la société qui se transforment en comportements, en pratiques et en représentations au fil des rapports sociaux et spatiaux entretenus

par l'individu. Comme il le soutient, l'identité n'est pas étrangère à la géographie, puisqu'elle se forge aussi dans le rapport aux lieux entretenu autant par les individus que par des groupes (Di Méo, 2004). De plus, puisque nous nous intéressons à la catégorie sociale des femmes, nous souhaitons définir plus précisément l'identité collective. Cette dernière « (...) s'élabore par une sorte de projection des attributs généraux de l'individu sur le groupe et sur les lieux auxquels il s'identifie » (Di Méo, 2007 : s.p.). La construction des identités individuelle et collective implique ainsi une interdépendance, dans la mesure où le processus identitaire collectif est calqué sur celui de l'identité personnelle (Di Méo, 2007).

Au-delà de ces définitions, il nous apparaissait essentiel de tenir compte d'autres aspects pour une analyse plus complète de notre objectif de recherche. Ainsi, Canovas (2008) aborde la dimension culturelle de l'identité en soutenant qu'en s'implantant, le système néolibéral a imposé une culture de masse qui a brisé les identités propres à chaque territoire, dénaturant la conscience et l'identité collectives de chaque pays. Elle ajoute aussi une dimension de l'identité qui est liée à la valorisation ou à la dévalorisation des activités traditionnelles par l'idéologie capitaliste. En ce qui a trait plus particulièrement aux femmes, l'écoféminisme permet d'appréhender les problèmes environnementaux, et donc les grands projets de développement rattachés à la logique extractiviste, comme étant menaçants pour les modes de vie traditionnels qui forment l'identité (Cardinal, 2009).

Dans notre analyse nous utilisons donc le concept d'identité afin de mieux comprendre les effets sociaux engendrés par l'implantation du projet minier dans la province de Catamarca. Pour y arriver, nous nous intéressons au sentiment d'appartenance des populations locales et à leur désir de rester ou de quitter leur milieu de vie. De plus, nous cherchons à comprendre les rôles sociaux occupés par les femmes et les hommes ainsi que l'évolution de ces derniers depuis l'implantation du projet minier. En lien avec l'identité et le sentiment

d'appartenance qui en découle, un élément important que nous allons aussi aborder dans le cadre de notre analyse est celui de l'environnement. Si les perceptions des gens face à leur environnement ont changé depuis l'implantation du projet minier, cela peut effectivement avoir engendré des transformations sur le plan de l'identité et du sentiment d'appartenance.

Nous utiliserons ensuite le concept de précarisation économique pour nourrir notre réflexion sur les impacts induits par l'activité minière transnationale sur le plan économique. Le concept de précarisation est défini comme le fait de placer un être « dans une position de fragilité, de vulnérabilité et d'incertitude face à l'avenir » (Alpe et Beitone, 2007 : 254). Ce faisant, « la précarité, en tant qu'état, s'oppose à la stabilité et elle engendre un accroissement du statut d'exclusion » (*Ibid.*). La précarité économique n'est pas synonyme de grande pauvreté, mais plutôt d'insécurité : « La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux » (Conseil économique et social, 1987 : 6).

Une fois de plus, la situation des femmes retiendra particulièrement notre attention. La précarisation fait référence à la situation économique de ces dernières et à la possibilité qu'elles ont de jouir d'un bien-être satisfaisant sur le plan matériel. Cet aspect économique est important, car « (...) même si les rapports entre les sexes se déclinent à plusieurs niveaux et de multiples façons dans nos sociétés, il n'en reste pas moins que les inégalités économiques demeurent un révélateur puissant des disparités qui prévalent » (Chiasson-LeBel, 2006 : 4). Concrètement, nous observons à travers notre analyse les effets économiques engendrés pour les hommes et pour les femmes, par exemple à travers les possibilités d'emplois créés. Les retombées économiques plus générales nous intéressent aussi, notamment du point de vue de la redistribution

de ces retombées. De plus, nous nous penchons sur la qualité et à l'accessibilité des services sociaux, car, comme mentionné, la précarité se rattache à une situation d'insécurité et de manque de stabilité qui dépasse la dimension économique.

2.2.2 Deuxième objectif spécifique : la gouvernance

Notre deuxième objectif spécifique vise la compréhension de l'emprise de l'entreprise minière sur le territoire à travers son rôle dans les sphères économique et sociopolitique. Nous portons un intérêt particulier aux nouvelles dynamiques de gestion territoriale qui se sont mises en place au cours des dernières décennies et à la place qu'occupe dorénavant la minière dans les processus décisionnels, notamment à travers son programme de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). Nous tenterons de voir si l'augmentation du rôle de l'entreprise privée dans la gestion publique contribue à exclure la participation des femmes des nouveaux processus décisionnels.

La gouvernance est prise dans notre travail dans sa dimension analytique et non pas normative. Nous la définissons comme l'« ensemble des processus et des institutions qui participent de la gestion politique d'une société » (Lévy et Lussault, 2003 : 418). Parmi les acteurs impliqués dans les processus de gouvernance, nous comptons le gouvernement, les acteurs politiques non gouvernementaux et des composantes de la société civile telles que des entreprises, des syndicats, des associations ou encore des acteurs individuels (Lévy et Lusault, 2003). La notion de gouvernance permet d'examiner les relations entre les organisations impliquées dans la prise de décisions dans une collectivité (Goodwin, 2009). Ce concept nous permet de faire des liens avec les relations de pouvoir qui se déploient sur le territoire lors de transformations socioterritoriales.

Dans le cadre de notre recherche, le concept de gouvernance nous permettra d'analyser la place qu'occupe la compagnie minière dans la gestion sociopolitique de la région où elle opère ses activités d'extraction. Nous avons notamment cherché à recueillir de l'information sur les relations entretenues par l'entreprise avec les différents acteurs locaux tels que les politiciens, les hommes d'affaires et les militants de l'Assemblée de l'Algarrobo. Nous avons aussi collecté des témoignages par rapport au programme de RSE et à ses effets pour les populations locales. Nous nous sommes finalement intéressés aux relations entre les compagnies minières et les pouvoirs législatif et judiciaire.

2.2.3 Troisième objectif spécifique : empowerment

Finalement, le troisième objectif spécifique concerne la description du mouvement socio-environnemental qui s'est mis en place en réaction au développement minier et à comprendre le rôle spécifique occupé par les femmes dans ce mouvement. Notre réflexion pour ce dernier objectif s'articulera autour du concept d'empowerment.

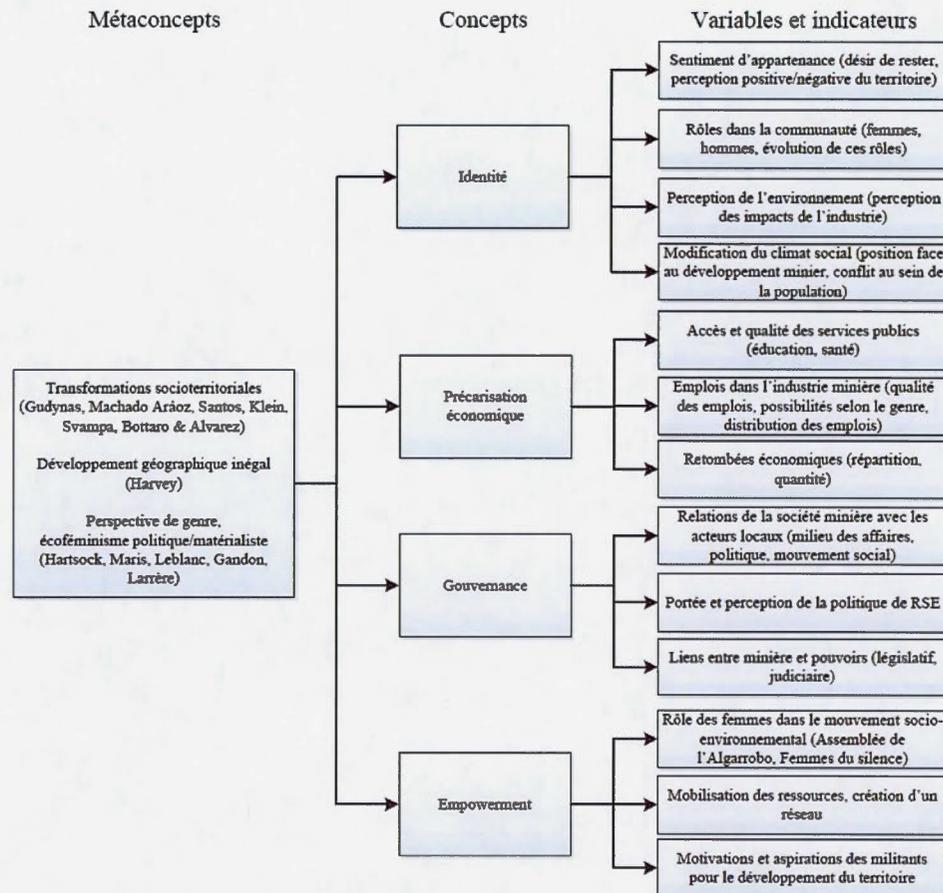
Les discours sur l'empowerment ont eu une grande influence sur les débats entourant le développement, particulièrement depuis le début des années 1990 (Scheyvens, 2009). L'empowerment est beaucoup utilisé par les géographes qui s'intéressent aux groupes défavorisés (Klein et Champagne, 2011), ainsi que par les géographes féministes (Scheyvens, 2009). C'est un concept associé à la notion de pouvoir et au renversement des rapports classiques de domination (Jouve, 2006). C'est un processus qui implique une prise en charge par la société civile de certaines ressources politiques et de capacité d'organisation (Jouve, 2006). L'empowerment « indique un processus à la fois individuel, collectif et politique par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper » (Vermeestch *in* Viriot Durandal, 2009 :59). Scheyvens ajoute aussi que l'empowerment signifie l'activation de la confiance et des

capacités des individus ou groupes qui étaient auparavant désavantagés. Cela leur permet ainsi d'avoir un plus grand contrôle sur leur vie, d'être en mesure de mobiliser des ressources pour subvenir à leurs besoins et d'agir pour atteindre la justice sociale.

En nous intéressant au rôle des femmes au sein du mouvement socio-environnemental, la mobilisation du concept d'empowerment nous permettra de boucler la boucle de notre réflexion en effectuant un retour sur la modification de l'identité en faisant intervenir le rôle des femmes à travers les notions de pouvoir et d'émancipation. Par le biais des questions portant sur la mobilisation des ressources et les différents rôles au sein de l'Assemblée de l'Algarrobo et du groupe des Femmes du Silence, nous nous sommes intéressés aux aspirations et aux capacités d'action des militantes en regard du développement de leur territoire.

Afin de conclure sur cette première partie du chapitre qui nous a permis de présenter les cadres théorique et conceptuel de cette recherche, nous avons résumé ces derniers de façon schématique (figure 2.1)

Figure 2.1 : Cadre conceptuel de la recherche



2.3 Approche méthodologique

Dans cette deuxième partie du chapitre, nous allons aborder les différents éléments qui constituent notre démarche méthodologique. Nous présenterons le type d'approche retenu, notre perspective disciplinaire et le cadre spatio-temporel de la recherche. Nous justifierons ensuite le choix du projet *Bajo la Alumbreira* pour mener notre étude de cas. Pour terminer, nous expliquerons les modalités de notre collecte de données et de leur traitement.

Ce mémoire prend la forme d'une recherche fondamentale. Nous adoptons une approche principalement qualitative. Nous ne cherchons pas à mesurer précisément ou à contrôler le phénomène étudié. Notre démarche porte sur la compréhension et l'explication des comportements collectifs dans le cadre du boom minier argentin. Notre recherche est réalisée sous la forme de l'étude de cas (Bédard, 2013).

La perspective que nous adoptons est principalement géographique, mais de façon non exclusive puisque nous empruntons à différentes disciplines. Parmi celles-ci, il y a la sociologie, l'écologie sociale et les études féministes. En géographie, nous associons notre champ d'études aux sous-disciplines que sont la géographie économique et la géographie sociale. En nous inspirant notamment des écrits de David Harvey et de Milton Santos, notre perspective disciplinaire relève de la géographie critique, sensible à la question sociale.

En sociologie, certains auteurs latino-américains (Svampa, 2011; Svampa et Antonelli (dir.), 2011) mettent le territoire au cœur de leur analyse du développement minier et de ses impacts sociaux, ce qui permet aisément de faire des liens avec la perspective géographique. La sociologie est aussi une des principales disciplines à avoir étudié les rapports sociaux de sexe, ce qui nous permettra d'ajouter et d'affiner certains éléments de l'analyse géographique sur le sujet (Hartsock, 2008). Certains chercheurs du Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES) apportent eux aussi une analyse fondée sur le territoire, en faisant notamment valoir que les territoires nationaux sont fragmentés et que l'industrie minière profite d'une protection de l'État dont ne jouissent pas les populations des zones reculées (Gudynas, 2005 et 2007). Nous faisons finalement appel à des notions issues du champ de recherche des études féministes, notamment en ce qui concerne certains écrits sur l'écoféminisme et les différentes thématiques femmes/environnement (Gandon 2009, Leblanc, 2010, Maris, 2009).

2.3.1 Le choix du projet *Bajo la Alumbrera*

Le choix du projet minier *Bajo la Alumbrera* mené par le consortium *Mínera Alumbrera* a été motivé par plusieurs raisons. Tout d'abord, ce projet est associé à la première mine à ciel ouvert en Argentine. Il est le symbole de la réussite des politiques extractivistes initiées par le président Carlos Menem dans les années 1990. Cet aspect symbolique a entraîné différents chercheurs, principalement en Argentine, à documenter l'implantation de ce projet et la mise en place d'une assemblée citoyenne à la fin des années 1990. La disponibilité de ces données a été un atout important pour le choix de ce cas et pour la réalisation de ce mémoire. Le fait qu'il soit situé dans le Nord-Ouest argentin (NOA) est aussi un aspect important, puisque c'est là que se concentre la majeure partie de l'activité minière argentine. L'étude de cette zone favorise donc la représentativité du secteur minier argentin.

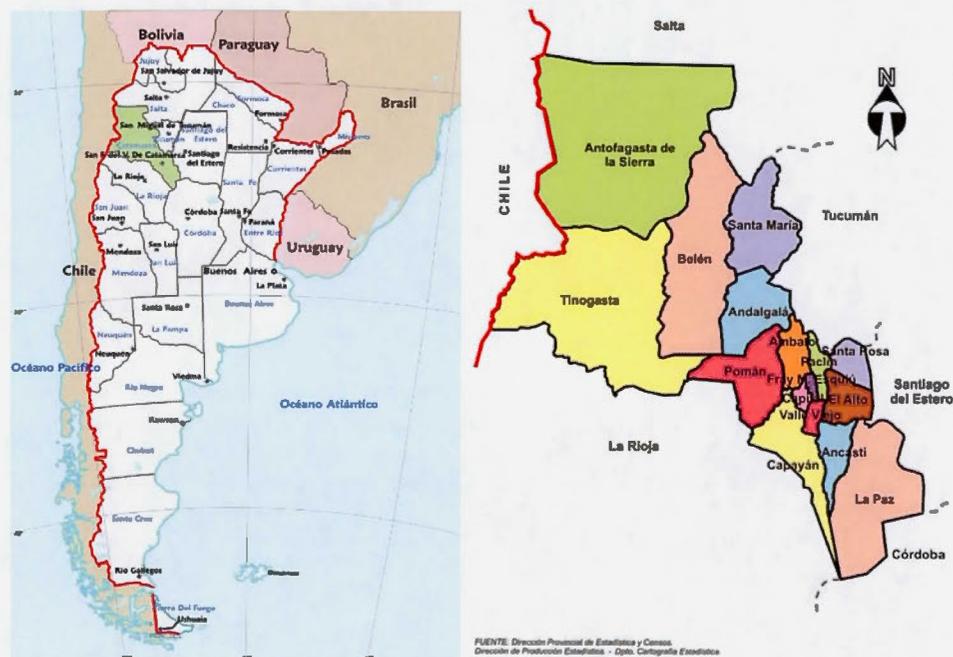
De plus, puisque le projet est implanté depuis près de 20 ans, il est possible d'observer les transformations engendrées sur le long terme. Il sera intéressant de voir l'évolution des perceptions, de la mobilisation citoyenne et des retombées économiques et sociales après deux décennies d'exploitation. Finalement, la participation de compagnies canadiennes (*Goldcorp* et *Yamana gold*) est aussi intéressante pour nous, car cela permettra de faire des liens et une ouverture sur la gouvernance du secteur minier transnational au Canada.

2.3.2 Cadre spatio-temporel

Le cadre spatio-temporel de notre démarche est largement orienté par le choix de notre étude de cas. La phase de construction des infrastructures pour le projet minier a débuté en 1995, puis la phase d'exploitation en septembre 1997. Puisque nous nous intéressons aux changements sociaux et territoriaux apportés par le développement minier, nous allons travailler avec un cadre temporel qui s'étend

de 1990 à aujourd'hui afin de tenir compte plus largement des changements politiques et économiques importants qui ont eu lieu en Argentine durant cette période. En ce qui a trait au cadre spatial, nous concentrerons notre intérêt sur la province de Catamarca (figure 2.2) située dans le Nord-Ouest de l'Argentine (NOA).

Figure 2.2 : Situation de la province de Catamarca et départements de la province de Catamarca



Source : Gouvernement de Catamarca, s.d.

Pour être plus précis, les départements de Belén, Santa María et Andalgala, situés dans le centre-ouest de la province de Catamarca seront l'essentiel de notre cadre spatial puisque c'est là que l'on retrouve à la fois le projet minier et les trois centres urbains les plus proches de ce dernier.

2.3.3 Cueillette d'information

Les techniques de collecte de données ont varié en fonction des différentes étapes de la recherche. La recension documentaire a été privilégiée pour toute la partie qui a précédé le travail de terrain en Argentine, soit la période entre octobre 2012 et mai 2013. Nous avons fait principalement appel à des sources non officielles telles que des livres portant de près ou de loin sur notre objet d'étude ou plus largement des ouvrages permettant un apport théorique et conceptuel. De plus, nous avons consulté une multitude de recherches publiées dans différentes revues scientifiques telles que *Revue géographique de l'Est*, *Géocarrefour*, *Travail, genre et sociétés*, *Recherches féministes*, *Annales de géographie*, *Problèmes d'Amérique latine*, *Cuadernos geográficos*, *Revista del Sur* ou encore *Gestión ambiental*. Des sources officielles ont aussi été utilisées, principalement en ce qui concerne les statistiques et les cartes fournies par l'Instituto Nacional de Estadística y Censos⁹ (INDEC) et par le gouvernement de la province de Catamarca sur son site Internet officiel.

Durant le séjour de recherche qui s'est étendu du mois de juin 2013 au mois d'octobre 2013, la principale technique de collecte de données a été l'entretien semi-dirigé auprès de différents acteurs, mais nous avons aussi eu recours à l'observation directe. De cette manière, nous avons pu repérer de façon systématique certains éléments qu'il n'est pas possible de faire ressortir par le biais d'entrevues. Par exemple, nous avons pu constater l'omniprésence du logo de l'entreprise minière dans l'espace urbain d'Andalgalá. De plus, nous avons participé à certains événements organisés par l'Assemblée de l'Algarrobo ainsi que par le secteur minier. Notre séjour en Argentine nous a aussi permis d'acquérir certains documents qui étaient indisponibles au Québec ou sur Internet. Durant le premier mois en Argentine, nous avons été reçues à l'Université Nationale de Cuyo (UNCuyo) à Mendoza, plus précisément au Centre de Cartographie, de Recherche et de Formation pour l'Aménagement du Territoire

⁹ Institut National de Statistique et des Recensements (Traduction libre)

(CIFOT) où nous avons pu rencontrer certains spécialistes de la question minière tel que Marcelo Giraud et Lucrecia Wagner.

2.3.4 Les entrevues

Comme nous l'avons mentionné, c'est l'entrevue semi-dirigée qui a été privilégiée lors de notre travail de terrain en Argentine. Le caractère semi-directif de l'entrevue permet une certaine liberté par rapport au guide d'entretien préétabli. Ce dernier (Appendice A), structurait le déroulement général de l'entrevue. Nous n'hésitions toutefois pas à sortir du cadre strict de ce guide pour approfondir certains sujets qui concernaient davantage la personne interrogée. Le tableau 2.1 énonce les principaux thèmes de notre guide d'entretien.

Tableau 2.1 : Structure thématique du guide d'entretien

Sections et thèmes abordés
Présentation du projet de recherche
Présentation du participant
Identité
Économie et accès aux services
Politique et gouvernance
Questions pour les militants de l'Assemblée
Questions pour les travailleurs du projet minier
Conclusion

Nous avons cherché à obtenir des points de vue qui représentaient au mieux les différents acteurs impliqués dans notre problématique afin d'avoir les données les plus fiables et objectives possibles. Pour y arriver, nous avons essayé de réaliser au moins trois entrevues pour chaque catégorie d'acteur, c'est-à-dire d'avoir recours à la triangulation. Cela n'a pas été possible dans tous les cas, mais l'entrecouplement du contenu des entrevues est satisfaisant si nous nous basons sur

le principe de la saturation (Bédard, 2013). En effet, les faits et perceptions rapportés se répètent pour la plupart dans un ensemble d'entrevues. Ces dernières ont été presque toutes enregistrées, ce qui a beaucoup facilité leur traitement et la possibilité d'y être entièrement fidèle. De plus, les participants ont signé un formulaire d'éthique (Appendice B) qui assure leur anonymat et qui énonce les droits qui accompagnent leur participation.

Tel qu'il est possible de le constater dans le tableau 2.2, nous avons réalisé des entrevues avec différentes catégories d'acteurs. Nous avons d'abord rencontré des spécialistes des conflits miniers, soit trois chercheurs universitaires de Córdoba, Mendoza et Catamarca. Ces entretiens ont principalement permis de mieux comprendre le contexte économique et politique de l'Argentine et de la province de Catamarca et ainsi d'affiner le questionnaire d'entrevue. Par la suite, un premier séjour à Andalgalá nous a permis de réaliser des entrevues tests afin d'éprouver le questionnaire et d'y apporter les dernières modifications.

Tableau 2.2 : Entrevues réalisées

Fonction	Lieu	Date	Durée
Chercheuse, sciences politiques	U. de Córdoba	15/06/2013	30 min.
Chercheuse, sciences politiques	U. de Mendoza	24/07/2013	45 min.
Enseignant chercheur, sociologie	U. de Catamarca	04/09/2013	30 min.
Professeur, ingénieur minier	U. de Catamarca	20/09/2013	52 min.
Militant de l'Assemblée de l'Algarrobo	Andalgalá	13/09/2013	65 min.
Militant de l'Assemblée de l'Algarrobo	Andalgalá	17/09/2013	48 min.
Militant de l'Assemblée de l'Algarrobo	Andalgalá	18/09/2013	44 min.
Militante de l'Assemblée de l'Algarrobo, Femmes du Silence	Andalgalá	19/09/2013	60 min.
Militante de l'Assemblée de l'Algarrobo, Femmes du Silence	Andalgalá	21/09/2013	61 min.
Militant de l'Assemblée de l'Algarrobo	Andalgalá	23/09/2013	74 min.
Militant de l'Assemblée de l'Algarrobo	Andalgalá	24/09/2013	95 min.
Fournisseuse des projets miniers, services touristiques	Andalgalá	10/07/2013	60 min.
Fournisseur des projets miniers, services de formation	Andalgalá	18/09/2013	40 min.
Employée du projet Minera Alumbraera, géologue	Catamarca	05/09/2013	44 min.
Employée du projet <i>Agua Rica</i> , Ressources humaines	Andalgalá	15/09/2013	68 min.
Employée du projet <i>Agua Rica</i> , Relations avec la communauté	Andalgalá	17/09/2013	66 min.
Employé du projet Minera Alumbraera, géologue (chef)	Córdoba	17/06/2013	30 min.
Employé du projet <i>Agua Rica</i> , Communications	Andalgalá	19/09/2013	47 min.
Directrice de l'Institut d'études supérieures	Andalgalá	17/09/2013	43 min.
Commerçante et enseignante retraitée	Andalgalá	18/09/2013	27 min.
Hommes d'affaires, ancien politicien	Andalgalá	23/09/2013	68 min.

Secrétaire du tourisme	Andalgalá	25/09/2013	18 min.
Étudiant en tourisme, impliqué en politique	Andalgalá	16/09/2013	65 min.
Gynécologue, directeur de la clinique médicale	Andalgalá	20/09/2013	53 min.
ONG de femmes « Huarmi »	Andalgalá	19/09/2013	48 min.
Employée publique, mère monoparentale	Andalgalá	11/07/2013	39 min.

Notre échantillon est composé de 26 individus. Parmi les personnes opposées à l'industrie minière, nous retrouvons 6 militants de l'Assemblée de l'Algarrobo, 3 chercheurs de différentes universités argentines et la directrice d'un institut d'éducation d'Andalgalá. Puis, parmi les individus qui appuient l'industrie minière, il y a le directeur de la clinique médicale d'Andalgalá (gynécologue de formation), cinq travailleurs des projets *Bajo la Alumbreira* et *Agua Rica*, quatre hommes et femmes d'affaires d'Andalgalá, un professeur en ingénierie minière de l'Université de Catamarca résidant à Andalgalá, un étudiant en tourisme impliqué en politique et une fonctionnaire. Les deux femmes de l'ONG d'Andalgalá « Huarmi » (signifie femme en quechua) et le secrétaire du tourisme d'Andalgalá n'ont pas exprimé leur point de vue personnel face à l'industrie minière. Finalement, nous avons utilisé les interventions de différents acteurs importants du secteur minier que nous avons enregistrées lors d'une conférence sur le thème des femmes dans l'industrie minière tenue à Catamarca le 26 septembre 2013. Nous avons utilisé des extraits des discours du ministre de la Production et du Développement de la province de Catamarca, Angel Mercado ainsi que de la secrétaire corporative de l'Asociación Obrera Minera Argentina (AOMA), Maria Elena Isasmendi.

2.3.5 Mode d'échantillonnage des répondants

Nous avons opté pour un mode d'échantillonnage non probabiliste et, plus précisément pour la technique « boule de neige ». Sur le terrain, la tâche la plus ardue a sans doute été d'obtenir un ou plusieurs points d'entrée dans les communautés que nous avons étudiées. Une fois ces premiers contacts établis, nous avons construit notre échantillon en allant chercher d'autres individus en relation avec les premiers. L'objectif n'était donc pas de reproduire parfaitement une population, ce qui aurait été impossible dans le cadre de cette recherche, vu le temps et les ressources financières dont nous disposions. Nous avons plutôt cherché à entrer directement en contact avec les différents acteurs qui nous intéressaient et en tissant peu à peu des liens à partir de leurs relations. Cela nous a permis d'atteindre une certaine représentativité de la population à l'étude et de découvrir et d'expliquer certaines particularités de celle-ci. Nous avons fait face à certaines difficultés lors du recrutement de participants pour les entrevues. En effet, la tension sociale et les actes de répression vécus par les militants ont créé un climat de méfiance à l'égard des enquêteurs. Plusieurs personnes nous ont expliqué que des chercheurs venus réaliser des entrevues au cours des années précédentes étaient en fait des agents du gouvernement travaillant avec l'entreprise minière. Il a donc été difficile au départ de créer des liens de confiance avec les membres de l'Assemblée, tandis que les personnes en faveur des mégaprojets miniers étaient beaucoup plus enclines à accorder des entrevues.

2.3.6 Technique d'analyse et mode de traitement des données

Nous avons choisi une technique d'analyse qualitative. Étant donné les types de données que nous avons, nous avons utilisé une méthode qui consiste à amener des extraits illustratifs introduits au fil de l'argumentation. Cette méthode permet d'analyser les propos tenus par les différents acteurs interrogés lors des entretiens,

le contenu des publications de certains spécialistes des enjeux miniers en Amérique latine ainsi que des documents de Minera Alumbraera, notamment leur politique de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). Finalement, l'analyse diachronique nous a aussi été utile, car elle nous a permis de comparer deux périodes distinctes, soit celle qui a précédé l'arrivée de ce mégaprojet et celle qui l'a suivi.

Nos résultats sont présentés principalement sous forme de récit. Certains résultats sont aussi présentés sous forme de tableaux. De plus, des cartes sont utilisées pour situer le projet minier Minera Alumbraera, l'étendue de ses infrastructures ainsi que l'emplacement des territoires à l'étude. Finalement, des photos sont utilisées pour documenter nos propos.

Nous avons construit une grille de lecture sous la forme d'un tableau dans lequel nous avons classé toutes les réponses obtenues lors des entrevues. Nous avons ensuite traité chacun des thèmes en créant des catégories de réponses à l'aide de mots-clés. C'est à partir de cela que nous avons pu classifier nos résultats tels qu'ils sont présentés au chapitre 4.

En résumé, au début de ce chapitre 2, les questions de recherches ont été reprises sous forme d'objectifs spécifiques et les concepts-clés qui guident notre analyse ont été présentés et définis. Ensuite, nous avons exposé notre démarche méthodologique qui établit en quelque sorte la mécanique permettant d'accomplir ce travail de recherche. Le chapitre suivant présente en détail la situation qui prévaut dans la province de Catamarca, l'historicité du conflit et du mouvement socio-environnemental, ses rouages, ainsi que les différents acteurs qui y jouent un rôle.

CHAPITRE III :
LE DÉVELOPPEMENT MINIER DANS LA PROVINCE DE CATAMARCA :
LES BASES D'UNE RÉACTION SOCIO-ENVIRONNEMENTALE

Le Nord-Ouest de l'Argentine (NOA) forme un ensemble relativement homogène si on l'observe des points de vue physionomique, culturel et économique. En effet, la présence des Andes et du climat semi-aride ont mis un frein au peuplement de cette région qui est restée largement habitée par les descendants des communautés autochtones Calchaquis. Éloigné des grands ports du Rio de la Plata et des mégapoles de la côte Atlantique, le NOA a été historiquement une région périphérique au développement économique argentin. Cependant, regorgeant de ressources métallifères de grande valeur, les vingt dernières années ont vu le développement de grands projets miniers venus modifier la trajectoire économique et sociale de cette région.

Au cours de ce chapitre, nous présentons le sujet de notre étude de cas, soit l'émergence du conflit socio-environnemental entraîné par le développement de mégaprojets miniers dans une région où le système économique était resté orienté sur les secteurs traditionnels. Notre étude de cas s'intéresse plus précisément à la province de Catamarca et au projet minier *Bajo la Alumbreira* qui a vu le jour au début des années 1990.

Nous abordons d'abord la localisation du projet minier, en décrivant la zone géographique concernée. Puis, nous nous intéresserons à l'évolution du secteur minier dans la région ainsi qu'aux relations étroites entre cette industrie et les gouvernements national et provincial. Par ailleurs, il est incontournable de parler du climat social qui s'est fortement dégradé au cours de la dernière décennie. Ensuite, nous décrivons le mouvement social qui s'est mis en place pour contrer le développement des mégaprojets miniers en abordant l'évolution de ses

revendications et sa structure. Dans le même ordre d'idée, nous aborderons le rôle particulier des femmes au sein de ce mouvement. Pour conclure, nous décrirons les rapports qu'entretiennent les acteurs sociaux avec l'entreprise minière, le gouvernement, ainsi qu'avec les autres mouvements socio-environnementaux argentins et latino-américains.

3.1 Localisation

Comme mentionné précédemment, notre étude de cas se situe dans la province de Catamarca, dans le NOA (figure 2.2). Sur le plan socio-économique, c'est la zone du pays qui fait face aux plus importants problèmes de pauvreté dans le pays, avec 40,64 % de la population vivant sous le seuil minimal de revenu (Natera Rivas, 2005). Dans la littérature scientifique, on n'hésite pas à qualifier le NOA de région périphérique. Par ailleurs, si l'on se base sur les indicateurs sociodémographiques, cette région se rattache plus aux espaces latino-américains sous-développés qu'à l'Argentine, que l'on a considérée historiquement comme le pays le plus développé du sous-continent (Bernard, Bouvet et Desse, 2005 : 123).

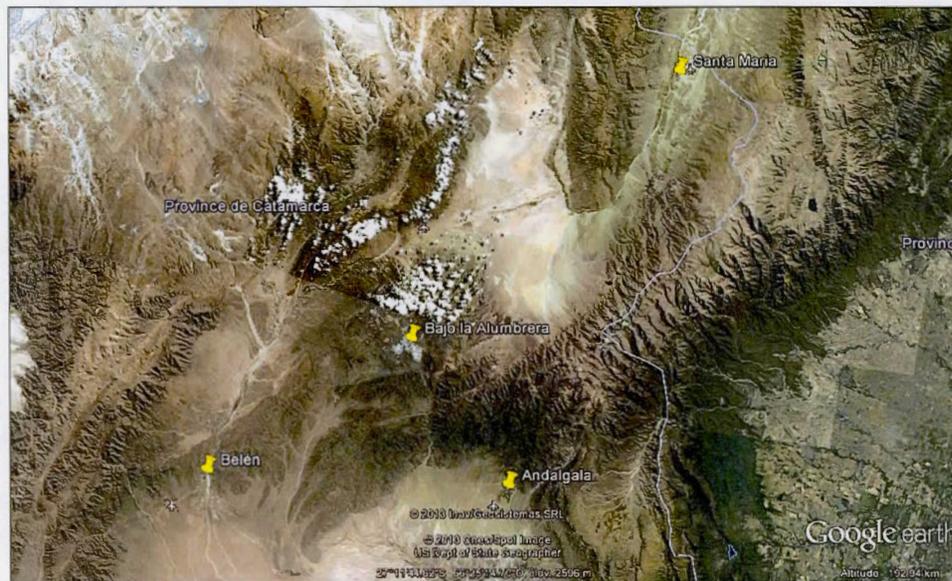
Longeant la cordillère des Andes, la province de Catamarca a un climat qui varie beaucoup en fonction de l'altitude. À l'ouest, ce sont les hauts sommets andins qui marquent la frontière avec le Chili, plusieurs atteignant une altitude supérieure à 6000 m. Vers le centre de la province, la haute montagne laisse place à la puna (un ensemble de hauts plateaux situés entre 3000 et 5000 m.) et ce sont finalement les sierras pampéennes qui remplacent graduellement la puna au centre et à l'est de la province. Ce relief est marqué par une alternance de systèmes montagneux anciens, donc beaucoup moins élevés, et de vallées fertiles. Ces dernières sont approvisionnées en eau par la fonte des neiges et des glaciers d'altitude ainsi que par quelques épisodes de pluies torrentielles durant la saison chaude (Baldy et Rebella, 1990).

Catamarca compte 367 830 habitants selon le recensement de 2010, pour une superficie de 102 602 km² (INDEC, 2010). Près de la moitié de la population réside dans la capitale, la ville de San Fernando del Valle de Catamarca qui est aussi un département (INDEC, 2010). Les 15 autres départements de la province où se répartit le reste de la population comptent donc une faible densité de population avoisinant 2 hab./km² (INDEC, 2010). Le deux tiers du territoire Catamarqueño est situé à plus de 3000 m. d'altitude et est très faiblement peuplé, ce qui pousse certains auteurs à le qualifier de désert humain (Bernard, Bouvet et Desse, 2005).

Dans le cadre de notre étude de cas, c'est le centre-est de la province qui nous intéresse particulièrement, puisque c'est là que se trouve le site d'exploitation du projet *Bajo la Alumbreira*, qui touche principalement trois départements : Santa María, Belén et Andalgalá. Pour être plus précis, nous nous concentrerons sur Andalgalá, car c'est le département où le développement minier est le plus intense, tout comme le mouvement social qui tente d'y résister. Le chef-lieu d'Andalgalá est la ville d'Andalgalá, située à environ 60 km du gisement de *Bajo la Alumbreira*. Les montagnes de cette région regorgent de richesses géologiques métallifères telles que l'or, l'argent, le cuivre et le lithium. On y trouve aussi des pierres semi-précieuses dont la célèbre rhodochrosite¹⁰ (aussi surnommée la Rose de l'Inca), pierre nationale de l'Argentine dont le plus grand gisement au monde se trouve dans la province de Catamarca. L'activité d'extraction de la rhodochrosite est plusieurs fois centenaire et y fait la fierté des artisans locaux.

¹⁰ La rhodochrosite est une pierre semi-précieuse légèrement translucide de couleur rose. Elle est composée principalement de carbonate de manganèse.

Figure 3. 1 : Emplacement du projet minier et des principales villes concernées



Source : Google Earth, 2013

Sur le plan économique, il n’y a pas eu de développement industriel notable dans la province de Catamarca au cours du XXe siècle où l’économie est demeurée basée sur les petites productions agricoles, l’élevage et l’artisanat. Sur le plan productif, les vallées sont idéales pour la viticulture et la culture des noix et des olives. L’artisanat, particulièrement la fabrication de tissus et la confection de ponchos, est un autre secteur traditionnel important. Les paysages andins représentent quant à eux un attrait important pour le secteur touristique qui n’y est cependant pas très développé.

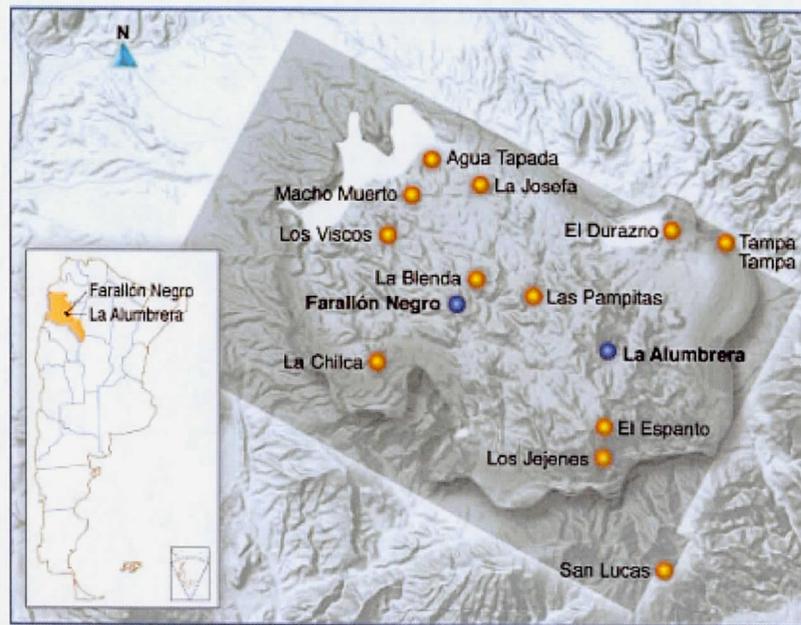
Andalgala souffre d’un isolement géographique important. Très difficile d’accès, une seule route goudronnée s’y rend à partir de San Fernando del Valle de Catamarca. À cause du relief accidenté, il faut cependant 3 heures et demie pour parcourir les 177 km séparant les deux villes. Toutes les autres routes sont en terre et présentent beaucoup de risques, notamment parce qu’elles traversent des cours d’eau et des zones montagneuses accidentées. Cela limite le potentiel de

développement de liens commerciaux avec d'autres départements ainsi qu'avec la province de Tucuman dont la capitale n'est qu'à 150 km. Le développement du secteur touristique est fortement limité par cette difficulté d'accès. On dit que cette province accuse un retard important sur le plan productif, qu'elle est en marge du développement économique qui a caractérisé l'Argentine (Bolsi, Longhi et Paolasso, 2010 ; Coria, 2007 ; Machado Aráoz, 2009).

3.2 Évolution du secteur minier dans la province de Catamarca

L'exploitation minière à petite échelle sur le territoire de la province de Catamarca est pratiquée depuis très longtemps. Une multitude de communautés autochtones y occupent le territoire depuis près de trois millénaires. Elles ont toutes été regroupées sous le nom de Diaguitas, puis Calchaquis, par les colons espagnols. Les fouilles archéologiques ont démontré que l'or, l'argent, le cuivre et le bronze étaient déjà exploités et utilisés durant la période de 500 à 650 av. J.-C. à des fins ornementales (Dirección de Antropología del Gobierno de Catamarca, s.a.). Au cours des XIXe et XXe siècles, de nombreux projets d'exploitation minière industrielle ont vu le jour et plusieurs sont encore en activité, tels que le projet *Fallarón Negro* situé à proximité de *Bajo la Alumbreira*. La figure 3.2 illustre les projets en activité sur le territoire concédé au consortium d'État Yacimientos Mineros de Aguas de Dionisio (YMAD). L'YMAD est composé de différents acteurs gouvernemental et institutionnel des provinces de Catamarca et Tucuman. Nous reviendrons en détail sur son fonctionnement au point 3.3.2.

Figure 3.2 : Projets miniers en activité sur le territoire d'YMAD



Source : YMAD, s.d.

3.2.1 *Bajo la Alumbreira* : première mine à ciel ouvert du pays

L'industrie minière de la province a changé complètement de visage lorsque le consortium formé par XStrata Plc (Suisse, 50 %), Goldcorp (Canada, 37,5 %) et Yamana Gold (Canada, 12,5 %) a acquis la concession minière en 1994. Ce que ce consortium proposait de faire pour la première fois en Argentine était l'exploitation d'une mine à ciel ouvert. Nous allons brièvement expliquer dans ce qui suit ce qu'est cette méthode d'extraction.

Lorsque la concentration des métaux recherchés est trop faible dans le sol, il est impossible d'exploiter le gisement de façon rentable en faisant une mine souterraine traditionnelle. Alors que l'ancien mode d'exploitation pouvait durer plus d'un siècle, la phase d'extraction d'un mégaprojet moderne dure aujourd'hui moins d'une génération, soit en moyenne entre 15 et 25 ans (Amilhat Szary,

2010). La méthode de la mine à ciel ouvert, beaucoup plus rapide et économique, a ainsi permis à de nombreux gisements inexploités de devenir rentables. Or, elle nécessite aussi un usage intensif d'eau, d'énergie et d'explosifs, tout en ayant des effets environnementaux majeurs (Composto et Navarro, 2012). À titre d'exemple, un projet minier qui exploite un gisement à ciel ouvert utilise en moyenne 1000 litres d'eau par seconde (Machado Aráoz, 2009). L'utilisation massive d'explosifs et l'emploi de machinerie lourde permettent de traiter une masse énorme de matériel, tout en marquant le territoire et l'environnement d'une façon beaucoup plus importante.

Avec un investissement initial de 1,5 milliard \$ US, une capacité d'exploitation annuelle de 120 millions de tonnes métriques de matières rocheuses, l'envergure et les dimensions du projet *Bajo la Alumbreira* contrastent énormément avec les variables et les indicateurs historiques de la géographie économique provinciale. *Bajo la Alumbreira* est à ce jour le plus grand projet de mine à ciel ouvert du pays et l'un des plus importants en Amérique latine.

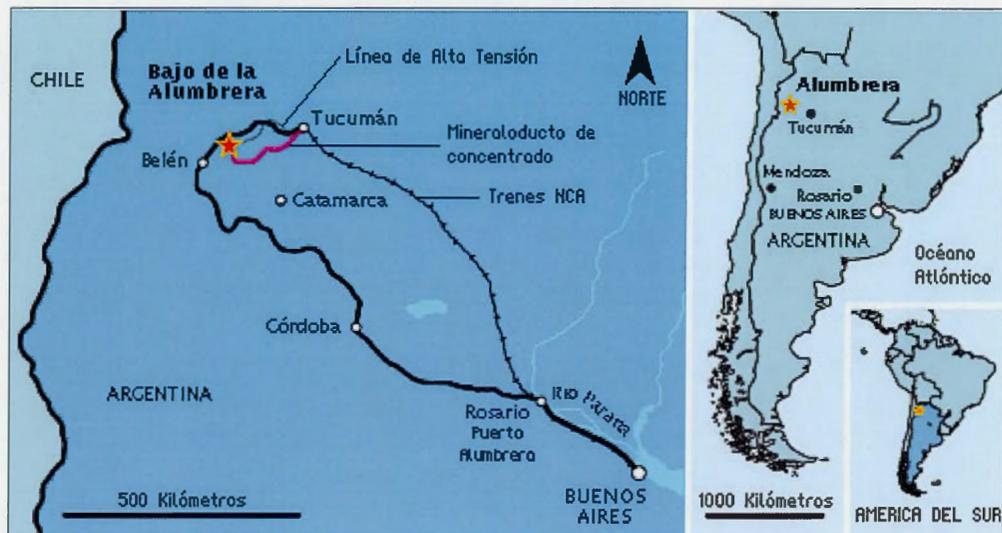
3.2.2 Accueil positif du projet minier

Le mégaprojet minier a été accueilli très favorablement par la population de la province de Catamarca. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette province est caractérisée historiquement comme une région en marge du développement moderne-capitaliste du pays, avec des indices chroniques de retard économique et de pauvreté. Les promesses d'un développement économique et social fulgurant ont suscité un engouement instantané dans les départements concernés, ainsi que dans la capitale. En effet, l'industrie minière arrivait avec le projet d'un décollage économique et du rattrapage des zones les plus riches du pays avec la création de milliers d'emplois. Cela a fait rêver Catamarca. Cette province présentait donc, au début des années 1990, les conditions matérielles et

symboliques idéales pour construire la première enclave de l'industrie minière transnationale du pays (Machado Aráoz, 2009).

3.2.3 Structure de l'entreprise et zone d'influence

L'industrie minière qui exploite des gisements à ciel ouvert a des conséquences majeures pour le territoire puisqu'elle mobilise beaucoup de ressources, d'importantes superficies et parce que ses choix en terme d'aménagement du territoire influencent de façon pérenne le développement de la région. Le projet *Bajo la Alumbreira* compte cinq grandes infrastructures qui s'étendent sur quatre provinces : Catamarca, Tucuman, Santiago del Estero et Santa Fe (figure 3.3). Le site d'extraction a une superficie de 5800 hectares. C'est là que se trouvent deux grands campements pour les travailleurs, l'aéroport privé de l'exploitation, le réservoir à résidus miniers ainsi que l'usine de broyage. Seuls les travailleurs peuvent se rendre sur le site de la mine. Ils y travaillent sept jours consécutifs avant de retourner dans leur ville de résidence pour la même période de temps.

Figure 3.3 : Localisation des infrastructures du projet *Bajo la Alumbraera*

Source : Minera Alumbraera, 2004

Avant de commencer la phase d'extraction, Minera Alumbraera a dû assurer l'approvisionnement de la mine en électricité et en eau. Ils ont ainsi construit une ligne à haute tension électrique qui parcourt 202 kilomètres pour atteindre la mine, traversant une partie de la province de Tucumán. Afin de s'approvisionner en eau, sept puits de 250 mètres de profondeur ont été installés pour accéder à une réserve souterraine nommée *Campo del Arenal*. Un permis délivré par la province les autorise à pomper 1000 litres par seconde (Machado Aráoz, 2009).

Une fois extraite, la roche contenant les différents métaux et notamment l'or, le cuivre et le molybdène, est acheminée à l'usine pour le concassage et le broyage. Le produit issu de ce procédé est ensuite propulsé dans un pipeline parcourant 316 kilomètres. Celui-ci a une capacité de transport de 100 tonnes/heure et rallie la mine à l'usine de traitement située à Tucuman. C'est dans cette ville que se trouve aussi l'usine de filtrage. La matière ainsi traitée, devenue une épaisse pâte concentrée en métaux, est ensuite acheminée en train jusqu'au port de Rosario, traversant les provinces de Santiago del Estero et Santa Fe. Minera Alumbraera est

propriétaire des quatre locomotives et des plus de 200 wagons nécessaires pour cette grande opération de chemin de fer. Elle paie une concession à la société privée de la ligne de chemin de fer *Ferrocarril Nuevo Central Argentino* qui fournit aussi les ingénieurs et machinistes (Minera Alumbraera, 2004).

En ce qui a trait au transport, le consortium a acheté quatre locomotives et 152 wagons d'une capacité de 56 tonnes métriques chacun qui permettent d'acheminer le concentré entre Tucuman et Rosario. 23 voyages par mois doivent être effectués par les trains afin de suffire à la demande. Finalement, les installations portuaires de Minera Alumbraera occupent une superficie de 12 hectares à San Lorenzo, à proximité de Rosario dans la province de Santa Fe. Toute la matière première est ainsi exportée vers des raffineries à l'international afin d'obtenir l'or et le cuivre et les autres matières premières à leur état pur (Minera Alumbraera, 2004).

Bajo la Alumbraera produit une moyenne annuelle de 650 000 tonnes de minerai concentré qui contient 180 000 tonnes de cuivre et 600 000 onces d'or (Minera Alumbraera 2004). De toute cette production, 90 % est vendu d'avance à travers des contrats à long terme. Ainsi, 35 % est envoyé en Asie, 35 % en Europe et 20 % est partagé entre l'Amérique du Nord et du Sud. Le 10 % restant est écoulé sur le marché financier par des courtiers (Minera Alumbraera, 2004). Minera Alumbraera a ainsi pris en charge toute la construction des infrastructures nécessaires, non seulement à l'extraction, mais aussi à l'approvisionnement en eau et en électricité ainsi qu'au transport afin que l'exportation se fasse le plus efficacement possible.

En 2009, un autre projet de mine à ciel ouvert, dont la prospection durait depuis plusieurs décennies situé à 35 km de Minera Alumbraera, a reçu l'approbation du gouvernement de Catamarca pour le début de la phase d'exploitation. Ce projet, baptisé *Agua Rica*, est situé à une vingtaine de kilomètres de la ville d'Andalgalá. S'il se réalise, on estime qu'il sera environ trois fois plus grand que *Bajo la Alumbraera* et qu'il sera exploité par le même consortium d'entreprises. Le projet

Agua Rica est perçu comme étant la continuité de *Bajo la Alumbreira*, ce dernier en étant à ses dernières années d'opérations.

À la lumière de ce qui précède, nous avons une meilleure idée de l'ampleur des infrastructures nécessaires pour l'opération d'une mine à ciel ouvert. Les choix de l'entreprise d'envoyer le pipeline vers Tucuman plutôt que vers Catamarca, de construire l'usine à Tucuman plutôt qu'à Catamarca et de goudronner la route de Santa María plutôt que celle d'Andalgalá ont des effets importants sur les bénéfices retirés dans les différents lieux. Sur tous les scénarios qui avaient initialement été imaginés par l'entreprise, ce sont les moins coûteux qui ont été retenus. Ainsi, la remise en fonction de la ligne de chemin de fer Andalgalá-Rosario, pourtant promise avant le début de l'exploitation, a été abandonnée car cela revenait plus cher que la construction du pipeline vers Tucuman. Il en va de même pour de nombreuses infrastructures qui étaient initialement destinées à être construites dans Catamarca, mais qui ont plutôt vu le jour à Tucuman. Cela est un des facteurs qui expliquent que même en étant la ville la plus proche du projet, très peu d'employés viennent d'Andalgalá, les estimations les plus généreuses varient entre 50 et 100, ce qui est très peu si l'on considère que le projet emploie 2500 travailleurs, dont moins de 700 dans la province de Catamarca (tableau 4.1).

3.3 Relations étroites entre l'industrie minière et l'État

Comme nous l'avons vu en introduction, les investissements miniers annuels en Argentine sont passés de 220 millions \$ US à 2230 millions \$ US entre 2003 et 2008 (Renaud, 2008). Les exportations du secteur se sont quant à elles chiffrées à 3750 millions \$ US en 2008, soit 14 fois plus qu'en 1995 (Renaud, 2008). Si l'industrie minière a pu connaître un développement aussi fulgurant au cours des deux dernières décennies en Argentine, c'est en grande partie imputable à l'étroite collaboration du gouvernement qui a travaillé à l'instauration d'un cadre légal et

juridique propice à ce type de développement. Le gouvernement prend aussi part directement aux projets miniers à travers la société d'État YMAD.

3.3.1 Des lois favorables au développement minier

Suite à la période dictatoriale qui a pris fin en 1983, c'est le néolibéralisme qui a fait son entrée en Argentine sous le gouvernement Menem (1989-1999). Dans la foulée des dérèglementations réalisées par ce gouvernement, beaucoup de changements légaux ont été apportés au secteur minier dont certains favorisaient les concessions aux intérêts étrangers. Nous présentons dans les paragraphes qui suivent les principaux éléments de ces transformations législatives.

La première modification importante a été votée en 1993, avec l'entrée en vigueur de la Loi 24.196 sur les investissements miniers. Celle-ci octroie des avantages financiers et des taux d'imposition plus bas que dans les autres secteurs de l'économie. Cette loi assure une stabilité fiscale de 30 ans aux projets miniers, ce qui signifie que le taux d'imposition est figé dans le temps et que la création de nouvelles taxes est impossible. Les entreprises minières peuvent aussi compter sur des exemptions de taxes sur certaines ressources, par exemple sur l'essence. Elles ont aussi le privilège de pouvoir importer librement, sans droit de douane. Cette même loi, renforcée en 1999 avec le projet 25.161, fixe à 3 % le montant des redevances minières que l'entreprise minière doit verser à l'État. À ce pourcentage, elles peuvent déduire les frais de production encourus pour l'étape de l'extraction. Le véritable montant transféré à l'État fédéral en guise de redevance avoisine donc en réalité un chiffre fluctuant entre 1 % et 2 % selon le projet et selon l'année (Machado Aráoz *et al*, 2011).

En juillet 1995, le gouvernement fédéral a adopté des dispositions afin d'actualiser le Code minier qui était demeuré pratiquement inchangé depuis 1886. L'article 8 établit que l'État ne peut ni exploiter ni disposer des mines et concède aux particuliers la faculté de prospecter, d'exploiter et d'en disposer comme

propriétaires. Avant ces réformes, le gouvernement était très présent dans toutes les étapes de l'exploitation minière. Les présidents qui ont succédé à Menem, De la Rúa (1999-2001), Duhalde (2002-2003) et Kirchner (2003-2007), ont suivi le chemin tracé par leur prédécesseur en laissant la voie libre aux entreprises minières et en conservant les privilèges qui leur sont accordés (Comelli, 2010a).

Une dernière modification importante réalisée à l'échelle nationale est la réforme de l'article 124 de la Constitution qui octroie aux provinces la propriété des ressources naturelles présentes sur leur territoire. C'est ce qu'on appelle en Argentine la provincialisation des ressources naturelles. Ce n'est désormais plus avec l'État argentin que doivent s'asseoir et négocier les entreprises multinationales, mais plutôt avec les gouvernements provinciaux qui sont la plupart du temps inexpérimentés et faibles (Renaud, 2008).

Avec ses politiques de promotion du développement minier, Catamarca s'est transformée en l'une des régions les plus attractives pour les capitaux transnationaux, attirant plus de 1300 millions \$ US d'investissements à travers la concession des exploitations minières aux entreprises privées étrangères (Comelli, 2010a). C'est dans cette province que s'est installé en 1994 le premier projet de mine à ciel ouvert, *Bajo la Alumbraera* (Comelli, 2010a). L'exploitation minière s'est ainsi imposée comme la principale option de développement économique pour le gouvernement Catamarqueño.

Le climat social et économique très propice à ce type de développement a permis d'adopter une série de lois et de règlements favorisant l'industrie minière et rendant même obligatoire l'exploitation des ressources. En effet, l'article 67 de la Constitution de Catamarca se lit ainsi : « El gobierno propenderá obligatoriamente a la extracción de los minerales y al establecimiento de plantas de concentración e industrialización mineral en las zonas estratégicas y económicas convenientes »¹¹.

¹¹ Le gouvernement devra obligatoirement favoriser l'extraction des minéraux et l'établissement d'usines de concentration, ainsi que l'industrialisation minière dans les zones stratégiques et économiques convenables (Traduction libre).

Il est ainsi fort simple de défendre le développement de l'industrie minière à grande échelle, l'exploitation de ressources étant « obligatoire ».

Lors d'une conférence à Catamarca en septembre 2013 un représentant du gouvernement a affirmé :

En nuestra constitución provincial, la explotación de los recursos naturales es un mandato constitucional. O sea, discutir sobre el desarrollo de la actividad minera es en sí mismo, de acuerdo a la legislación y a la constitución que a nosotros nos liga y a la cual debemos y se supone cierta obediencia. Reitero la constitución de la provincia de Catamarca expresamente se dice de que debemos, debemos, es un mandato constitucional, debemos explotar estos recursos naturales. Así que me parece que este es un tema conceptual importante que a veces nos olvidamos¹².

Tous les changements apportés à la loi par les différents paliers de gouvernement ont donc permis le développement fulgurant du secteur minier durant les deux dernières décennies. La provincialisation des ressources naturelles a donné lieu à des résultats très inégaux à travers le pays. Certaines provinces ayant opté pour l'interdiction de l'activité minière et d'autres, comme Catamarca, en faisant de ce type d'exploitation un devoir constitutionnel. Comme nous l'avons vu, le cadre législatif argentin, comme celui de Catamarca, a favorisé les investissements étrangers dans le secteur minier, ce qui a permis sa croissance fulgurante.

¹² Dans notre constitution provinciale, l'exploitation des ressources naturelles est un mandat constitutionnel. Donc, discuter sur le développement de l'activité minière est, en soi, conforme à la législation et à la Constitution. Nous y sommes liés et y devons une certaine obéissance. Je réitère que la Constitution de la province de Catamarca dit expressément que nous devons, nous devons, c'est un mandat constitutionnel, nous devons exploiter ces ressources naturelles. Je pense que c'est un concept important que nous oublions parfois.

3.3.2 Alliance de Minera Alumbreira et d'YMAD

Yacimientos Agua de Dionisio (YMAD) est la société d'État du secteur minier Catamarqueño et a été fondée en 1958. Ses actionnaires sont le gouvernement de Catamarca, l'Université de Tucuman et l'État argentin. YMAD s'est fait octroyer un territoire en guise de concession minière sur lequel se trouve le projet *Bajo la Alumbreira* (figure 3. 2). L'alliance entre YMAD et Minera Alumbreira porte le nom d'Union transitoire d'entreprises (UTE). Cela confère un rôle d'investissement et d'implication de l'État dans l'industrie minière qui permet de garantir des retombées plus conséquentes pour la province. 20 % des profits sont versés à YMAD qui assure ensuite la redistribution à la province de Catamarca (60 %), à l'Université de Tucuman (20 %) et aux autres universités du pays (20 %) (YMAD, s.d.).

La figure 3.4 reproduit une publicité parue dans un journal populaire de Catamarca en 1994.

Figure 3.4 : Publicité pour l'industrie minière

**LA CREDIBILIDAD.
SE LOGRA CON HECHOS.**

**UN VIEJO SUEÑO DEL PAIS
SE CONCRETA
A TRAVES DE
CATAMARCA.**

**BAJO DE LA
ALUMBREIRA**

PREVISIONES líneas eléctricas 215 Km. (El Brecho - Yacimiento por Santa María) - Mejoramiento Ruta 40 - Acueducto 35 Km. - Construcción Planta de Concentración y Comapamento p/1.500 personas - Carretera de 56 Kms. por Gobierno de Tucumán - Instalación Línea Férrea Andalgala-Rosario.

Ocupación de mano de obra directa: 10.000 personas.
Centro operativo Andalgala

INVERSION PREVISTA: US\$ 600.000.000
VALOR DE EXPORTACION POR AÑOS: US\$ 260 millones
LA VERDAD SIN DEMAGOGIA

UNA PROVINCIA QUE SIGUE AVANZANDO

GOBIERNO DE CATAMARCA

DIARIO LA UNION 05/04/94

À l'initiative du gouvernement, cette publicité fait la promotion du projet *Bajo la Alumbreira* et de toutes les promesses qui l'accompagnent : la création de 10 000 emplois directs, la réhabilitation de la ligne de chemin de fer reliant Andalgala à Rosario, la construction du centre des opérations à Andalgala ou encore la construction d'une route de 56 km dans les gorges d'Amanao afin de relier le projet minier à Andalgala. Peu de ces promesses auront été réalisées.

3.4 La détérioration du climat social

Comme nous l'avons vu, la population locale d'Andalgala est principalement composée de descendants des Calchaquis et de métis. Ils occupent ces territoires depuis longtemps et pratiquement tout le monde se connaît. Une réelle ambiance de village règne dans le chef-lieu d'environ 15 000 habitants où tout le monde se salue dans la rue et remarque en un rien de temps l'installation d'une nouvelle famille ou la visite prolongée d'un groupe de touristes. La mise en place du mégaprojet minier a entraîné son lot de complications au sein de la vie en communauté. La population s'est divisée en deux grands pôles : les *promineros* et les *antimineros*, c'est ainsi qu'ils s'appellent entre eux et entre camps opposés. Cette division touche les voisins, les amis et même les familles souvent nombreuses dont les membres n'ont pas choisi la même position par rapport au développement des mégaprojets miniers. Comme l'illustre l'extrait suivant, la détérioration du climat social se fait ressentir au quotidien, dans tous les petits événements de la vie :

Yo cumplí cincuenta años el año pasado, mi esposo me regalo una fiestita así chica con treinta, cuarenta invitados, amigos y familia. Y bueno tenemos el parque ahí y había puesto dos mesas con seis sillas, y era notorio cuando llegaba la familia y algunos amigos que miraban así y a donde se iban. Teníamos una mesa acá en favor de la mina, los otros de que son los antimineros. Mira aquellos se han juntado! Pero era una reunión de familia,

porque era familia más unos cuantos amigos muy muy cercanos, nada más. Y hasta en eso se notaba. Entonces eso es lo que noto más¹³.

Il y a ainsi à Andalgalá beaucoup de réunions de famille qui ont pris une tournure conflictuelle, certaines famille ont même cessé de se réunir. La plupart des commerçants ont aussi été identifiés comme faisant partie d'un camp. Autour de la place principale, deux cafés se font face. Les gens font leur choix de fréquentation principalement en fonction de la position exprimée par le propriétaire. Il en va de même pour les épiceries, certaines étant boycottées par les antimineros à cause des liens qu'entretiennent les propriétaires avec l'industrie minière.

La division au sein de la population, bien qu'elle se fasse ressentir depuis le début des années 2000, s'est largement intensifiée suite à des événements qui ont eu lieu le 15 février 2010. Voulant empêcher la machinerie lourde de monter vers l'Aconquija (montagne surplombant Andalgalá) pour le projet *Agua Rica*, les militants avaient organisé un blocage sélectif consistant à empêcher uniquement la circulation des véhicules liés à l'industrie minière. La police spéciale et l'armée ont alors été déployées et la répression a été très violente. Ce type d'événement, extrêmement rare dans le département d'Andalgalá, avait créé une onde de choc au sein de la population, ce qui a largement contribué à la polarisation de cette dernière entre les gens qui appuient et les gens qui s'opposent à la minière. Les premiers critiquaient les méthodes extrémistes des militants et les seconds étaient choqués par une telle utilisation de la force contre les organisateurs du blocage sélectif. L'extrait suivant expose les souvenirs d'un militant de l'Assemblée par rapport à ces événements et à ce qui a suivi :

¹³ J'ai eu 50 ans l'année dernière. Mon mari m'a organisé une petite fête avec 30 ou 40 invités, des amis et de la famille. Dans le parc il avait installé deux tables avec six chaises. Et cela sautait aux yeux, quand ils arrivaient, les invités observaient les deux tables; il y avait une table promineros et une table antimineros. C'est comme ça que les gens se divisaient, mais c'était une réunion de famille, car c'était de la famille et des amis très, très proches. Et jusqu'à ce genre d'événement, la division s'observe. (Traduction libre)

(...) el pueblo se levanta en contra de algo. Se encendió la municipalidad, se le rompió el negocio que era claramente identificado como prominero y dueño de la máquina que iba a pasar. La oficina de la justicia también... se rompieron los vidrios. Fue una expresión espontánea pero muy dirigida en contra de lo que representaba la minería. A partir de ahí se generó un movimiento mucho más grande digamos, con la incorporación de miles de personas¹⁴.

Depuis ces événements de février 2010, durant lesquels les violences contre les manifestants, mais aussi contre les symboles représentant l'industrie minière et ses alliés, ont atteint leur sommet, le conflit au sein de la population s'inscrit dans la permanence. Face à la tournure que prenaient les événements, les gens sentaient qu'il serait dorénavant difficile de rester neutre, la cohésion sociale étant largement affectée. Un autre militant de l'Assemblée, résidant à Andalgalá depuis plus de 70 ans, expose les changements dans la vie sociale :

Está dividido el pueblo, antes no, antes no estaba dividido. Es lo peor que podía haber hecho. A mí, en la casa me tiraron pintura, me rompieron los vidrios, me tuve que poner las rejas esas. Antes no tenía rejas. Aquí todo el mundo se conoce, yo, antes, yo saludaba a todos y ya no. Ya no sé cómo... si saludar o no saludar. Es terrible¹⁵.

L'extrait précédent fait bien ressortir le climat d'insécurité qui s'est installé à Andalgalá. Des actes de vandalisme ont été dirigés contre des membres de l'Assemblée de l'Algarrobo, favorisant l'instauration d'un sentiment de crainte et d'incertitude. Si de nombreux résidents d'Andalgalá ne reconnaissent pas une possible contamination de l'environnement physique, la plupart se plaignent de la détérioration de l'environnement social autrefois harmonieux et si cher à cette communauté.

¹⁴ Face à la prépotence de l'État qui violentait les personnes d'ici, nous avons réagi spontanément. Nous avons fait une *pueblada*, ça signifie que le peuple se lève contre quelque chose. La municipalité a été incendiée, un commerce dont le propriétaire était clairement identifié comme prominero et propriétaire de la machinerie qui allait passer a été vandalisé. Le bureau du ministère de la Justice aussi... les vitres ont été fracassées. Ça a été une expression spontanée, mais dirigée contre ce que représente la minière. À partir de ce moment s'est généré un mouvement beaucoup plus grand, avec l'adhésion de milliers de personnes. (Traduction libre)

¹⁵ Le peuple est divisé, avant non, il n'était pas divisé. C'est le pire qui aurait pu arriver. Ils ont lancé de la peinture sur ma maison, ils m'ont brisé des fenêtres. J'ai dû installer un grillage devant ma maison, avant je n'en avais pas besoin. Ici tout le monde se connaît, avant je saluais tout le monde, mais plus maintenant. Je ne sais plus qui je dois saluer ou ne pas saluer. C'est terrible. (Traduction libre)

3.5 Naissance d'un mouvement social

Comme nous l'avons vu, pratiquement toute la population locale percevait positivement ce développement industriel lors de la construction des infrastructures du projet *Bajo la Alumbreira* en 1995. Cependant, il n'a fallu qu'une année ou deux pour que les premiers signes de mécontentement surgissent. Environ 4000 emplois ont été créés durant les deux années de cette première phase du projet, ce qui a contribué à dynamiser l'économie régionale. Or, une fois terminée, le nombre d'emplois a chuté, faisant dire aux populations locales que les avantages économiques étaient dorénavant nuls (Manzanal, 1999). Selon le consultant minier Luis Manuel Alvarez, ce sont 800 emplois directs qui ont été maintenus après la phase de construction, desquels seulement 260 correspondent à la population provinciale de Catamarca. Initialement, le consortium avait promis la création de 10 000 emplois directs, ce qui est loin de la réalité. En moyenne en 2005, seulement un emploi direct était créé pour chaque 1,2 million \$ US investi dans le projet (Alvarez, 2002). Si les indicateurs macro-économiques illustrent une hausse du produit intérieur brut (PIB) de la province associée à la présence du projet minier, cela n'arrive pas à effacer la tendance ascendante du chômage et les niveaux historiques de pauvreté que connaît la province (Comelli, 2010a).

Les premières voix qui se sont levées en 1997 pour remettre en question les avantages du projet *Bajo la Alumbreira* reflétaient donc des préoccupations économiques. La fin de la construction a entraîné une chute importante de l'emploi sur le site de la mine et ce sont ces circonstances qui ont mené à la constitution du groupe la *Voz del Pueblo* (la Voix du Peuple). Ce dernier était composé d'anciens agriculteurs, d'employés ruraux et de travailleurs de la construction (Svampa et Antonelli (dir.), 2009). Ce groupe réclamait principalement la création d'emplois en dénonçant le manque de travail, ainsi que les mensonges de l'entreprise minière et du gouvernement. Des marches et des manifestations ont été réalisées par ce groupe. Le mouvement s'est radicalisé de 1998 à 2000. Les militants ont organisé à diverses reprises des blocages de la

route nationale 40 qui est la principale voie d'accès à la mine, afin d'exiger des quotas d'emplois (Svampa et Antonelli (dir.), 2009). Ils ont obtenu de l'entreprise la création d'emplois temporaires et rotatifs de petits groupes de travailleurs parmi les personnes mobilisées.

3.5.1 Élargissement du mouvement

À partir de l'an 2000, de nouvelles voix se sont levées et les revendications ont commencé à s'élargir. Certains commerçants locaux montraient des affiches qui rappelaient les promesses qui n'avaient pas été tenues : la minière leur avait promis des opportunités d'affaire qui n'ont jamais vu le jour. Puis, les voisins de la mine en général ont entrepris d'exprimer leur mécontentement devant l'absence des travaux de construction promis par le gouvernement. La seule route qui a été asphaltée est celle qui mène directement à la mine à partir de Santa María, alors que les routes intérieures entre les différentes localités sont demeurées à l'état d'abandon. Il en était de même pour les travaux d'extension d'approvisionnement en eau potable, la population subissant des déficits en période de sécheresse (Machado Aráoz, 2009).

Une autre part du mécontentement provenait des résidents subissant les nuages de poussière provoqués par la circulation accrue des camions et de la machinerie lourde à proximité de leur domicile. Finalement, plusieurs familles paysannes ont dû abandonner leur habitation et leurs activités agricoles à cause de la mortalité de leurs animaux provoquée par la détérioration de leurs sources d'eau due à la proximité du réservoir à résidus miniers. Dans ce contexte, il y a eu la fondation du groupe *Fuerzas Vivas del Oeste*, un espace qui a réuni les voisins et commerçants mécontents de Belén, Andalgalá et Santa María. Entre 2000 et 2003, les protestations se sont intensifiées et multipliées tout en continuant à porter sur des revendications principalement économiques (Machado Aráoz, 2009).

3.5.2 Du rassemblement de sans-emplois à l'Assemblée de l'Algarrobo

L'année 2003 a marqué un tournant dans la lutte engagée par les Catamarqueños. Des délégations de plusieurs provinces se rendent à Buenos Aires en novembre pour la fondation de la Red Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería¹⁶. Suite à cet événement et aux échanges survenus avec d'autres communautés aux prises avec des problèmes similaires, le centre des préoccupations des militants riverains du projet Minera Alumbreira a cessé d'être l'aspect économique et s'est plutôt métamorphosé en un rejet du modèle d'exploitation à ciel ouvert. Durant cette période, c'est le groupe des Vecinos Autoconvocados por la Vida¹⁷ qui devient le principal mouvement opposé à *Bajo la Alumbreira* à Andalgalá.

En 2004, ils reprenaient donc la rue, mais cette fois-ci pour s'opposer à la destruction et au pillage des ressources naturelles, à la contamination, ainsi que pour dénoncer l'incompatibilité de l'activité minière avec les activités traditionnelles de la province : l'agriculture, l'élevage et le tourisme. Ces nouvelles positions majoritaires dans le mouvement s'expriment à travers des manifestations publiques qui attirent une participation populaire très importante. En 2005, la population de Santa María s'est jointe massivement à la lutte à cause de l'assèchement de ses réserves en eau. Cette ville avait été avantagée jusque-là par rapport à Belén et Andalgalá en termes d'emplois et de salaires (Machado Aráoz, 2009). L'eau est devenue un symbole important de cette lutte dont le slogan principal est « El agua vale mas que el oro »¹⁸. Au cœur des critiques portées à l'industrie minière se retrouvent la surexploitation et la contamination des ressources en eau, déjà limitées dans ces régions semi-désertiques.

Un événement majeur a marqué l'histoire de la résistance contre *Bajo la Alumbreira* et *Agua Rica* pour la population d'Andalgalá : le blocage routier qui s'est soldé par une forte répression le 15 février 2010. Durant ce blocage, devant

¹⁶ Réseau National des communautés affectées par l'Industrie minière (Traduction libre)

¹⁷ Voisins autoconvoqués pour la Vie (Traduction libre)

¹⁸ L'eau vaut plus que l'or (Traduction libre)

les tensions de plus en plus fortes entre les deux parties, les militants présents ont décidé de fonder l'Assemblée de l'Algarrobo. Algarrobo signifie « caroubier » et ce nom a été choisi simplement parce que c'est sous cet arbre que l'Assemblée a été fondée. À ce jour, c'est encore cette assemblée qui est le groupe le plus actif dans la lutte, du moins à Andalgalá où se concentre notre étude de cas. Cet extrait d'une entrevue avec un militant de l'Algarrobo montre la désillusion de ces gens face à l'industrie minière :

Decimos hoy que ni por el más mínimo ha podido completar sus promesas la actividad minera en Andalgalá. Recuerdo los diarios de la época hablando de 10 000 puestos de trabajos directos e indirectos y te puedo decir que hace dos o tres años atrás un censo hecho acá en Andalgalá ya con casi 15 años de la producción de Minera Alumbreira. Este censo daba el numero de 5000 desocupados en Andalgalá.¹⁹.

L'annonce du projet *Agua Rica* a aussi contribué à l'intensification des mobilisations, particulièrement à Andalgalá qui est le centre urbain le plus proche de ce nouveau mégaprojet. Pour calmer le jeu, l'entreprise développe des programmes d'assistance à la communauté dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). Le gouvernement s'assure d'appliquer les lois qui régulent l'activité minière et investit de l'argent dans la création d'emploi notamment à travers l'amorce de grands projets de construction (Machado Aráoz, 2009). Le projet *Agua Rica* est à moins de 20 kilomètres du cœur de la ville d'Andalgalá et, surtout, il est situé dans le système montagneux de l'Aconquiya, d'où provient en grande partie l'eau consommée par les habitants.

¹⁹ Nous disons aujourd'hui que l'activité minière n'a pas du tout réussi à respecter ses promesses à Andalgalá. Je me souviens des journaux de l'époque qui parlaient de la création de 10 000 emplois directs et indirects et je peux te dire qu'un recensement réalisé il y a deux ou trois ans a montré qu'il y a 5000 sans-emplois ici à Andalgalá, malgré les 15 années du projet Minera Alumbreira. (Traduction libre)

3.6 Structure et fonctionnement de l'Assemblée de l'Algarrobo

L'assemblée de l'Algarrobo est un groupe ouvert à la participation de tous les citoyens opposés à l'exploitation minière à ciel ouvert et fonctionne de façon horizontale. Il n'y a donc pas de chef, les décisions étant prises par consensus lors des réunions. Cette façon de prendre les décisions est largement défendue par les militants, même s'ils reconnaissent que cela prend énormément de temps et ajoute un degré de complexité à leur organisation. Selon eux, cela oblige tous les participants à apprendre à se forger une opinion et à la communiquer devant l'Assemblée. Durant l'année qui a suivi la répression de février 2010, l'Assemblée se réunissait deux fois par semaine. Maintenant, les réunions ont lieu à une fréquence variable, en fonction des actions urgentes et des enjeux du moment.

L'organisation d'actions ou d'activités repose sur tout le groupe. En fonction des disponibilités de chacun et des motivations, les personnes se proposent pour certaines tâches. Le temps de réaction est très rapide lorsque l'action s'impose face à une menace; par exemple la montée imminente de machineries pour le nouveau projet minier *Agua Rica*. La ville d'Andalgalá étant petite, les nouvelles circulent très rapidement et des chaînes d'appels permettent de rassembler les militants et d'organiser un blocage routier en un rien de temps.

En ce qui a trait au financement de l'Assemblée, il semble que chacun contribue en fonction de ses moyens lorsque cela est nécessaire. Les dépenses ne sont pas très élevées; ce sont sans doute les frais juridiques qui représentent les coûts les plus importants. Une avocate d'un organisme de droits de la personne de Buenos Aires se déplace quelques fois par année et travaille gratuitement. Les membres les plus actifs de l'Assemblée s'organisent pour l'héberger et la nourrir, puis ils se cotisent pour son transport en autobus. Il faut dire que la plupart des membres de l'Assemblée sont des salariés du secteur public, beaucoup sont enseignants. Ils touchent donc un salaire au-dessus de la moyenne, ce qui leur permet de

contribuer aux finances de l'Assemblée. Lorsqu'il y a un événement ou une action à organiser, toutes les ressources sont mises en commun pour obtenir le matériel nécessaire. Des collectes de fonds sont organisées périodiquement, par exemple, la vente de chandails à l'effigie de l'Assemblée ou encore de nourriture lors des rassemblements.

Afin de faire valoir ses revendications, l'Assemblée de l'Algarrobo a recours à différents types de démarches et d'actions collectives. D'abord, les militants ont utilisé la voie administrative en portant plainte et en intentant des recours en justice pour bloquer le développement du projet *Agua Rica* ainsi que pour dénoncer les cas de contamination de l'environnement. Chaque semaine depuis sa fondation, l'assemblée organise une marche autour de la place. Cette dernière a lieu tous les samedis soir, sans exception. À cette occasion, ils organisent aussi des discours et des projections. Certaines manifestations ponctuelles sont aussi organisées, par exemple pour le jour de la Terre ou pour la commémoration des événements du 15 février 2010. Durant les périodes critiques, l'action collective préconisée par l'Assemblée de l'Algarrobo est le blocage routier, sélectif ou pas. Celui-ci peut durer de quelques heures à plusieurs jours. Lors des rassemblements nationaux avec d'autres assemblées citoyennes, des ateliers de formations sont organisés. Ceux-ci permettent notamment la transmission des expériences de lutte vécues à travers le pays entre les différents groupes.

L'Assemblée de l'Algarrobo a eu recours à différents moyens de communication pour se faire entendre à l'échelle locale grâce à une émission de radio tous les samedis avant-midi ainsi que partout dans le monde à l'aide d'un blogue relatant toutes les actions et revendications de l'Assemblée. Certains membres ont aussi collaboré avec un groupe de cinéastes qui ont fait un documentaire militant sur la lutte menée à Andalgala. Avec peu de moyens financiers, nous avons vu que l'Assemblée de l'Algarrobo a tout de même réussi à mobiliser beaucoup de ressources et à se faire entendre au-delà de la province de Catamarca, notamment grâce aux méthodes de communications sociales en ligne ainsi qu'aux relations

entretenues avec des dizaines d'autres groupes à travers le pays, ce sur quoi nous reviendrons dans une section subséquente.

3.7 Rôle et leadership des femmes

Un élément important à soulever lorsque l'on parle des mouvements socio-environnementaux opposés à l'exploitation minière à ciel ouvert, c'est l'importante participation des femmes. Elles y sont souvent majoritaires (Comelli, 2010b). Dans l'Assemblée de l'Algarrobo, elles sont non seulement nombreuses, mais elles y exercent aussi un leadership particulier. Ce sont elles qui se mettent le plus en danger au cours des blocages routiers et ce sont elles aussi qui ont le plus affronté les forces de l'ordre. Cette participation particulièrement importante leur a aussi valu d'être celles qui subissent le plus la judiciarisation associée à leur activité politique. Une trentaine de militants sont aux prises avec plusieurs poursuites judiciaires, entre 4 et 8 en moyenne. Deux tiers d'entre eux sont des femmes.

C'est face à cette judiciarisation, survenue principalement dans la foulée des événements du 15 février 2010, qu'un groupe de femmes militantes a décidé de fonder les Femmes du Silence²⁰. Pendant environ deux ans entre 2010 et 2012, chaque mercredi avant-midi, elles ont défilé dans les rues d'Andalgalá, en silence. Comme nous pouvons l'observer sur la figure 3.5, les femmes s'apposent du ruban adhésif ou un foulard sur la bouche et s'attachent les mains afin de symboliser le bâillon que leur impose le gouvernement en les empêchant de manifester contre l'industrie minière. Leur tournée comprenait différents lieux devant lesquels elles marquaient une pause prolongée entre 5 et 10 minutes : les bureaux du projet minier *Agua Rica*, la mairie, les bureaux du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Économie ainsi que le poste de police. Quelquefois,

²⁰ Traduction libre de « Mujeres del Silencio ».

elles ont aussi ajouté à leur parcours certains commerces détenus par des personnes en faveur de l'industrie minière (Veneranda, 2012).

Figure 3.5 : Manifestation des Femmes du Silence



Photo : Gentileza El Ancasta, 2012

Maintenant, les Femmes du Silence continuent d'exister comme groupe, mais les manifestations se sont beaucoup espacées. Cela s'explique simplement par un essoufflement du mouvement. Elles ressortent tout de même leurs bannières lors des marches hebdomadaires de l'Assemblée de l'Algarrobo dont la plupart font aussi partie. Elles demeurent prêtes à recommencer leurs actions sur une base plus régulière s'il survenait de nouveaux actes de répression ou la mise en marche du nouveau projet minier *Agua Rica*. Leur action se veut un moyen d'approfondir la lutte en remettant en question le pouvoir des entreprises minières et la complicité de ces dernières avec les politiciens et les forces de l'ordre. Ce groupe est devenu un symbole de la lutte menée à Andalgalá.

3.8 Rapport avec d'autres groupes sociaux et d'autres mouvements socio-environnementaux

L'Assemblée de l'Algarrobo et l'assemblée de résidents qui l'a précédée ont développé des relations avec d'autres assemblées et groupes sociaux du pays et de l'Amérique latine. Ces rapports ont largement influencé l'évolution du mouvement et ont permis d'apporter un soutien important à la lutte d'Andalgalá où les militants peuvent parfois se sentir isolés, notamment à cause de la relation plus difficile qui est entretenue avec l'entreprise minière ainsi qu'avec l'État. C'est ce qui nous intéresse au cours des sections suivantes.

3.8.1 Relation avec l'entreprise minière

Les relations de l'Assemblée de l'Algarrobo avec l'entreprise minière sont généralement tendues. Les changements dans le climat social sont largement attribués à l'installation du projet minier dans la région. Pour se protéger d'éventuelles attaques de la part des militants, l'entreprise paie les heures supplémentaires des policiers de la ville afin qu'ils assurent la sécurité des installations. Par exemple, chaque samedi soir, lors des marches organisées par l'assemblée, tous les gendarmes d'Andalgalá sont mobilisés et installent des clôtures afin de bloquer l'accès et la circulation sur deux rues : celles qui mènent aux bureaux du projet *Agua Rica* (figure 3.6). Tout le reste de la semaine, un policier est posté en permanence devant l'immeuble.

Figure 3.6 : Les policiers barricadent la rue un samedi soir



Photo : Annie Lamalice, septembre 2013

Minera Alumbraera occupe une place importante dans le vécu quotidien de la population. L'entreprise marque le territoire et l'espace d'abord en affichant son logo à des endroits stratégiques, mais aussi à travers sa politique de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). À titre d'exemple, les panneaux affichant les noms de rue sont surplombés par le logo de l'entreprise (figure 3.7). Autre moyen d'entrer dans le quotidien des gens, l'entreprise distribue un calendrier aux familles de la population locale, chaque mois étant illustré avec des photos et de l'information sur les divers engagements de la minière dans les communautés des différents départements de Catamarca.

Figure 3.7 : Le logo de Minera Alumbraera au-dessus des indications routières



Photo : Annie Lamalice, septembre 2013

Minera Alumbraera et le projet *Agua Rica* ont tous les deux des départements de relations avec les communautés chargés de la politique de RSE. Parmi les projets majeurs qui ont été réalisés à Andalgala, mentionnons la nouvelle gare d'autobus et le nouvel hôpital. De grands panneaux sont installés devant chaque lieu qui a bénéficié de subventions de l'entreprise minière, ce qui entraîne une certaine omniprésence de l'entreprise dans le quotidien des gens. Les entrevues réalisées à Andalgala ont montré l'étendue de l'implication de Minera Alumbraera en politique et dans le processus électoral. En guise d'exemple, lors des élections, l'entreprise appuie ouvertement un candidat favorable au projet minier et invite ses employés à voter pour lui (Informations recueillies sur le terrain : Entrevue 21 avec un homme d'affaires et ancien politicien).

Pour les militants de l'Assemblée, cette implication de l'entreprise dans une panoplie de programmes sociaux et dans la vie politique est mal perçue. Il s'agit à leurs yeux de stratégies de communication en vue d'obtenir ce qu'ils appellent la « licence sociale ». Les marches hebdomadaires organisées par l'Algarrobo ont pour but avoué de rappeler en permanence que le consortium minier n'a pas cette licence sociale.

3.8.2 Avec le gouvernement

C'est avec le gouvernement provincial que l'Assemblée et la population en général entretiennent les relations les plus conflictuelles. Si la plupart des gens tiennent pour acquis que l'objectif principal de l'entreprise est d'abord et avant tout l'exploitation minière et le profit qui en découle, ils s'accordent aussi pour dire que ça ne devrait pas être celui de l'État. Qu'ils soient pour ou contre les mégaprojets miniers, les résidents d'Andalgalá s'entendent pour dire que l'État ne joue pas son rôle correctement.

Andalgalá a élu un intendant²¹ opposé au développement des mégaprojets miniers, ce qui en dit long sur l'ampleur du mécontentement de la population face à la manière dont s'est opéré le développement minier dans leur région. Lors de ces élections en 2011, le développement de mégaprojet minier était au cœur des débats et c'est en fonction des positions exprimées par les candidats que les votes se sont polarisés. Pour les militants, le gouvernement n'assume pas ses responsabilités en déléguant son rôle à l'entreprise notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. À son tour, le gouvernement provincial lance des accusations aux militants de l'Assemblée. Il soutient effectivement qu'en s'opposant au développement de mégaprojet minier, les militants s'opposent en fait au développement économique et cherchent à empêcher leurs concitoyens

²¹ L'intendant est la personne élue à l'échelle du département.

d'avoir du travail. Ce type de discours est largement répandu au sein du camp en faveur des mégaprojets.

3.8.3 Avec d'autres mouvements socio-environnementaux

Les relations entretenues entre l'Assemblée de l'Algarrobo et d'autres groupes socio-environnementaux ont influencé son développement. Entre 2000 et 2003, alors que les protestations se multipliaient à Andalgalá, certains militants se sont rendus à Esquel, une petite ville de la Patagonie argentine, pour témoigner de leur expérience avec *Bajo la Alumbreira*. Cela a contribué au « non » qui a triomphé face à un projet minier à Esquel ainsi qu'à l'intensification de la lutte à Andalgalá. Cela a été le premier de très nombreux échanges avec d'autres assemblées en Argentine ainsi qu'au Chili.

Depuis, l'Assemblée de l'Algarrobo a joint l'Union des Assemblées Citoyennes²² (UAC). Ce groupe est formé de dizaines d'assemblées citoyennes et de groupes de défense de l'environnement à travers le pays et reprend le même schéma d'organisation horizontal inspiré de la démocratie directe. Tour à tour, les sections provinciales organisent le rassemblement national biennuel. L'UAC s'intéresse à des thèmes socio-environnementaux variés dont les principaux sont l'industrie minière à grande échelle, l'exploitation pétrolière et la *sojisation*²³. Pour eux, un seul et même combat est à mener: contrer les pratiques extractivistes basées sur la surexploitation intensive des ressources naturelles non renouvelables. La participation à l'UAC permet une meilleure visibilité des luttes locales et la coordination d'actions à l'échelle nationale. Par exemple, des blocages de routes avaient été organisés simultanément tout au long de la cordillère des Andes, dans toutes les zones touchées par les effets négatifs des mégaprojets miniers.

²² Traduction libre de *Unión de Asambleas Ciudadanas*

²³ La *sojisation* est le nom donné à la prolifération de la monoculture du soja génétiquement modifié en Argentine (Lacombe, 2012)

3.9 Une empreinte socioterritoriale importante

Au cours de ce chapitre, nous avons abordé les changements apportés au secteur minier en Argentine et dans la province de Catamarca au cours des 20 dernières années. Nous avons vu que grâce à une nouvelle législation favorable, l'industrie a pu facilement prendre son envol dans le NOA, zone périphérique de l'Argentine. Le véritable boom minier que vit cette région laisse cependant d'importantes empreintes socioterritoriales. En effet, le climat social s'est rapidement détérioré dès le début des années 2000, pour atteindre son paroxysme en février 2010. C'est depuis un climat conflictuel qui règne à Andalgalá où les relations sont difficiles entre l'Assemblée de l'Algarrobo et les acteurs de l'industrie minière et du gouvernement. D'autre part, la population craint que l'environnement et, notamment, la qualité de l'eau et de l'air ne soient affectés de façon irrémédiable.

Le mouvement social fort qui prend place à Andalgalá et dont les femmes sont des protagonistes importantes s'insère dans un contexte de luttes socio-environnementales d'une grande ampleur en Argentine et dans le reste de l'Amérique latine. La lutte a beaucoup évolué depuis les années 1990, les préoccupations principalement économiques ayant laissé place à un rejet du modèle extractiviste porté par l'industrie minière moderne. Nous procédons, dans le chapitre suivant, à l'analyse des données recueillies lors de notre séjour de recherche dans la province de Catamarca, ce qui nous permet de montrer que le développement de mégaprojets miniers entraîne une multitude de transformations socioterritoriales qui affectent la population locale à différents égards.

CHAPITRE IV :

TRANSFORMATIONS SOCIOTERRITORIALES ET IDENTITAIRES DANS LA PROVINCE DE CATAMARCA

Au cours de ce quatrième chapitre, nous présenterons les résultats de notre enquête par entrevues réalisée en Argentine entre les mois de juin et d'octobre 2013. Ces entrevues abordent principalement les perceptions des Andalgalenses au sujet de la qualité de vie et de l'attachement ressenti envers leur département, les transformations socioterritoriales et économiques entraînées par le développement du mégaprojet minier à proximité de leur ville, ainsi que les effets de ce mégaprojet en termes de genre.

Afin de rendre compte de ces résultats, nous procéderons en quatre étapes. Premièrement, nous traiterons du sentiment d'appartenance, de la situation des femmes et de l'accès et la qualité des services publics. Cela nous permettra de réaliser une certaine caractérisation de l'identité et de la qualité de vie à Andalgalá. Deuxièmement, nous nous pencherons sur les différentes positions défendues face à l'industrie minière en détaillant les perceptions des différents acteurs interrogés par rapport aux retombées économiques, sociales et environnementales. En traitant des possibilités d'emplois créés par l'industrie minière, nous nous intéresserons aux rôles qu'occupent les femmes au sein de l'industrie minière. Troisièmement, nous aborderons les changements apportés à la gouvernance territoriale au cours des dernières décennies, en soulignant l'implication de l'industrie minière dans les différents processus décisionnels, notamment à travers la politique de RSE. Nous terminerons en abordant l'action collective qui s'est mise en place pour contrer les effets négatifs du développement minier en accordant une importance particulière au leadership ainsi qu'à l'empowerment des femmes.

4.1 Un sentiment d'appartenance fort

D'entrée de jeu, il est intéressant de constater que les Andalgalenses sont très attachés à leur département ainsi qu'à leur province, indépendamment de leur position face au développement minier. En effet, qu'ils soient pro projets miniers ou anti projets miniers, toutes les personnes interrogées nées dans la région ont affirmé qu'elles ne voudraient vivre dans aucun autre lieu, quel qu'il soit. Plusieurs ont choisi de rester, malgré le fait qu'ils aient déjà eu des offres d'emplois mieux rémunérés dans d'autres provinces ou villes de l'Amérique latine. La position de la forte majorité des personnes interrogées se résume donc ainsi :

A mí me sacan de acá, me matan. Me siento orgulloso de haber nacido, de haberme criado acá. He vivido con mis padres, hemos tenido una familia grande de seis hermanos. (...) Es un lugar a mi medida. Es mi identidad, mi sentimiento de pertenencia a Andagalá es irrenunciable, por una cuestión de identidad más que nada²⁴. (Entrevue 14, avec un représentant de la classe d'affaire)

Cet extrait montre l'intensité de l'attachement qui est exprimé envers le lieu. Les familles d'Andagalá sont pour la plupart ancrées sur le même territoire depuis plusieurs générations. La petite taille du centre urbain et de sa population (14 000 habitants) a contribué à créer un sentiment d'appartenance fort. Lors de nos entrevues, sept personnes ont fait mention de leur aversion pour les grandes villes où elles ne se sentent pas bien à cause de la pollution atmosphérique, de l'agitation et de l'anonymat. Les attributs associés à Andagalá sont plutôt la tranquillité, le contact avec la nature et la beauté des paysages : « ...para mí es ideal vivir en una zona así porque es una mezcla de pueblo con ciudad y con

²⁴ Si vous m'enlevez d'ici, vous me tuez! Je suis fier d'être né et d'avoir été élevé ici. J'ai vécu avec mes parents, nous sommes une grande famille avec six enfants. C'est un endroit à ma taille. C'est mon identité, mon sentiment d'appartenance à Andagalá est profond, pour une question d'identité plus que tout. (Traduction libre)

paisajes, naturaleza, tranquilidad. No cambiaría por nada. »²⁵ (Entrevue 23, avec un étudiant en tourisme). Cet attachement fort est utilisé à la fois comme argument contre l'industrie minière (car il faut protéger l'intégrité du territoire), et à la fois pour l'industrie minière (car la seule façon de se maintenir à Andalgalá est d'exploiter les ressources de ses montagnes). Nous y reviendrons plus loin.

4.1.1 Différences intergénérationnelles

Le sentiment d'appartenance, qui est si fort chez les adultes, semble l'être beaucoup moins chez la jeune génération. La jeunesse d'Andalgalá semble effectivement être un groupe particulièrement affecté par les changements du climat socioéconomique des dernières décennies. À l'inverse, c'est un exode des jeunes vers les différents centres urbains du pays qui s'observe, comme l'exprime cet homme d'affaires : « Yo quiero que Andalgalá se desarrolle, que los chicos de Andalgalá no tienen ansiedad de irse. Yo quiero que los chicos de Andalgalá se queden acá y que trabajen, que encuentran trabajo. »²⁶ (Entrevue 14, avec une employée du projet *Agua Rica*). Cette volonté qu'ont les jeunes de partir est expliquée de différentes façons par les acteurs interrogés.

D'abord, comme le suggère l'extrait précédent, il y a le manque de débouchés sur le marché du travail. Une partie des jeunes se voit forcée de partir chercher un emploi ailleurs, les possibilités étant trop restreintes localement. Dans le même ordre d'idées, beaucoup de jeunes quittent afin de poursuivre leurs études dans des domaines spécialisés qui ne sont pas accessibles à Andalgalá. Une fois diplômés, ils choisissent rarement de revenir s'y installer, faute de débouchés (Entrevue 16, avec un représentant de la classe d'affaires). Cette décision serait

²⁵ Je n'ai jamais vu d'autres endroits comme ici, pour moi c'est idéal de vivre dans une zone comme celle-ci parce que c'est un mélange de villages, de villes, de paysages, de nature et de tranquillité. Je ne changerais pour rien au monde. (Traduction libre)

²⁶ Je veux qu'Andalgalá se développe, que les jeunes d'ici ne soient pas anxieux de partir. Je veux que les jeunes restent ici et qu'ils travaillent, qu'ils réussissent à trouver du travail. (Traduction libre)

aussi motivée, selon certains, par le climat social très tendu qui règne à Andalgalá et que cherche à fuir la jeune génération. C'est l'avis d'un militant de l'Assemblée de l'Algarrobo dont trois des quatre enfants ont choisi de vivre dans diverses villes du pays. Ils soutiennent qu'ils ne souhaitent pas vivre le même enfer que leurs parents impliqués dans l'Assemblée (Entrevue 12, avec un militant de l'Assemblée). Une autre piste de réflexion amenée par un étudiant en tourisme engagé en politique, c'est que la jeunesse est le groupe social le plus délaissé par la politique. Puisqu'ils n'ont pas l'âge légal pour voter, ils n'attireraient pas beaucoup l'attention des élus. Ainsi, les jeunes ne trouvent pas leur compte à Andalgalá où il manque, par exemple, d'infrastructures de loisirs et sportives (Entrevue 23, avec le Secrétaire du tourisme). Attirés par les possibilités offertes par les centres urbains, beaucoup décideraient de quitter.

Voilà différentes raisons avancées pour expliquer l'exode des jeunes. Il faut savoir que ce problème est assez généralisé en Argentine, particulièrement dans les zones rurales, mais aussi dans les centres urbains où beaucoup de jeunes choisissent de quitter le pays afin de tenter leur chance en Espagne, en Italie ou aux États-Unis. La province de Catamarca, où le taux de chômage est le plus important au pays, est l'une des plus touchées par le processus d'exode rural. (Guibert et Sili, 2011)

4.1.2 Situation des femmes

Après les jeunes qui sont désavantagés par rapport aux adultes, le groupe social des femmes l'est par rapport à celui des hommes. En discutant de la situation des femmes à Andalgalá, la plupart des gens rapportent que les inégalités sont fortement ancrées dans la culture. Les personnes interrogées, hommes et femmes, soutiennent que le NOA est effectivement une région particulièrement machiste de l'Argentine. Les gens parlent de leur région comme étant traditionnelle et même relativement fermée en ce qui a trait à l'égalité de genre. Cette femme

résume en toute franchise l'opinion recueillie chez la plupart des femmes interrogées :

En Andalgalá es completamente desigual la mujer. Andalgalá tiene la concepción de que el hombre es dios y la mujer es el gusano. Hay mucha desigualdad, el hombre es machista, se alcoholiza, es golpeador, es torpe, no es el caballero que va a abrir la puerta para que la dama pase, es una sociedad bien machista, bien machista.²⁷ (Entrevue 17, avec une employée du projet *Agua Rica*)

Plusieurs personnes interviewées, comme c'est le cas de l'extrait qui précède, soulèvent des problèmes sociaux reliés aux relations hommes/femmes. En effet, les problèmes liés à l'alcoolisme, répandu principalement chez les hommes, ainsi que la violence conjugale sont choses courantes. Les propos qui concernent la situation des femmes sont cependant plus contrastés. Selon les enseignants interrogés, les filles ont plus de détermination à l'école et plus d'aspirations pour leur avenir (Entrevue 19). Cela s'expliquerait par une volonté plus importante que celle des garçons de s'affranchir et de devenir indépendantes sur le plan financier :

En muchos casos he visto las mujeres como más motivadas, como más en una busca de progresar, creo que por eso de la independencia, de ser autónomas, de no depender de un hombre (...) Pero también estoy viendo cada vez más mamás adolescentes. Se ha incrementado muchísimo el número de chicas que, inclusive sin terminar su ciclo secundario, comienzan a formar su familia.²⁸ (Entrevue 20, avec une femme d'affaires et enseignante retraitée)

D'un autre côté, malgré le fait que les femmes ont plus de motivation et qu'elles sont plus travaillantes, plusieurs personnes soulignent aussi qu'elles voient de plus

²⁷ À Andalgalá c'est complètement inégal pour la femme. Ici la conception est que l'homme est Dieu et la femme une moins-que-rien. Il y a beaucoup d'inégalités, l'homme est machiste, il est alcoolique, violent, bête, ce n'est pas le gentilhomme qui ouvre la porte pour que la dame passe. C'est une société bien machiste, bien machiste. (Traduction libre)

²⁸ Dans plusieurs cas j'ai vu les femmes plus motivées, avec plus de volonté de progresser, je crois que c'est pour l'indépendance, pour être autonomes, ne pas dépendre d'un homme. Mais je vois aussi de plus en plus de jeunes filles mères. Il y a une augmentation importante du nombre de filles qui démarrent une famille avant même de terminer le secondaire. (Traduction libre)

en plus de jeunes filles enceintes et de jeunes filles mères alors qu'elles n'ont pas terminé le niveau secondaire. Cela découlerait à la fois d'un manque d'information et d'ouverture d'esprit, ce qui se solderait par un difficile accès aux moyens de contraception qui sont pourtant légaux en Argentine. Un autre élément qui entre en jeu selon plusieurs intervenants, ce sont les politiques du gouvernement qui sont avantageuses pour les jeunes filles mères, mais qui favorisent une dépendance à l'État plutôt qu'une responsabilisation des individus (Entrevues 1 et 2, avec le directeur de la clinique médicale et les représentantes de l'ONG Huarmi). En effet, plusieurs intervenants parlent des plans sociaux du gouvernement comme étant une motivation pour avoir des enfants et ainsi toucher le revenu garanti par l'État. Bien que les politiques sociales favorisent le soutien financier des familles, elles devraient, selon plusieurs, être accompagnées de programmes qui misent sur l'achèvement des études et l'insertion sur le marché du travail.

On parle finalement des femmes comme des êtres courageux : « Siempre fueron más las mujeres, tienen una actitud bastante más combativa que los hombres. Supongo que es natural en la mujer el hecho de estar al lado de su marido, de sus hijos (...) para protegerlos. »²⁹ (Entrevue 7, avec un militant de l'Assemblée). Les femmes sont fortement associées à la sphère domestique et à la famille, mais on leur confère aussi un important rôle de protectrices face à leurs enfants et à leur mari. Les femmes du NOA ont exercé historiquement un leadership important au sein des communautés, mais leur rôle en est toujours resté un de second plan, toutes les positions officielles et influentes revenant aux hommes. Les femmes jouent donc un rôle important tout en restant dans l'ombre. Nous reviendrons à ce thème lorsque nous aborderons le rôle des femmes dans le mouvement social.

²⁹ Les femmes ont toujours eu une attitude beaucoup plus combative que les hommes. J'imagine que c'est naturel pour les femmes le fait d'être aux côtés de son mari, de ses enfants, pour les protéger. (Traduction libre)

4.2 Services publics et infrastructures

Après avoir traité du sentiment d'appartenance au territoire et des situations plus spécifiques des jeunes et des femmes à Andalgalá, nous nous intéressons ici aux perceptions de la qualité de vie des personnes interrogées. C'est à travers l'accès et aux services et infrastructures publics à Andalgalá que nous abordons cette thématique. Ces propos ont été recueillis afin de mieux comprendre le contexte social et le mode de vie des Andalgalenses. Nous débuterons avec le système de santé, nous poursuivrons avec le système d'éducation, puis avec les infrastructures publiques.

4.2.1 Accès et qualité des services publics : la santé

Le système de santé argentin est un système à deux vitesses. Il y a d'une part le système public accessible et gratuit pour tous et d'autre part le système privé dont bénéficient principalement les travailleurs munis d'assurances, ainsi que leurs familles. Or, ce qui se dégage principalement des entrevues, toutes positions politiques confondues, c'est que le système public n'est pas aussi accessible dans la réalité qu'il le devrait. Le directeur d'une des deux cliniques privées d'Andalgalá affirme que la santé n'intéresse pas le monde politique et soulève deux problèmes majeurs. Premièrement, il manque cruellement d'équipements et de personnel médical à Andalgalá. Deuxièmement, puisque les soins pouvant être prodigués sur place sont très limités, les patients sont envoyés à Catamarca pour la moindre blessure ou pour tout besoin spécifique :

Políticamente, el sistema de salud no es algo que interese. (...) Entonces alguien que necesita una tomografía tiene que hacer 240 km para ir a Catamarca y hay lugares que son mucho más alejados y con caminos difíciles de llegar. Por ejemplo te doy una idea: acá yo luché para tener una diálisis renal, y la gente iba, salía a las dos de la mañana en micro, y volvió

a la 9 de la noche. Y si alguna vez viste alguien que sale de diálisis: salen mal.³⁰ (Entrevue 1, avec le directeur de la clinique médicale)

Ce docteur raconte avoir lutté plusieurs années pour obtenir l'appareillage nécessaire afin de pouvoir faire des dialyses sur place. Cependant, selon lui, il manque encore beaucoup d'équipement médical à Andalgalá. Le fait qu'une partie importante des patients soit envoyée à Catamarca cause plusieurs problèmes, notamment, une surcharge de patients pour l'hôpital public de la capitale. De plus, les 240 km de route en ambulance doivent se faire aux frais du patient et de la personne qui l'accompagne. Si les soins offerts à l'hôpital public sont gratuits, des frais sont encourus pour le transport et l'hébergement dans la capitale, ce qui en réduit d'autant plus l'accessibilité.

Aussi, toutes les personnes qui résident dans des villages plus éloignés doivent d'abord se rendre à Andalgalá où se trouve l'unique ambulance, puis parcourir les 240 km jusqu'à Catamarca. Si ce docteur a dû faire pression afin d'obtenir l'équipement pour faire des dialyses à Andalgalá, une ONG de femmes nommé Huarmi (ce qui signifie « femme » en langue quechua) a dû faire la même chose afin d'avoir l'appareil qui permet de réaliser des mammographies. Cet appareil a finalement été donné par l'entreprise minière dans le cadre du programme de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) (Entrevue 2, avec les représentantes du groupe de femmes Huarmi). Cependant l'obtention de l'appareil n'était pas le plus grand des soucis :

El tema del acceso a los servicios públicos es limitado. Tienes un hospital que tiene aparatos nuevos pero no tiene personal que lo maneje. (...) Acá tienes un mamógrafo nuevo y todavía no tienes la tinta para imprimir los informes y sacar... y es ridículo en el fondo porque puedes tener la infraestructura pero no tienes por parte del gobierno la gana de decir: "Che

³⁰ Le système de santé n'est pas quelque chose qui intéresse la politique. Alors si quelqu'un a besoin d'une tomographie, il doit faire 240 kilomètres pour aller à Catamarca et il y a des endroits qui sont beaucoup plus éloignés qu'Andalgalá, avec des chemins très difficiles d'accès. Par exemple, je te donne une idée : j'ai lutté pour avoir ici un appareil pour la dialyse rénale car les gens partaient à 2 heures du matin en bus et ils revenaient à 9 heures le soir. Et si tu as déjà vu quelqu'un qui sort d'une dialyse : ils ne se sentent pas bien. (Traduction libre)

pongamos un especialista que atienda en Andalgalá, Belén, Pomán y haga mamografía.”³¹ (Entrevue 16, avec une employée du projet *Agua Rica*)

Comme l’illustre cet extrait, il ne suffit pas d’avoir l’appareil nécessaire à Andalgalá, il faut aussi s’assurer d’avoir tous les éléments nécessaires ainsi que le personnel ayant la formation pour utiliser l’appareil et en interpréter les résultats. C’est le genre de problème dont on entend beaucoup parler à Andalgalá et cela transparaît dans les entrevues.

Figure 4.1 : Nouvel hôpital en construction



Photo : Annie Lamalice, juillet 2013

Les résidents sont bien conscients des problèmes du système de santé puisque beaucoup d’entre eux y ont vécu de mauvaises expériences. Leur perception du système de santé est donc assez négative comme le résume bien cette femme :

En la cuestión de salud, es el peor de los aspectos que tenemos en Andalgalá. Porque tenemos un hospital público que no cuenta con especialistas, solo tiene médicos clínicos, algún cardiólogo porque son de acá, una sola persona que hace por ejemplo anestesia. (...) Ninguna duda, el aspecto peor que tenemos acá es la salud. El hospital no tiene remedios, por ejemplo la gente cuando tiene que ir derivado debe pagar el combustible, la

³¹ L’accès aux services publics est limité. Il y a un hôpital avec des appareils neufs, mais personne qui ne sait les utiliser. Ici il y a un appareil à mammographie neuf sauf qu’il manque encore l’encre ou je ne sais quoi pour imprimer les résultats... c’est ridicule au fond parce que tu peux avoir l’infrastructure, mais le gouvernement n’a pas la volonté de mettre un spécialiste à Andalgalá, Belén, Pomán, qui fait des mammographies... (Traduction libre)

familia debe pagar el combustible de la ambulancia, y a veces una enfermera para que acompañe.³² (Entrevue 9, avec une militante de l'Assemblée)

Comme nous l'observons, le système de santé n'inspire pas confiance aux citoyens d'Andalgalá, c'est plutôt un sentiment pessimiste qui se dégage des entrevues. Tous les commentaires recueillis sur le système de santé laissent en effet transparaître des inquiétudes quant au nouvel hôpital dont la fin de la construction est prévue pour 2014. Construite par la minière, cette nouvelle infrastructure fait l'objet de craintes quant à l'efficacité, puisque beaucoup de spécialistes et d'équipements manquent depuis longtemps dans l'ancien hôpital. Ils espèrent que les investissements nécessaires accompagneront le nouvel édifice, pour ne pas se retrouver avec une coquille vide.

4.2.2 Accès et qualité des services publics : l'éducation

L'éducation en Argentine est publique, gratuite et obligatoire jusqu'à la fin du niveau secondaire, que les jeunes atteignent normalement à 17 ans (Unicef, 2010). À travers les entrevues, nous observons que la forte majorité des personnes sont satisfaites du système scolaire pour les niveaux primaire et secondaire. Par contre, lorsque l'on arrive aux études postsecondaires (appelées « tertiaires » en Argentine), de nombreux problèmes sont soulevés. Il faut d'abord savoir que ce niveau est divisé entre les formations techniques et les études universitaires. À Andalgalá, il y a un Institut d'Études Supérieures (IS), mais pas d'université. Les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études après le secondaire doivent donc choisir un des programmes offerts à l'IS, ou quitter Andalgalá vers une ville offrant l'enseignement universitaire. Cette dernière option est possible seulement pour les jeunes issus de familles suffisamment aisées, car si l'accès à l'université

³² La santé est le pire des aspects que nous avons à Andalgalá. Nous avons un hôpital public où il n'y a pas de spécialistes, seulement des médecins généralistes, un ou deux cardiologues qui viennent d'ici et un seul anesthésiste. (...) L'hôpital n'a pas de médicaments, quand les gens sont envoyés à Catamarca ils doivent payer le combustible, la famille doit payer le combustible de l'ambulance et parfois une infirmière pour qu'elle accompagne. (Traduction libre)

est gratuit, les étudiants doivent tout de même se loger, se nourrir et se déplacer à leurs frais. Il y a donc des lacunes dans l'accessibilité aux études universitaires.

Un autre problème concerne les jeunes qui demeurent à Andalgá et qui souhaitent poursuivre leurs études à l'IS. Ce dernier offre uniquement des programmes en enseignement, ce qui limite fortement les possibilités de carrière. Ce problème est décrit par une travailleuse du projet *Agua Rica*, aussi mère d'un jeune adolescent :

Hay un exceso de docentes. Aquí hay un IS. Las únicas carreras que tienes son: profesor de lengua, profesor de historia, profesor de matemática, profesor de tecnología, profesor de economía... Yo te digo no me pude ir a estudiar cuando era joven a la universidad porque mi mamá era empleada doméstica. Y era imposible que mi madre me mandara a la universidad y me pagara un departamento para que me fuera a estudiar a fuera. Que alternativas tienes como educación? El IS... y bueno que quieres hacer? profesor de tal cosa, profesor...! Yo soy profesora de economía, somos 40 los que hemos ingresado, solo 2 de los 40 están trabajando porque hay superpoblación de docentes.³³ (Entrevue 16, avec une employée du projet *Agua Rica*)

Comme notre interviewée l'explique bien, le principal problème des formations offertes à l'IS est le manque de variété : la seule issue possible est de devenir professeur pour les niveaux primaire et secondaire et l'offre de formation est pratiquement la même depuis la fondation de l'IS en 1983. Il y a donc une surpopulation de professeurs et pas d'offres de nouveaux programmes qui auraient pu, par exemple, favoriser l'emploi de plus de résidents locaux par l'entreprise minière. Les diplômés qui ne trouvent pas d'emploi se voient dans l'obligation de quitter Andalgá ou de trouver un emploi dans un autre domaine, ce qui n'est pas nécessairement aisé considérant le fort taux de chômage. En effet, le chômage peut toucher jusqu'à un tiers de la population dans les localités rurales de la

³³ Il y a un excès d'enseignants. Ici il y a l'IS et les seuls programmes offerts sont : professeur de langue, professeur d'histoire, professeur de mathématique, professeur de technologie, professeur d'économie... Comme je t'ai dit je n'ai pas pu aller étudier quand j'étais jeune parce que ma mère était employée domestique. Et c'était impossible qu'elle m'envoie à l'université, qu'elle me paie un appartement pour que je puisse étudier. Quelle alternative j'avais? L'IS... et quoi choisir? Professeur de quelque chose! Je suis professeure d'économie. Sur les 40 diplômés de mon année, 2 personnes ont trouvé un emploi à Andalgá parce qu'il y a une surpopulation de professeurs. (Traduction libre)

province de Catamarca telles qu'Andalgalá (Veneranda, 2012). Cette situation est sans doute favorable à l'exode des jeunes, phénomène soulevé par plusieurs acteurs interrogés.

4.2.3 Infrastructures publiques

Contrairement aux réponses assez homogènes concernant la santé et l'éducation, celles concernant la qualité des infrastructures publiques présentent certaines divergences entre ceux qui appuient et ceux qui rejettent le modèle extractiviste. Les premiers, s'ils soulèvent les grandes défaillances des infrastructures routières, notamment, ont tendance à mettre l'accent sur les changements positifs qui sont imputables à la venue des grands projets miniers. Les seconds décrivent davantage les projets qui n'ont pas été réalisés et des infrastructures défaillantes.

Parmi les points positifs soulevés par les pro projet minier, il y a l'arrivée de la fibre optique qui a été enfouie avec le pipeline ainsi que l'amélioration du service de téléphonie. L'électricité présenterait une meilleure stabilité qu'avant grâce à la ligne de haute tension construite par Minera Alumbraera pour alimenter adéquatement son projet. Finalement, ils énumèrent les projets d'infrastructures réalisés grâce à l'apport financier d'Andalgalá : la construction d'un réseau d'égouts dans une partie de la ville, la construction du terminal d'autobus et celle du nouvel hôpital :

Andalgalá tiene 356 años, hace 4 años se pusieron cloacas... Estuvimos más de 350 años sin cloacas... Es un adelanto muy importante, tenemos una terminal nueva, muy linda la terminal, se han hecho muchos kilómetros de veredas (...) ahora se está repavimentando, cosa que sería impensable sin el aporte de la industria minera.³⁴ (Entrevue 4, avec un professeur en ingénierie minière)

³⁴ Andalgalá a 356 ans, cela fait 4 ans que nous avons un système d'égouts. Nous sommes restés 350 ans sans égouts. C'est une avancée très importante. Nous avons un nouveau terminal d'autobus qui est très beau, il s'est construit plusieurs kilomètres de trottoirs (...) maintenant ils sont en train de repaver des routes, ce sont toutes des choses qui seraient impensables sans l'apport de l'industrie minière. (Traduction libre)

Cet extrait résume bien la vision des gens pro mines qui soutient que l'industrie minière a permis une certaine modernisation des infrastructures publiques. À cela, les militants de l'Assemblée répondent en insistant sur l'absence ou l'insuffisance de ces infrastructures. S'ils reconnaissent qu'il était grand temps de se doter d'un système d'égouts, ils soulèvent aussi que c'est seulement le quadrilatère central de la ville qui en a été doté et que le reste du territoire en est encore dépourvu. En outre, c'est la déficience du système de transport qui revient le plus souvent dans les entrevues. Comme nous l'avons souligné au troisième chapitre, les voies de communication initialement prévues avec l'arrivée de Minera Alumbraera n'ont pas été construites. L'extrait d'une entrevue avec un militant de l'Assemblée exprime la frustration ressentie par rapport à la déficience des infrastructures disponibles :

La falta de infraestructura también es algo que hace que la calidad de vida y que es muy atrasada por esta región, en la salud, en la educación, en los servicios básicos como puede ser el tema de cloacas, el tema de agua potable, el tema de electricidad, las vías de comunicaciones hacia Andalgalá también es algo que es muy atrasado. Tenemos solo una ruta pavimentada que llega a Andalgalá y mientras que hay cinco rutas alternativas para comunicar con otros departamentos o provincias que no están asfaltadas por lo tanto no hay la posibilidad de un tráfico fluido de mercadería, de personas, o que hagan el turismo. En esto estamos bastante atrasados.³⁵
(Entrevue 7, avec un militant de l'Assemblée)

Comme le soulève l'extrait précédent, l'absence d'un réseau routier conséquent est à la source d'autres manques, notamment dans les infrastructures touristiques. En effet, ils sont nombreux à souligner qu'Andalgalá possède beaucoup d'aménités naturelles et culturelles en mesure d'attirer des touristes, mais que cette possibilité est bloquée par la difficulté à se rendre à Andalgalá. Cela est notamment ressorti de l'entrevue réalisée avec le Secrétaire du tourisme du

³⁵ Le manque d'infrastructures est un élément qui fait que la qualité de vie est basse dans cette région en ce qui a trait à la santé, à l'éducation, pour les services de base comme les égouts, l'eau potable, l'électricité et aussi les voies de communication pour se rendre à Andalgalá. Tout ça est bien en retard. Nous avons une seule route pavée, tandis que cinq autres routes ne le sont pas, ce qui nous empêche d'avoir des échanges fluides de marchandises, de personnes ou encore pour le tourisme. Nous sommes très en retard. (Traduction libre)

département d'Andalgalá. Nous reviendrons sur ce thème avec plus de détails dans une section subséquente.

Finalement, le chemin de fer est une infrastructure dont les Andalgalenses parlent avec beaucoup de nostalgie. Il a arrêté de fonctionner suite à la privatisation des compagnies ferroviaires dans les années 1990 sous le gouvernement de Menem (Felder, 2011). L'entreprise minière avait promis qu'il serait remis en fonction et utilisé pour le transport du minerai jusqu'à Rosario. Une cérémonie avait été organisée en 1995 et un train était entré dans la gare d'Andalgalá pour la première fois depuis l'abolition de ce parcours. Il n'a cependant plus jamais fonctionné par la suite, ce qui a déçu une bonne part de la population comme le laissent transparaître les paroles de ce militant de l'Assemblée :

Tenía muy pocos años de edad cuando vi el tren venir en 1995, el regreso del tren a Andalgalá que venía con el motivo este de poder ser el medio de transporte necesario para poder llevar los minerales por vía terrestre hacia el puerto de Rosario y en Rosario embarcarse. En 1995 pasa eso, dos años más tarde se abre, comienza la explotación y la producción de Minera Alumbraera y el tren nunca más funciona.³⁶ (Entrevue 10)

Pour conclure cette première section, soulignons que certains promineiros interrogés s'accordent avec les antimineiros pour dire que les infrastructures routières et touristiques sont déficientes et que cela représente un frein important pour le développement socioéconomique du département.

³⁶ J'étais très jeune quand j'ai vu le train venir en 1995, le retour du train à Andalgalá était prévu pour permettre le transport du minerai jusqu'au port de Rosario. En 1995 le train est venu, deux ans plus tard l'exploitation du projet Minera Alumbraera a commencé et le train n'a plus jamais fonctionné. (Traduction libre)

4.3 Position face au développement minier

Comme nous l'avons expliqué au chapitre 2, notre échantillon est composé de 10 personnes opposées au développement des projets de mines à ciel ouvert, de 12 personnes en faveur ainsi que de 3 personnes neutres. Au cours des pages suivantes, nous précisons les différents points de vue mis de l'avant par ces sous-classes de l'échantillon.

Parmi les personnes s'opposant aux projets miniers à ciel ouvert, il y a peu de divergences entre les opinions exprimées. Trois raisons principales sont évoquées pour rejeter le modèle extractif. Premièrement, la plus répandue est celle basée sur l'environnement. La contamination de l'eau et de l'air ainsi que l'épuisement des sources d'eau potable sont les principales critiques à ce niveau. Deuxièmement, après 17 ans d'exploitation, les améliorations importantes pour contrer le haut taux de chômage et la pauvreté chronique se font encore attendre. Finalement, il y a le lien de confiance qui a été complètement rompu entre la population et la compagnie minière, puisqu'aucune des promesses initiales en termes de création d'emplois et de construction d'infrastructures n'a été accomplie. Indirectement, le lien de confiance envers l'État a aussi été affecté, ce dernier entretenant des liens étroits avec les minières.

Parmi les répondants qui se positionnent en faveur du développement des projets miniers à ciel ouvert, il y a deux grands types de réponse. D'abord, il y a ceux qui approuvent à 100 % les méthodes employées par Minera Alumbra et les résultats encourus. Ce point de vue est généralement défendu ainsi: « Nosotros, la única oportunidad que tenemos de desarrollarnos es a través de la minería porque tenemos un 80% de montañas y bueno tenemos que aprovechar lo que hay en ella para poder desarrollar ese dinero que provee la minería. »³⁷ (Entrevue 4, avec un

³⁷ La seule opportunité que nous avons pour nous développer c'est à travers l'industrie minière parce que notre territoire est composé à 80 % de montagnes et qu'il faut savoir tirer avantage des richesses qu'elles renferment afin de pouvoir se développer grâce à l'argent que fournit la minière. (Traduction libre)

professeur en ingénierie minière) Le développement des projets miniers à ciel ouvert est présenté comme la seule solution pour la survie économique de la région, le climat ne permettant pas selon eux la mise sur pied d'autres activités productives. Puis, le second type de réponse en faveur de l'industrie minière est nuancé par de nombreuses réticences par rapport aux promesses qui n'ont pas été accomplies, notamment en termes d'emploi :

Yo soy a favor de la minería, pero sinceramente lo que he podido ver durante todos estos años que yo vivo en Andalgala... no he visto mucho progreso de nada. No hay trabajo, eso es lo fundamental. No hay trabajo... hay trabajos para muy pocos y el resto, tenemos que hacer lo que podemos. Para un grupo reducido de gente, tienen una buena calidad de vida. Y para el resto de la población, tenemos una vida de mucho sacrificio... de mucho sacrificio³⁸. (Entrevue 3, avec une employée publique et mère monoparentale)

Cette mère monoparentale appuie l'industrie minière en nourrissant l'espoir d'y trouver un jour un emploi, tout en étant de plus en plus désabusée par rapport à l'absence de possibilités depuis les 17 dernières années. Plusieurs personnes qui appuient l'industrie minière, mais de façon modérée défendent aussi ce type de position.

Finalement, les trois intervenants « neutres » sont ceux qui n'ont pas révélé leur point de vue face au développement minier parce que les entrevues étaient plutôt orientées vers des sujets précis qui les concernaient : la situation des femmes dans le département d'Andalgala en ce qui a trait aux représentantes de l'ONG Huarmi, et l'évolution du secteur touristique à Andalgala en ce qui concerne le secrétaire du tourisme. Les femmes de Huarmi ont cependant exprimé leur souhait de voir l'industrie minière mieux encadrée, autant sur le plan de l'environnement que celui de l'économie. Les différentes positions adoptées par les acteurs interrogés

³⁸ Je suis en faveur de la mine, mais sincèrement ce que j'ai pu voir durant toutes ces années à Andalgala... Je n'ai pas vu beaucoup de progrès. Il n'y a pas de travail et ça, c'est fondamental. Il y a du travail pour quelques-uns et tout le reste, nous faisons ce que nous pouvons. Un groupe de gens très réduit a une bonne qualité de vie. Et pour tout le reste de la population, nous avons une vie de sacrifices, de beaucoup de sacrifices. (Traduction libre)

seront approfondies de façon thématique au cours des pages suivantes, à travers les retombées économiques, sociales et environnementales.

4.4 Retombées économiques et répartition géographique

Nous abordons ici les effets économiques de l'industrie minière principalement sur le territoire de la province de Catamarca et du département d'Andalgalá en débutant par les retombées positives. Nous nous intéresserons ensuite aux retombées négatives puis à la répartition de tous ces effets économiques sur le territoire. Nous verrons qui bénéficie réellement de l'industrie minière et qui en subit les conséquences négatives.

Le discours officiel soutient que l'industrie minière a non seulement créé beaucoup d'emplois pour la main-d'œuvre locale, mais que chaque emploi direct permet aussi de créer 5 emplois indirects, comme le fait valoir ce représentant du projet *Bajo la Alumbreira* :

El impacto en las áreas de influencia de la minería fue positivo para mí sobre todo con Alumbreira porque se generaron muchas oportunidades para la gente de la zona, se hicieron muchos aportes, se capacitó mucho, se toma mucha mano de obra local y esa gente pudo romper con su realidad que es una realidad difícil de vivir en el oeste de Catamarca.³⁹ (Entrevue 18, avec un chargé des communications au sein du projet *Bajo la Alumbreira*)

Ainsi, selon notre répondant de Minera Alumbreira, l'apport économique de l'industrie minière aurait été suffisamment significatif pour permettre à la population de rompre avec la « dure réalité de l'ouest de Catamarca ». Rappelons que durant la phase de construction des infrastructures pour le projet *Bajo la Alumbreira* entre 1995 et 1997, environ 4000 emplois avaient été créés. Cependant, depuis la fin de la construction, le nombre d'emplois dans le département d'Andalgalá pour ce projet varie entre 50 et 100. De plus, le projet

³⁹ L'impact dans les aires d'influence de la mine a été positif particulièrement avec Minera Alumbreira parce qu'il y a eu beaucoup d'opportunités pour les gens de la zone, il y a eu beaucoup d'apports, de formation, l'entreprise engage beaucoup de main d'œuvre locale et tous ces gens ont pu rompre avec leur réalité car c'est une dure réalité de vivre dans l'ouest de Catamarca. (Traduction libre)

Agua Rica a installé son bureau à Andalgalá, ce qui a généré 100 emplois additionnels. Les personnes qui bénéficient des retombées économiques sont donc seulement ces 150-200 employés et leurs familles ainsi que quelques fournisseurs qui ont eu des opportunités d'affaires avec Minera Alumbreira. Les salaires offerts au sein du projet *Bajo la Alumbreira* sont supérieurs à la moyenne des revenus de la région (Entrevue 18 avec un chargé des communications au sein du projet Minera Alumbreira). Le salaire moyen est de 16 000 \$ US par année dans le projet *Bajo la Alumbreira* (Machado Aráoz, 2009). Les salaires offerts au sein du projet *Agua Rica* sont beaucoup moins élevés puisqu'il en est toujours à l'étape d'exploration. Les salaires offerts dans un projet minier de grande envergure dépendent en effet de l'étape de production. Les retombées économiques positives à l'échelle locale sont donc principalement les emplois créés et le fait que les salaires sont dépensés dans les commerces d'Andalgalá (Entrevue 17, avec une employée du projet *Agua Rica*).

Par contre, en ce qui a trait aux retombées économiques négatives, nous pouvons d'abord mentionner l'inflation entraînée au début du projet à Andalgalá. Durant la phase de construction, les revenus élevés des nombreux travailleurs de la construction ont eu un effet important sur le prix de location de maisons et des produits offerts dans le commerce de détail (Entrevue 16, avec une employée du projet *Agua Rica*). Après 1997, les prix se sont stabilisés, mais sont demeurés plus élevés que la moyenne nationale, selon certains acteurs interrogés. Cela représente un désavantage pour toute la population, ce qui inclut ceux qui n'ont pas obtenu un emploi au sein du projet minier, et ce dans un contexte où l'emploi précaire est très répandu, où le secteur informel occupe une grande place et où le salaire minimum n'est pas toujours respecté (Entrevue 3, avec une employée publique).

En ce qui a trait aux autres effets sur l'économie, il faut davantage parler d'absence de retombées plutôt que de retombées négatives. Comme nous l'avons mentionné, les attentes étaient très élevées en 1995 et elles ont été déçues comme l'exprime cette militante de l'Assemblée :

El proyecto Minera Alumbra no ha traído digamos una cuestión de desarrollo porque habrás observado que no tenemos un hospital como la gente, nuestras escuelas son simples, nuestras calles están medio rotas por diferentes cuestiones, no hay una cuestión de desarrollo económico que se nota. (...) Se van en un lugar, hacen las extracciones, dan unas cuantas cosas, después de los años levantan sus cosas y se van. No queda nada para un futuro.⁴⁰ (Entrevue 9, avec une militante de l'Assemblée)

Cet extrait soulève des éléments intéressants qui représentent bien le discours mis de l'avant par les opposants aux projets miniers. Il y a un grand sentiment de déception, car le développement significatif qui était promis n'a pas eu lieu. À leurs yeux, Andalgá n'a pas évolué depuis les 20 dernières années alors que beaucoup d'améliorations étaient promises, notamment sur le plan des infrastructures. L'extrait précédent soulève aussi l'aspect de la durabilité, inquiétude qui interroge l'avenir d'Andalgá après le départ de la mine. Pratiquement tous les interviewés s'accordent pour dire que les retombées auraient dû être utilisées pour financer la mise en place d'autres projets productifs, ce sur quoi nous reviendrons plus en détail dans les parties subséquentes. Un autre aspect du manque de retombées économiques concerne la mauvaise gestion et la corruption :

Ese despilfarro y esa sobrefacturación de cosas de precio es lo que ha alterado a la sociedad. La impotencia de controlar la plata que llevo... Porque entro muchísima plata, pero no se ha visto, o sea Andalgá tendría que ser una ciudad majestuosa por la plata que ha entrada, y esta... un poco más cambiada pero casi igual. No ha habido un cambio, no se ha visto la plata, en que se ha invertido... eso es el problema.⁴¹ (Entrevue 2, avec les représentantes de l'ONG de femmes Huarmi)

Nous observons une fois de plus que les espoirs de la population ont été déçus quant aux changements qui étaient attendus à Andalgá. L'absence de contrôle

⁴⁰ Le projet Minera Alumbra n'a pas apporté de véritable développement car comme tu peux le voir, nous n'avons pas d'hôpital digne de ce nom, nos écoles sont simples, nos rues sont abimées pour différentes raisons, il n'y a pas de développement économique notable (...) Ils vont dans un lieu, ils extraient, donnent de petites choses et après toutes ces années ils s'en vont. Il ne reste rien pour un futur. (Traduction libre)

⁴¹ Ce gaspillage et cette surfacturation, c'est ce qui a altéré la société. L'impossibilité de contrôler l'argent apporté par l'industrie minière. Parce que ça a rapporté beaucoup d'argent, mais on ne l'a pas vu. Andalgá devrait être une ville majestueuse grâce à tout cet argent, mais pratiquement rien n'a changé. Nous n'avons pas vu où l'argent a été investi, voilà le problème. (Traduction libre)

exercé sur la quantité de minéraux extraite et envoyée à l'étranger est souvent pointée du doigt. De plus, la mésentente entre les différents paliers de gouvernement et le manque de transparence dans la gestion des redevances minières est largement critiquée et donne l'impression qu'il y a gaspillage et corruption.

4.4.1 Répartition des retombées

Le mécontentement de la population face à la répartition des retombées du projet *Bajo la Alumbra* se décline sur plusieurs plans. En premier lieu, au degré macroéconomique, de nombreuses personnes interrogées critiquent le fait que l'industrie quitte la région avec tous les métaux d'une très grande valeur en ne laissant pratiquement rien derrière elle : « Lo que nos reíamos nosotros desde chicos que Colon cambiaba espejito por oro... nos están haciendo lo mismo. Entonces nosotros tenemos una mina de oro, y sin embargo no se ve en los pueblos que haya mejorado mucho⁴² (Entrevue 1, avec le directeur de la clinique médicale). Cette référence à l'histoire est très significative pour les populations du NOA où la période coloniale a été difficile, particulièrement pour les populations autochtones.

Ensuite, c'est la loi 24 196 qui est ciblée comme étant la source du déséquilibre dans la répartition des retombées économiques. Le manque de coordination entre les différents paliers de gouvernement et les désaccords qu'ils ont eus ont nui à l'acheminement des redevances dans les communautés voisines de l'exploitation :

¿La provincia cuando recibe su parte que hace? No la distribuye! No es que reciba este importe y solo la envía a Andalgalá, no, la envían a Andalgalá, a Belén, a Pomán, a todos. Otra molestia más porque te dices ¿porque vives en el sur de la provincia y recibe la plata de nuestro departamento? Y a su vez tiene el gobierno municipal que te dice: no yo no la voy a gastar la plata

⁴² Nous nous moquions depuis l'enfance du fait que Colomb nous échangeait des miroirs contre de l'or. Ils nous font la même chose. Nous avons une mine d'or, mais nous ne voyons aucune amélioration dans les communautés locales. (Traduction libre)

porque yo creo que esta plata es plata sucia, que es plata de muerte.⁴³
(Entrevue 16, avec une employée du projet *Agua Rica*)

Cette employée du projet *Agua Rica* exprime bien le sentiment de la population locale par rapport aux mécanismes de redistribution. Il faut savoir que durant les cinq premières années du projet, aucune redistribution n'a été faite par le gouvernement de Catamarca envers les départements puisqu'il y avait un litige quant au pourcentage qui revenait à chacun. Les départements de Belén et d'Andalgalá revendiquaient tous les deux le projet *Bajo la Alumbreira* comme faisant partie intégrale de leur territoire. Il a finalement été décidé que le projet était divisé également sur les deux territoires. Sur les montants redistribués aux départements, ils reçoivent donc chacun 17,5 %. (Entrevue 21, avec un homme d'affaires d'Andalgalá)

Par ailleurs, une autre frustration se fait ressentir à l'égard de la répartition des emplois créés par l'industrie minière. Les hommes et femmes d'affaires interrogés critiquent unanimement le fait que les retombées économiques favorisent d'autres lieux plutôt qu'Andalgalá, soit le lieu où s'opère l'extraction à proprement parler. Ils ont l'impression que la province de Tucuman, avec l'usine et les bureaux de Minera Alumbreira, est la principale bénéficiaire de l'exploitation minière. Il faut dire qu'en 1994, l'entreprise avait prévu l'installation du centre des opérations à Andalgalá. Il a cependant vu le jour dans la province voisine, à Tucuman. Les autres départements de la province, particulièrement Santa María et Belén, sont jalouxés à cause du nombre supérieur d'emplois dont elles bénéficient. À la lumière des chiffres fournis par Minera Alumbreira (Tableau 4.1), il est vrai qu'Andalgalá est légèrement moins bien représentée que les deux autres départements.

⁴³ Quand la province reçoit sa part, qu'est-ce qu'elle fait? Elle ne la distribue pas! Elle n'envoie pas directement l'argent à Andalgalá, non, elle l'envoie à Andalgalá, à Belén, à Pomán, à tous. C'est un dérangement supplémentaire parce que tu te demandes pourquoi les gens du sud de la province reçoivent l'argent de notre département? Et puis à son tour le gouvernement municipal nous dit qu'il ne va pas dépenser l'argent parce que c'est de l'argent sale, de l'argent de la mort. (Traduction libre)

Tableau 4.1 : Emplois par département du projet Bajo la Alumbra en 2012

Départements	Emplois créés		
	Hommes	Femmes	Total
Andalgalá	110	12	122
Belén	180	14	194
Santa María	150	14	164
Départements restants	175	19	194
Total province de Catamarca	615	59	674

Source : Minera Alumbra, 2012

De plus, ces autres départements ont réussi à devenir des fournisseurs du projet minier *Bajo la Alumbra* notamment en termes de services alimentaires, de transport et d'entretien. Cela a ainsi contribué à créer une activité économique liée à l'industrie minière. Cela a été impossible pour Andalgalá, principalement à cause de l'absence de routes sécuritaires la reliant au projet minier. Un sentiment de rivalité s'est installé envers les autres départements ainsi que la province de Tucumán, comme l'exprime cette femme d'affaires d'Andalgalá : « Todos tenemos amenazas y oportunidades. Y las amenazas hemos visto que las tenemos en Tucumán. Porque de Tucumán le venden todo a la mina. La oportunidad la tenemos que tener nosotros. »⁴⁴ (Entrevue 13, avec une femme d'affaires) Ainsi, un sentiment de compétition s'est installé, inspiré par le désir d'attirer le plus de retombées possible.

À l'échelle locale, certains interviewés, particulièrement les militants de l'Assemblée, dénoncent le fait que le développement minier a contribué à l'enrichissement personnel d'une dizaine de familles seulement, le reste de la population n'ayant pas vu d'amélioration dans leur situation. Une partie de la population d'Andalgalá, particulièrement dans les zones périphériques de la ville, a encore de la difficulté à combler ses besoins de base, comme l'exprime cet interviewé représentant Minera Alumbra :

⁴⁴ Nous avons tous des menaces et des opportunités. Et les menaces nous avons vu qu'elles viennent de Tucumán. Parce qu'à Tucumán ils vendent tout à la mine. L'opportunité nous devons l'avoir nous. (Traduction libre)

En Andalgala hay el centro y tienes la periferia. Yo creo que hay gente que la pasa muy mal en Andalgala. Creo que hay personas que no cubren las necesidades básicas y hay gente que vive muy bien. Lo que noto es una concentración de riqueza en 8 o 10 familias. Noto una clase media pujante que tiene opción en la movilidad social y en esos casos que lo noto, lo noto gracias a la actividad minera.⁴⁵ (Entrevue 18, avec un responsable des communications pour Minera Alumbra)

Les familles dont un membre travaille dans le projet minier sont donc favorisées sur le plan économique. Cependant, les emplois disponibles sont limités. Une responsable du projet *Agua Rica* soutient que l'entreprise a une banque de plus de 15 000 offres reçues par des personnes intéressées à y travailler (Entrevue 16, avec une employée du projet *Agua Rica*).

4.4.2 Emplois féminins au sein de l'industrie minière

Dans l'industrie minière souterraine traditionnelle de la province de Catamarca, les femmes n'avaient pas le droit de pénétrer sur les sites, une croyance locale soutenant que la Terre-Mère deviendrait jalouse, ce qui engendrerait des accidents dans la mine. Les choses ont changé tranquillement depuis les dernières décennies et les femmes occupent aujourd'hui 8 % des emplois du projet de Minera Alumbra (Minera Alumbra, 2012). L'entrevue avec un professeur de l'Université de Catamarca nous a permis d'apprendre que dans le programme d'ingénierie minière de cet établissement, on retrouve aujourd'hui plus de femmes que d'hommes. La plupart soutient que les principales motivations pour faire carrière dans les mines sont d'ordre économique, les salaires offerts dans l'industrie minière étant largement supérieurs aux autres secteurs (Entrevue 4, avec un professeur en ingénierie minière). Les entrevues nous ont aussi permis

⁴⁵ À Andalgala il y a le centre et la périphérie. Je crois qu'il y a des gens qui ont une vie très difficile à Andalgala. Je crois qu'il y a des personnes qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de base et il y a d'autres personnes qui vivent très bien. Ce que je remarque c'est une concentration de la richesse dans les mains de 8-10 familles. Aussi, il y a une classe moyenne forte qui a accès à une mobilité sociale et ça, c'est grâce à l'activité minière. (Traduction libre)

d'apprendre que les femmes occupent divers types de poste au sein du projet minier, excepté les postes de direction qui demeurent inaccessibles aux femmes :

Hay ciertos roles que no los pueden cumplir las mujeres. Como nunca he visto una mujer de gerente. Llegan hasta puestos medios. No sé si será una situación de machismo o una situación porque... no sé... porque quizás también nos condicione el hecho que tenemos... que nos casamos, que somos mamás, tenemos niños que se enferman o que tenemos que ir a la escuela. Quizás eso también nos limita a nosotras.⁴⁶ (Entrevue 17, avec une employée du projet *Agua Rica*)

Cet extrait rappelle ce que nous avons vu précédemment par rapport à la situation des femmes, soit que leur rôle social dans le NOA demeure très rattaché à la famille et au domaine domestique. Un responsable de la clinique médicale abonde aussi dans ce sens lorsqu'il parle de la place des femmes dans l'entreprise minière : « la mujer sigue siendo la que ordena el hogar. No es que digamos, a ver, nosotros ayudamos todo lo que quieras pero los hijos siguen estando al cargo de la madre.⁴⁷ (Entrevue 1, avec le directeur de la clinique médicale)

En effet, l'horaire de travail (7 à 10 jours à la mine et 7 jours de repos en alternance) représente un casse-tête pour l'organisation domestique, particulièrement pour les femmes qui sont considérées comme les responsables du bon fonctionnement de leur maison et de leur famille. Cette situation entraîne un stress important. Lorsqu'on lui demande ce que cela représente pour une femme de travailler dans la mine, cette travailleuse du projet *Agua Rica* répond ainsi :

Un desafío impresionante. Porque de un lado vos sos una profesional pero por el otro sos madre, sos esposa y vos tenés que conciliar esas dos partes. Y es muy difícil. Para la mujer sí. Porque todas las mujeres sentimos que tenemos culpa de decir bueno me tengo que ir a la mina 7 días y te tenés que ir porque tu trabajo lo necesita. Pero bueno mientras esto pasa estás

⁴⁶ Il y a certains rôles que la femme ne peut pas accomplir. Je n'ai jamais vu une femme directrice. Elles atteignent des postes moyens. Je ne sais pas si c'est à cause du machisme ou... je ne sais pas... peut-être à cause de nos conditions... nous nous marions, nous sommes mères, nous avons des enfants qui tombent malades ou nous devons aller à l'école. Peut-être que c'est ça qui nous limite. (Traduction libre)

⁴⁷ La femme continue d'être celle qui s'occupe de la maison. Nous pouvons aider, mais les enfants continuent d'être à la charge de la mère. (Traduction libre)

pensando en tus hijos, en tu casa, si se habrán acostado bien, si fuiste al acto de la escuela, etc.⁴⁸ (Entrevue 16, avec une employée du projet *Agua Rica*)

Elle raconte par la suite que de nombreuses femmes ont commencé à travailler dans le projet *Bajo la Alumbreira* au milieu ou à la fin des années 1990 et qu'elles se retrouvent aujourd'hui à la fin de leur trentaine ou au début de leur quarantaine sans avoir eu l'occasion de fonder une famille. Dans le cas où les hommes sont employés, la situation est différente puisqu'ils n'ont pas la même pression sociale et que les femmes acceptent plus facilement de prendre la responsabilité de la maison et des enfants pendant que leur mari s'absente.

Les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans l'industrie minière en Argentine, ce qui s'observe notamment à travers l'organisation d'événements tels que le Forum International sur Les Femmes travaillant dans l'industrie minière⁴⁹ qui en était à sa troisième édition en septembre 2013 dans la ville de Catamarca.

Lors de l'acte inaugural de cette dernière édition, le ministre de la Production et du Développement de la province de Catamarca, Angel Mercado, a affirmé :

Voy a aprovechar este marco, este evento, para agradecer a las mujeres que tuvieron muchísimo que ver en que hoy podemos seguir hablando de minería en Catamarca. (...) En ellas quiero hacer llegar la memoria y el agradecimiento a tantas mujeres, a tantas mujeres que sabían que si había un futuro para sus hijos, un futuro mejor, un futuro con el cual ellos pueden soñar, es por la minería. Y salieron a las calles, y pelearon en las calles, cuidaron puentes, evitaron que se pare la mayor explotación minera de la Argentina. Eran nuestras mujeres peleando para el futuro de sus hijos.⁵⁰ (Extrait de l'allocution d'Angel Mercado)

⁴⁸ Un défi impressionnant. Parce que d'un côté tu es une professionnelle, mais de l'autre côté tu es une mère et une épouse. Et il faut essayer de concilier ces deux parties. Parce que nous les femmes nous nous sentons coupables de devoir aller à la mine plusieurs jours. Et nous y allons parce que c'est pour le travail, mais toujours en pensant aux enfants, à la maison, à savoir s'ils se sont bien couchés, si mon mari est allé à leur pièce de théâtre à l'école... (Traduction libre)

⁴⁹ III Foro Internacional Mujeres Trabajando en Minería (Traduction libre)

⁵⁰ Je vais profiter de cet événement pour remercier toutes les femmes qui ont beaucoup à voir avec le fait que nous pouvons aujourd'hui continuer de parler d'industrie minière à Catamarca. (...) Je veux que nous nous rappelions et que nous remercions tant de femmes qui savaient que s'il y avait un futur pour leurs enfants, un futur meilleur, un futur auquel ils puissent rêver, c'était à travers l'industrie minière. Elles sont sorties dans les rues, elles ont bataillé, pris soin des ponts, elles ont permis d'éviter que s'arrête la plus grande exploitation minière en Argentine. C'étaient nos femmes qui se battaient pour le futur de leurs enfants. (Traduction libre)

Les femmes sont ici présentées comme des protagonistes importantes du conflit qui oppose ceux qui soutiennent les projets miniers et ceux qui s'y opposent. Elles ont été nombreuses à participer activement pour défendre l'activité minière. Selon le ministre, cela s'explique par le fait qu'elles voulaient protéger l'avenir de leurs enfants, l'industrie minière étant la seule issue pour la viabilité économique de la province. Pour sa part, la secrétaire corporative de l'Asociación Obrera Minera Argentina (AOMA), Maria Elena Isasmendi, a fait une allocution lors de l'événement, affirmant que les femmes apportent un plus à l'industrie minière grâce à leurs spécificités : « la trabajadora minera es más dedicada, más delicada, más cuidadosa y responsable en sus tareas. Tanto es así que la maquinaria que las mujeres manejan sufren menos desgastes y los mantenimientos son más baratos porque son mejor cuidados.⁵¹ (Extrait de l'allocution de Maria Elena Isasmendi)

Les femmes qui travaillent dans l'industrie minière amèneraient donc un plus. En effet, cela représenterait même une économie pour l'entreprise en ce qui a trait à l'entretien de l'équipement. Les deux extraits présentés résumant ce qui a été dit sur les femmes dans l'industrie minière lors de ce IIIe Forum International. Il est intéressant de voir toutes les images de femmes travailleuses utilisées par la minière sur son site internet et dans son rapport sur la RSE. La figure 4.2 reproduit deux pages de ce rapport sur lesquelles nous observons des jeunes femmes modernes, souriantes et visiblement épanouies dans leur rôle de travailleuses minières.

⁵¹ L'entreprise inclut la femme pour respecter le principe d'égalité des chances. Mais finalement, on se rend compte que dans la mine, la travailleuse minière est plus dévouée, plus délicate et plus responsable dans ses tâches. Même que la machinerie utilisée par les femmes coûte moins cher en entretien car elles en prennent plus soin.

Figure 4.2 : Images tirées de la revue annuelle de Minera Alumbreira



Source : Minera Alumbreira, 2012

Nous observons donc que le discours véhiculé par l'industrie minière diverge des témoignages recueillis auprès des femmes qui travaillent au sein des projets miniers. Ces dernières ressentent une pression sociale et un sentiment de culpabilité lorsqu'elles laissent leurs enfants derrière elles une semaine sur deux. Nous sommes loin de l'émancipation des femmes évoquée par l'acteur minier à travers ses images et ses discours.

4.4.3 Évolution des autres secteurs de l'économie

Depuis l'installation du projet *Bajo la Alumbreira*, l'économie provinciale, particulièrement dans les départements d'Andalgalá, Belén et Santa María, s'est concentrée sur l'activité minière en reléguant les autres activités économiques au second plan. Pour les promoteurs de l'activité minière, le développement intensif

de celle-ci est la seule solution pour la survie de la région, tous les autres secteurs économiques étant voués à la faillite. Ceux qui s'y opposent misent sur d'autres secteurs, principalement, le soutien à l'industrie agricole, à l'artisanat et au tourisme. Là où tous semblent se retrouver ou presque, c'est sur le point qu'il faudra trouver des solutions pour que l'économie puisse s'adapter lorsque *Bajo la Alumbreira* terminera son activité, d'ici cinq ans.

Le secteur agricole est en déclin depuis les dernières décennies. Les personnes interrogées qui sont plus âgées sont nostalgiques d'une période plus prospère durant laquelle la production agricole et viticole occupait une partie importante de la main-d'œuvre locale. Le propriétaire d'une usine de conditionnement d'aliments issus de l'agriculture (broyage, mise en conserve, etc.) observe les nombreux changements qui affectent son secteur :

Andalgalá antes tenía 20 industrias. Andalgalá antes tenía una superficie cultivable de 1000 hectáreas, hoy tiene 200. Andalgalá antes tenía un caudal de agua suficiente para esas 1000 hectáreas y más. Hoy se ha visto reducido el caudal de agua. ¿Porque? Porque las políticas dirigidas de los Estados nacional y provinciales fueron destinadas a ser creado lo que yo le llamo una máquina de electoral. (...) Cerraron bodegas, cerraron fabricas como esta porque no había cantidad de producción, no vino nadie a instalarse acá en Andalgalá a decir yo pongo una industria, yo la puse porque soy de acá y que quiero a mi pueblo y porque cuando yo la puse en la década del 80 todo lo que envasábamos lo sacábamos de acá. Hoy, el 90% lo tengo que traer de afuera, el 90%! Para darte un cálculo exacto, yo embaso por año un millón de kilos de tomates y aquí en Andalgalá llego a cien mil kilos. Tengo que traer 900 mil kilos de afuera.⁵² (Entrevue 21, avec un homme d'affaires)

Cet homme d'affaires accuse le gouvernement de ne pas appuyer l'industrie alimentaire alors que l'industrie minière profite d'importants privilèges sur les plans économique et fiscal. Les militants de l'Assemblée soutiennent que

⁵² Il y avait 20 industries avant à Andalgalá. Il y avait une superficie cultivable de 1000 hectares, maintenant il n'en reste que 200. Il y avait un débit d'eau suffisant pour ces 1000 hectares, maintenant il n'y en a plus assez, pourquoi? Parce que les politiques de l'État national et provincial ont servi à créer ce que j'appelle une machine électorale. (...) Ils ont fermé des caves à vin, des usines comme la mienne parce qu'il n'y avait pas une production assez grande. Personne n'est venu s'installer ici à Andalgalá. Moi je l'ai fait parce que je viens d'ici, parce que j'aime mon village et parce que quand j'ai ouvert dans les années 1980, tout ce que nous mettions en pots venait d'ici. Aujourd'hui, 90 % je dois le faire venir d'ailleurs, 90 %! Pour te donner un exemple concret, chaque année nous conditionnons un million de kilos de tomates et j'en obtiens 100 000 kilos ici. Je dois faire venir 900 000 kilos de tomates de l'extérieur. (Traduction libre)

l'agriculture et la viticulture permettraient de faire vivre en bonne partie l'économie de la région. Ils se basent sur l'histoire d'Andalgalá qui a été une importante productrice de fruits et légumes ainsi que de vins qui étaient distribués à l'échelle nationale. Cet homme de l'Assemblée se souvient de cette période : « Aquí, de Andalgalá salían camiones a Tucumán. Y de aquí llevábamos la fruta, llevábamos la verdura, eso lo llevábamos a Tucumán. Y de ahí volvían vacíos los camiones. Porque aquí teníamos todo. Ahora se van vacíos y vienen llenos con la verdura, con la fruta, todo al revés... »⁵³ (Entrevue 6, avec un militant de l'Assemblée). Une autre raison mise de l'avant pour expliquer le déclin de l'agriculture, c'est le fait que l'activité minière entre en compétition avec les activités agricoles pour l'accès à l'eau. Selon les détracteurs de l'activité minière, en consommant des quantités phénoménales d'eau et en la contaminant, l'industrie minière priverait l'agriculture de cette ressource vitale (Entrevue 8, avec une militante de l'Assemblée).

Les acteurs du secteur touristique ont révélé qu'il y a beaucoup de projets, mais que le tourisme est plutôt au point mort à l'heure actuelle. Si de nombreuses personnes soulèvent que la région bénéficie d'attraits importants pour attirer des touristes (paysages et reliefs, salars, sites archéologiques), une fois de plus, l'absence d'un réseau routier approprié est ciblée comme facteur aggravant. Le Secrétaire du Tourisme d'Andalgalá affirme qu'il manque de ressources pour la mise en valeur des sites archéologiques et du savoir-faire artisanal des communautés locales. Comme pour le tourisme, le secteur de l'artisanat semble souffrir de manque de ressources afin de mettre en valeur les tissus et bijoux produits dans la région. C'est avec fierté que les gens de la province parlent du poncho traditionnel tissé à Catamarca qui a été offert au Pape Argentin Francisco lors de la visite de la présidente Cristina Fernández de Kirchner au Vatican en 2013.

⁵³D'ici d'Andalgalá, les camions partaient vers Tucumán. D'ici ils amenaient les fruits, les légumes. Et les camions revenaient vides. Car ici nous avons tout. Maintenant ils partent vides et ils reviennent remplis de légumes, de fruits, c'est tout à l'envers. (Traduction libre)

En conclusion de cette section, il ressort que l'agriculture, la vitiviniculture et l'artisanat sont les secteurs économiques traditionnels auxquels s'identifient les Andalgalenses. L'industrie minière fait aussi partie de l'histoire de l'économie de la région depuis plus d'un millénaire. Elle n'est d'ailleurs pas rejetée dans sa forme traditionnelle sous-terraine. Ce qui est remis en question, c'est l'exploitation à ciel ouvert et le choix de faire de cette activité le principal secteur de développement de la communauté.

4.5 Retombées sociales du projet minier

Dans les réponses concernant les changements apportés au climat social depuis l'installation du projet minier en 1994, la forte majorité des personnes s'entendent sur un constat, soit qu'une division sociale importante s'est instaurée, ce qui est perçu négativement par la population, tel que nous l'avons mentionné au chapitre 3. Qu'ils soient adeptes des mégaprojets miniers ou pas, les répondants s'accordent pour dire qu'il y a énormément de tensions au sein de la communauté et déplorent que de nombreuses familles soient divisées :

El clima social es tenso, tiene sus momentos de mayor tensión y otros de menor tensión, pero Andalgalá en los últimos quince años se ha transformado en una sociedad en la que está mucho más marcada la división, hay familias enteras que se han dividido a causa de sus opiniones relacionadas a la minería. Hijos que no se hablan con los padres, hermanos que no se hablan entre ellos. Sin duda que es una consecuencia que viene de esa actividad.⁵⁴ (Entrevue 7, avec un militant de l'Assemblée)

Comme nous l'avons mentionné, des positions différentes sont par la suite mises de l'avant pour expliquer les causes de ces tensions. D'un côté, les adeptes de l'activité minière accusent les militants de l'Assemblée et le gouvernement. En

⁵⁴ Le climat social est tendu, il a ses moments de grande tension et d'autres de tension plus faible. Mais Andalgalá durant les quinze dernières années s'est transformée en une société où la division est beaucoup plus marquée, il y a des familles entières qui sont divisées par rapport à leurs opinions quant à l'industrie minière. Des enfants qui ne parlent plus à leurs parents, des frères qui ne se parlent plus entre eux. C'est sans doute une conséquence de cette activité (Traduction libre)

effet, de nombreux parmi eux accusent les militants de l'Assemblée d'être extrémistes, agressifs et de ne pas être en mesure d'écouter les arguments avancés pour la défense du secteur minier (Entrevue 4, avec un professeur en ingénierie minière). Un point de vue plus modéré soutient plutôt que ce sont deux camps extrémistes qui s'affrontent et que les gens n'arrivent jamais à s'entendre, ce qui empêche Andalgalá d'avancer.

De l'autre côté, les militants contre l'activité minière accusent le projet minier d'être directement à la source de la division sociale. Ils soutiennent que l'arrivée du projet minier a coïncidé avec l'émergence de nombreux problèmes sociaux, notamment l'augmentation de la violence, de la consommation de drogues, de la prostitution et de l'insécurité en général :

Hasta que vino Minera Alumbra nosotras no conocíamos el problema de la droga. Yo tuve tres causas por haber dicho públicamente lo que estoy diciendo. (...) Nosotros éramos un pueblo que estábamos en un paraíso sin ningún problema social. Cuando el emprendimiento se asienta acá, empiezas a tener problemas con la droga, con la trata de blancas y la prostitución infantil y todo esta lacra social es producto de eso.⁵⁵ (Entrevue 12, avec un militant de l'Assemblée)

Cet extrait exprime toute l'amertume ressentie par rapport aux changements sociaux vécus par la population d'Andalgalá depuis les dernières décennies. De nombreux militants soutiennent que tant qu'il y aura l'industrie minière, il n'y aura pas de paix sociale possible à Andalgalá (Entrevue 8, avec une militante de l'Assemblée).

⁵⁵ Jusqu'à ce que Minera Alumbra s'installe ici, nous ne connaissions pas le problème de la drogue. J'ai trois poursuites judiciaires pour avoir dit publiquement ce que je suis en train de dire. (...) Nous étions un peuple qui vivait dans un paradis sans aucun problème social. Quand le projet est arrivé, on a commencé à avoir des problèmes avec la drogue, la traite des femmes, la prostitution infantile et tout ce fléau social qui en est le produit. (Traduction libre)

4.6 Perception des impacts sur l'environnement

La perception des impacts sur l'environnement est sans doute le point sur lequel il y a le plus de divergences. Il y a ceux qui soutiennent que le projet minier contamine l'environnement et qui craignent les impacts du projet *Agua Rica* qui sera beaucoup plus proche du centre de la ville, puis ceux qui croient que l'industrie minière est sans danger pour l'environnement. Nous allons ici exposer ces deux points de vue en détail.

Pour les militants de l'Assemblée, l'environnement est la pierre angulaire du combat mené contre l'industrie extractive. Pour eux, se battre contre les projets miniers à ciel ouvert, c'est se battre pour la vie. Ils affirment que les produits toxiques utilisés au cours des différents processus — explosions, traitement, transport — contaminent l'eau et l'air. Une des plus grandes inquiétudes exprimées se rapporte au plan de fermeture de la mine qui n'a toujours pas été communiqué alors que le gisement arrive rapidement à la fin de ses possibilités d'extraction. Beaucoup de questionnements concernent ainsi ce qu'il adviendra du site d'exploitation après sa fermeture, car le réservoir à résidus miniers continuera d'avoir besoin d'une attention constante pour éviter notamment le drainage acide. Ce dernier est la conséquence de l'écoulement de déchets miniers qui s'infiltrent dans les sols et les cours d'eau. Ils sentent que toute la richesse quitte le territoire et que seul le passif environnemental demeurera sur place à la fin de la vie active de la mine (Entrevues 5, 8, 9 et 12, avec des militants de l'Assemblée).

Chez les adeptes de l'activité minière, il y a deux positions dominantes. La première fait valoir qu'il n'y a pas d'impact notable sur l'environnement puisque l'industrie minière assure un bon contrôle et possède la technologie pour éviter la contamination (Entrevues 1, 4, 17, 20 et 21, avec des travailleurs de l'industrie et des gens d'affaires qui appuient l'industrie minière). La deuxième position est que l'industrie minière a un impact sur l'environnement, comme n'importe quelle activité économique (Entrevues 14, 15 et 18 avec des travailleurs de l'industrie et

des gens d'affaires qui appuient l'industrie minière). Ils soutiennent que les impacts engendrés par une mine à ciel ouvert ne sont pas plus importants qu'une autre activité, comme l'agriculture par exemple. L'argument historique est souvent mis de l'avant, mentionnant que l'industrie minière est compatible avec le territoire catamarqueño et toutes les autres activités économiques qui s'y trouvent, puisqu'il en a toujours été ainsi. Cet extrait d'entrevue avec un responsable du projet Minera Alumbra resume ces deux positions dominantes :

Para mí la industria minera como toda industria tiene impacto, pero no daño. Hay muchas industrias en Argentina que dañan severamente el medio ambiente, hay acciones que tenemos todos los hombres, cotidianas todos los días que dañan el medio ambiente. La minería moderna por protocolo, regulación que tiene que cumplir, gasta mucho dinero en no impactar negativamente el medio ambiente. Porque un daño al medio ambiente le costaría mucho más dinero... es todo una cuestión de negocio.⁵⁶
(Entrevue 18, un travailleur du projet Minera Alumbra)

Certaines personnes vont jusqu'à affirmer qu'elles ont choisi de travailler dans l'industrie minière, car c'est en accord avec leurs valeurs liées à l'écologie, l'industrie minière ayant mis en place beaucoup de mesures environnementales notamment en terme de gestion des déchets (Entrevue 17, une travailleuse du projet *Agua Rica*). Un dernier élément important qui est ressorti des entrevues, c'est que de nombreuses personnes réclament la mise sur pied d'un organisme de contrôle indépendant afin d'obtenir des données fiables sur la qualité de l'eau, de l'air, des sols et de l'état de la faune et de la flore. Cette absence d'organisme de contrôle explique d'ailleurs en partie la palette d'informations contradictoires recueillies concernant les impacts sur l'environnement.

⁵⁶ Pour moi l'industrie minière a un impact, mais elle ne fait pas de dommage. Il y a beaucoup d'industries en Argentine qui font des dommages sévères à l'environnement, il y a des actions que nous posons tous, quotidiennement, qui ont des impacts négatifs sur l'environnement. La mine moderne, avec toute la régulation à laquelle elle est soumise, dépense beaucoup d'argent pour ne pas avoir d'impact négatif sur l'environnement. Parce que causer des dommages lui coûterait beaucoup plus cher... tout est relié à l'argent. (Traduction libre)

4.7 Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale

Le gouvernement est fortement critiqué dans la gestion du secteur minier, c'est sans doute l'élément le plus consensuel entre les adeptes et les détracteurs des projets miniers. Nous l'avons vu précédemment en ce qui concerne la qualité des services publics et l'accès à ceux-ci, l'insatisfaction envers les différents paliers de gouvernement est généralisée. Dans cette partie du travail, nous nous pencherons donc sur la question de la gouvernance territoriale, sur le rôle des différents acteurs et en particulier celui de l'industrie minière afin de comprendre comment la situation a évolué durant les deux dernières décennies.

4.7.1 Pouvoir législatif et ingérence de l'entreprise minière

D'abord, le mécontentement envers le gouvernement porte sur les lois qui ont été établies pour encadrer l'investissement et le développement minier. Elles favorisent l'industrie minière et ne permettent pas d'impulser un véritable développement là où s'implantent les projets. Liés à cette première critique, les répondants soulèvent aussi le manque de transparence ainsi que la prépotence dont font preuve les différents paliers de gouvernement (Entrevues 2, 5, 7, 9 et 12, avec des militants de l'Assemblée). L'exemple qui revient le plus souvent est celui de la minière canadienne Barrick Gold dont le P.D.G. Peter Munk avait rencontré la présidente Kirchner afin d'éviter l'adoption de la Loi sur la protection des glaciers. La présidente y avait opposé son droit de veto en 2009, ce qui avait permis à Barrick Gold d'entamer les travaux pour son projet Pascua Lama (Simoncini, 2011). Comme nous l'avons exposé au cours des précédents chapitres, les différentes lois adoptées durant les années 1990 et 2000 favorisent l'investissement étranger dans le secteur minier.

En ce qui concerne les adeptes de l'entreprise minière, ils admettent qu'il y a des relations étroites entre les différents paliers de gouvernement et l'entreprise minière et que celles-ci varient en fonction des positions adoptées par le gouvernement en place (Entrevues 3, 17 et 21, avec des personnes qui soutiennent l'industrie minière). L'exemple utilisé est celui d'Andalgalá qui a élu un des très rares intendants argentins opposés à l'industrie minière à grande échelle. Cela a modifié les relations entretenues par le gouvernement avec les autorités locales. Il y a aussi des critiques quant à l'influence que détient Minera Alumbraera dans les processus électoraux. Un ancien candidat à l'intendance nous a raconté son expérience par rapport à l'ingérence des entreprises minières dans le processus électoral :

Impongan a su personal que deberían votarlo al otro candidato. (...) Eso te cuento porque en ese proceso electoral, las empresas dividieron más la comunidad y ayudaron al otro candidato. A mí me parece que no es correcto que participen en las decisiones políticas de los departamentos o de las provincias, o de la nación. (...) No digo que ponen gobiernos o sacan gobiernos, pero influyen...⁵⁷ (Entrevue 21, avec un homme d'affaires)

4.7.2 Gestion économique et politique de RSE

Par ailleurs, le pouvoir politique est aussi accusé de mauvaise gestion sur le plan économique. L'argent des redevances aurait été gaspillé, volé ou encore mal distribué, la province de Catamarca n'ayant pas eu droit à sa juste part selon la plupart des répondants. Ce qui se dégage, c'est que le gouvernement a globalement manqué de vision d'avenir, les personnes interviewées soutiennent une fois de plus que l'argent de l'industrie minière aurait pu être investi dans d'autres activités productives afin de pallier le manque d'emplois dans la région

⁵⁷ Elles ont imposé à leur personnel de voter pour l'autre candidat. (...) Je te raconte ça parce que dans tout le processus électoral, les entreprises minières ont divisé encore plus la population et ont contribué à la campagne de l'autre candidat. Il me semble que ce n'est pas correct qu'elles participent aux décisions politiques des départements, des provinces ou de la Nation. (...) Je ne dis pas qu'elles installent ou démettent les gouvernements, mais elles influencent, le pouvoir économique est important dans le monde d'aujourd'hui. (Traduction libre)

ou encore dans le système d'éducation afin de favoriser l'emploi des populations locales dans l'industrie minière. Il ressort de cela que les activités économiques des secteurs traditionnels ont perdu le soutien de l'État, ce dernier s'étant concentré uniquement sur l'industrie minière. Ce sentiment d'abandon concerne aussi les politiques publiques en général, plusieurs ayant l'impression que les politiques assistantialistes de l'État se confondent avec la politique de RSE de l'entreprise minière (Entrevues 5, 8 et 17, avec deux militants de l'Assemblée et une travailleuse du projet *Agua Rica*). Par exemple, lorsqu'une famille traverse une période difficile, elle fait appel au gouvernement local pour y trouver un emploi ou un peu d'argent issu d'un fonds de secours. Il en va de même pour les écoles et les hôpitaux lorsqu'ils manquent de matériel ou de personnel. Depuis l'installation du projet minier et la mise en place des programmes de RSE, les personnes et les institutions se tournent davantage vers la minière lorsqu'elles ont besoin d'aide. Cela contribue à créer, selon plusieurs intervenants, une dépendance envers l'entreprise minière ainsi qu'à déresponsabiliser l'État (Entrevues 4, 7, 16 et 17, avec des travailleurs du secteur minier).

Ainsi, les détracteurs de l'activité minière ont l'impression que le gouvernement délègue certaines de ses responsabilités à l'entreprise minière, ce qui entraîne selon eux une ingérence du secteur privé dans des domaines qui devraient normalement être sous la gouverne du secteur public tels que la santé et l'éducation, comme l'explique ce militant de l'Assemblée :

Nosotros observamos una relación muy fuerte de las empresas radicadas en Catamarca con el gobierno nacional. El gobierno nacional se ha encargado en los últimos diez años de proteger a las empresas que explotan la minería antes de proteger a los ciudadanos (...) Si falta un pizarrón, un pupitre o tizas en una escuela, rápidamente el gobierno, en vez de ser el gobierno el que provee esos elementos que es su función, recurre a las empresas mineras para que la empresa minera llegue a la escuela con esos insumos y pueda hacer una campaña para presentarse a la sociedad como los que resuelven el problema de la sociedad.⁵⁸ (Entrevue 7, avec un militant de l'Assemblée)

⁵⁸ Nous observons une relation très forte entre les entreprises installées à Catamarca et le gouvernement national. Ce dernier s'est chargé durant les dix dernières années de protéger les entreprises plutôt que de protéger les citoyens. (...) S'il manque un tableau ou une craie dans une école, le gouvernement, au lieu d'être le gouvernement et de fournir ces éléments, fait appel à

L'extrait précédent fait ressortir une fois de plus le sentiment d'abandon ressenti face au gouvernement qui semble, selon plusieurs, se soucier davantage de l'entreprise minière que de la population locale. Chez les militants de l'Assemblée, la RSE est analysée comme une grande opération de communication, une stratégie permettant d'obtenir la licence sociale afin de poursuivre leurs activités en toute quiétude.

Ensuite, il est intéressant d'observer les points de vue divergents chez les adeptes de l'activité minière. D'abord, la politique de RSE est perçue par l'ensemble des travailleurs des projets miniers comme un acte de générosité de la part de l'entreprise. Cette dernière ne serait pas obligée de contribuer au développement des communautés locales, mais le fait tout de même pour donner un coup de main : « La empresa hace más cosas porque tiene ejecutivos que tienen mucha sensibilidad social entonces hay planes de desarrollo que son muy interesantes y hay colaboraciones que son muy interesantes y que se hacen siempre desde el corazón. »⁵⁹ (Entrevue 18). Certains cependant sont plus critiques par rapport à la politique de RSE qui aurait dû, selon eux, se concentrer sur la mise en place de projets durables qui auraient permis un développement économique axé sur le long terme, tel que mentionné au point 4.4.1.

4.7.3 Pouvoir judiciaire

Finalement, les reproches dirigés vers l'État concernent l'aspect juridique. En effet, les militants de l'Assemblée accusent le gouvernement d'être complice de la répression violente de février 2010 et du mauvais fonctionnement du système de justice. Les militants sont embourbés dans de longues démarches judiciaires à cause de leurs actions au sein du mouvement social tandis qu'aucune des requêtes

l'entreprise minière qui fournit les écoles. Elle peut alors faire une campagne pour se présenter à la société comme celle qui résout le problème de la société. (Traduction libre)

⁵⁹ L'entreprise fait plus de choses parce qu'elle a une équipe de direction qui a une grande sensibilité sociale. Donc il y a des plans de développement et des collaborations très intéressants qui se font toujours de bon cœur. (Traduction libre)

déposées par l'Assemblée n'a débouché sur de véritables poursuites. Le gouvernement est accusé d'assurer une impunité totale à l'entreprise comme l'explique ce militant qui a durement vécu la répression :

Acá no hay justicia: los políticos, 100% entregados a la minería. Y esconden toda información. Lo grave de todo esto es que las empresas mineras y los gobiernos han comprado toda la prensa. Es decir acá no tienes un diario o algún medio que te saque a traslucir eso. Todo se tapa, todo se esconde, todo se calla. Y nosotros hemos hecho infinitas denuncias, en los estados judiciales locales, provinciales, federales. Tenemos una causa en la corte suprema de justicia de la nación que es el máximo órgano de justicia del país y ahí está todo durmiendo, todo escondido.⁶⁰ (Entrevue 12)

Finalement, à l'échelle locale, c'est la complicité entre les forces de l'ordre et la minière qui inquiète le plus les militants. C'est Minera Alumbra qui paie les heures supplémentaires du service de police d'Andalgalá, les agents ayant ainsi le mandat de protéger les intérêts de l'entreprise, particulièrement lors des marches hebdomadaires de l'Assemblée de l'Algarrobo (Entrevue 10, avec un militant de l'Assemblée).

4.8 L'action collective et le rôle des femmes

Au cours du chapitre 3, nous avons décrit la structure et le fonctionnement de l'Assemblée de l'Algarrobo et du groupe des Femmes du silence. Nous donnerons ici plus de détails en nous attardant plus particulièrement sur le leadership des femmes ainsi qu'à l'importance de la mise en réseau des différentes assemblées en Argentine et ailleurs en Amérique latine.

⁶⁰ Ici il n'y a pas de justice, les politiciens sont 100 % avec la minière. Ils cachent toute l'information. Le plus grave de tout ça, c'est que les entreprises minières et les gouvernements ont acheté toute la presse. C'est-à-dire qu'il n'y a aucun journal pour révéler tout ce qui se passe. Tout se cache. Nous avons fait énormément de dénonciations, dans les instances judiciaires locales, provinciales, fédérales. Nous avons une cause à la Cour suprême de la nation et elle demeure sans suite, dissimulée. (Traduction libre)

4.8.1 Mise en réseau et empowerment des femmes

Comme nous l'avons expliqué précédemment, les revendications portées par les militants ont beaucoup évolué depuis la fin des années 1990. La priorité est passée de l'économie à l'environnement. Cela ne signifie pas pour autant que les problèmes liés à l'économie soient réglés. Au contraire, le mécontentement face à la redistribution des richesses est encore palpable chez les Andalgalenses. C'est plutôt après avoir tout essayé qu'ils se sont rendus compte qu'il était pratiquement impossible de modifier ces paramètres qui sont figés par la loi pour toute la durée du projet minier. En outre, la défense de l'environnement leur apparaît cruciale dans la perspective qu'ils sentent que leur vie est menacée par la présence des projets miniers à ciel ouvert qui utilisent une multitude de produits toxiques. Or, cette évolution dans la réflexion et dans les revendications de l'Assemblée a été largement influencée et enrichie par la participation de ses membres à des rassemblements avec d'autres assemblées à travers la structure de l'Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC). Le thème de la préservation de l'environnement est large et a contribué à l'extension du sentiment de solidarité bien au-delà des cas liés à l'industrie minière et de la frontière argentine, tels que le décrit ce militant de l'Assemblée :

Hay un espíritu de colaboración, de circulación de la información y de asesoramiento constante y mutual entre las organizaciones sociales que están luchando y que han sido nucleadas precisamente por la temática ambiental que les toca vivir en particular. (...) conocemos el caso de Chevron en Ecuador, como conocemos el tema de la mina a cielo abierto en Perú, en muchas partes del mundo, en Chile. Con el tema de la soja, del monocultivo, los transgénicos, ese sistema extractivo, ese modelo extractivo que ha tomado mucha fuerza en esta última década.⁶¹ (Entrevue 10, avec un militant de l'Assemblée)

⁶¹ Il y a un esprit de collaboration, de circulation de l'information et d'assistance mutuelle entre les organisations sociales qui luttent et qui se rejoignent précisément autour de la thématique de l'environnement. (...) Nous connaissons le cas de Chevron en Équateur ainsi que le thème de l'industrie minière à ciel ouvert au Pérou, dans plusieurs parties du monde, au Chili. Avec le thème du soja, de la monoculture transgénique, ce système extractif, ce modèle extractif qui a pris beaucoup d'ampleur durant la dernière décennie. (Traduction libre)

Au début des années 2000, il y avait moins d'une dizaine de personnes dans le groupe des Vecinos Autoconvocados. Des centaines de membres se sont joints à la lutte lors de la fondation de l'Assemblée de l'Algarrobo en 2010. L'organisation politique a été un long processus d'apprentissage pour la population locale qui n'avait jamais ressenti le besoin de se regrouper ainsi. Les relations entretenues avec d'autres assemblées du pays ont donc largement contribué au développement de l'Assemblée de l'Algarrobo. Cela a permis de rompre en partie avec l'isolement qui découle de la situation géographique d'Andalgalá. Les militants ont conscience de l'importance du réseau qui s'est formé et duquel ils font partie, comme en témoigne cet extrait d'entrevue avec une militante de l'Assemblée :

Y entonces los compañeros que ya estaban en el año 2009, ya estábamos bien conscientes de lo que nos pasaba y seguíamos averiguando; averiguando y haciendo como una red digamos, como un tejido de resistencia, de lucha con otros lugares, lugares como Tucumán, La Rioja, que nos íbamos encontrándonos para saber qué era lo que nos pasaba si era como nosotros pensábamos o estábamos equivocados y eso se tejido y ya es muy fuerte, muy muy fuerte que los gobiernos no lo pueden romper. Hay muchos intentos para romperlo, pero no lo logra.⁶² (Entrevue 9, avec une militante de l'Assemblée)

Ce tissu de résistance dont parle cette militante s'est construit notamment à travers les échanges sur les expériences de lutte, sur le partage d'informations et une forme d'enseignement par les pairs. Un apprentissage collectif s'est ainsi opéré, permettant aux militants d'apprendre petit à petit comment s'organiser politiquement et comment réagir (Entrevue 9, avec une militante de l'Assemblée). Un autre élément intéressant soulevé par l'extrait qui précède est qu'il est fait mention du rapport de force créé par cette mise en réseau. Tous les liens créés permettent ainsi de vaincre l'isolement physique et politique. Il demeure tout de même difficile pour l'Assemblée d'accéder aux grands centres décisionnels. Les

⁶² Avec les camarades qui étaient déjà là en 2009, nous savions déjà ce qui nous arrivait et nous continuions à nous informer et à nous organiser dans un réseau, comme un tissu de résistance, de lutte, avec d'autres lieux comme Tucuman, La Rioja. Nous organisions des rencontres pour comprendre ce qui nous arrivait, pour voir si c'était ce que l'on pensait. Et ce réseau est très fort, très, très fort. Les gouvernements ne peuvent pas le briser. Il y a eu beaucoup de tentatives, mais ils n'ont pas réussi.

mouvements socio-environnementaux, s'ils s'intéressent à une multitude de thèmes, demeurent fortement ancrés dans les espaces ruraux et montagneux, ce qui soulève des défis pour l'Assemblée, comme l'explique cette militante :

Tenemos mucha capacidad de organización a nivel regional en todas las comunidades que estamos afectadas, pero todavía nos falta llegar a los grandes centros de decisiones electorales, los grandes centros de peso, las decisiones políticas que son las ciudades que son las grandes consumidoras. (...) Relaciones de la Asamblea del Algarrobo con: asambleas, con organizaciones políticas, organizaciones sociales, organizaciones de medios alternativos, obviamente en la era de las redes, justamente las redes sociales fueron las que nos permitieron preparar todo lo que nos estaba pasando acá y bueno sí, tenemos una amplia relación.⁶³ (Entrevue 8, avec une militante de l'Assemblée)

Il y a bel et bien un réseau qui s'est mis en place à différentes échelles, cette militante en souligne aussi l'importance cruciale dans la mise en place et l'évolution de l'Assemblée. Ce réseau est une structure large qui permet la mobilisation d'une multitude de ressources. C'est grâce à cela que l'Assemblée de l'Algarrobo a notamment pu développer ses propres outils de communication sociale et qu'elle est en mesure de faire face aux situations conflictuelles et à la judiciarisation de plusieurs dizaines de ses membres. Cependant, un défi de taille demeure, celui de se faire entendre par ceux qui détiennent le pouvoir dans les grands centres urbains.

L'organisation politique des militants d'Andalgalá a été un long processus d'apprentissage à travers lequel les participants, dont beaucoup de femmes, ont évolué et grandi. Comme l'affirme une militante de l'Assemblée : « las mineras en un punto nos han hecho el bien de juntarnos, de despertarnos, de discutirnos en

⁶³ Nous avons une grande capacité d'organisation à l'échelle régionale dans toutes les communautés affectées, mais il nous manque encore le moyen de rejoindre les grands centres de décisions électorales, les grands centres qui ont un poids, les décisions politiques sont dans les villes qui sont les grands centres de consommation. (...) L'Assemblée de l'Algarrobo a des relations avec des organisations politiques, sociales, de médias alternatifs. À l'ère des réseaux, ce sont justement les réseaux sociaux qui nous ont permis de préparer tout ce qui est arrivé ici, oui, nous avons beaucoup de relations. (Traduction libre)

un montón de aspectos que antes no lo habíamos hecho »⁶⁴ (Entrevue 8, avec une militante de l'Assemblée). Il y a tout un processus d'empowerment qui s'est mis en route et qui a permis notamment aux femmes de développer des capacités en organisation politique et en communication. À travers les activités de l'Assemblée de l'Algarrobo et des Femmes du Silence, elles ont pu occuper les rôles d'avant-plan réservés aux hommes dans les autres sphères sociales. Par exemple, lors des marches hebdomadaires, les discours sont prononcés principalement par les femmes.

4.8.2 Les Femmes du Silence face à la judiciarisation de la lutte

Comme nous l'avons souligné, les femmes sont majoritaires au sein de l'Assemblée. Il est intéressant de constater que cette présence importante des femmes dans le mouvement social est remarquée et commentée par différents acteurs, y compris des intervenants en faveur de l'industrie minière. Différentes opinions sont mises de l'avant, notamment que les femmes s'engagent dans la lutte pour accéder au pouvoir traditionnellement réservé aux hommes (Entrevue 13, avec une femme d'affaires). D'autres avancent des explications intéressantes comme cet homme d'affaires :

En el movimiento no minero en Andalgalá prima la opinión de las mujeres, más que de los hombres. Lo verán como mujer que es la que sufre las consecuencias de la casa, no tener un trabajo como corresponde, lo verán como la maestra que tiene que enseñarle al chico el tema de la protección ambiental o sea hay diferentes aspectos por el cual podemos explicar este tema.⁶⁵ (Entrevue 21, avec un homme d'affaires)

⁶⁴ Les minières, dans un sens, nous ont fait le bien de nous rassembler, de nous réveiller et de discuter énormément de choses, ce que nous n'avions jamais fait avant.

⁶⁵ Dans le mouvement opposé à l'industrie minière à Andalgalá, c'est l'opinion des femmes qui prime, plus que celle des hommes. C'est peut-être parce que les femmes souffrent davantage des conséquences, de ne pas avoir de travail stable, ou encore parce que ce sont elles qui doivent enseigner aux enfants le thème de la protection de l'environnement. Il y a différentes façons d'expliquer ce phénomène. (Traduction libre)

Dans la plupart des entrevues où le rôle des femmes dans le mouvement social a été abordé, le qualificatif qui revient le plus est le courage. À l'intérieur du mouvement social, les femmes sont considérées comme étant plus courageuses que les hommes et plus à même de défendre ce qui leur tient à cœur. La lutte pour la conservation de l'environnement est aussi associée au rôle protecteur des femmes. Les militantes parlent de leur rôle dans le mouvement social comme celui de mère au sein de la famille, c'est-à-dire en associant les deux à la défense de la vie, comme l'exprime cette militante :

Defender a la tierra, defender la biodiversidad, obviamente pone la madre, la mujer con su posibilidad de dar la luz en un lugar muy especial, ese paralelo entre mujer y madre tierra se ha elevado mucho últimamente. Entonces bueno, creo que en este aspecto hay un empoderamiento de la mujer, a través de la participación política y de la reconceptualización de ella en su rol social.⁶⁶ (Entrevue 8, avec une militante de l'Assemblée)

Elle ajoute que pour le futur de la région, ce sera sa vie ou l'industrie minière, mais que la cohabitation est impossible. Les actes courageux des femmes lors des différentes actions leur ont aussi valu d'être les plus judiciairisées. Cela a mené, comme nous l'avons mentionné au chapitre 3, à la mise sur pied du groupe des Femmes du Silence. Les événements de février 2010, qui ont été d'une grande violence, soulèvent des questionnements par rapport au respect des droits humains. Les militants qui étaient présents ont un sentiment de trahison de la part du gouvernement qui s'est allié à l'industrie minière et qui n'a pas protégé les militants face à la violence.

Les Femmes du Silence se sont organisées suite à ces événements pour le moins marquants. Ce groupe est devenu un symbole de la lutte à Andalgalá, mais aussi de l'affirmation du rôle innovateur qu'occupent les femmes dans ce mouvement social. Cette militante des Femmes du Silence aborde le caractère courageux des femmes qui s'explique selon elle par la culture de la région du NOA :

⁶⁶ Défendre la terre, défendre la biodiversité, évidemment ça concerne la mère, la femme avec sa possibilité de donner la vie. Ce parallèle entre femme et Mère-Terre se fait beaucoup. Alors je crois qu'en ce sens, il y a un empowerment des femmes à travers la participation politique et de la reconceptualisation de son rôle social. (Traduction libre)

Decimos acá que las mujeres somos más valientes, somos muy osada las mujeres acá. No tenemos temores o podemos llegar a tener temores pero si hay una amenaza, sacamos las uñas. Es algo muy notable las mujeres de nuestra zona, esa cosa que no tienen temor a la represión, a los golpes, las mujeres salimos.⁶⁷(Entrevue 9, avec une militante de l'Assemblée)

Les femmes impliquées dans l'Assemblée de l'Algarrobo et dans les Femmes du Silence considèrent que la lutte contre les mégaprojets miniers correspond à leur rôle social de protectrice du bien commun. Avec le courage qui les caractérise, elles se sentent responsables de s'opposer au modèle extractif qu'elles considèrent dommageable pour leur territoire.

Comme nous avons pu l'observer tout au long de ce quatrième chapitre, l'arrivée de Minera Alumbraera dans le département d'Andalgalá n'a pas affecté seulement des paramètres économiques. Une multitude d'effets sur l'environnement humain et des transformations socioterritoriales qui sont en cours depuis les deux dernières décennies ont aussi été constatées. Les différents paliers de gouvernement semblent avoir tout misé sur l'industrie minière, tandis que les autres secteurs productifs ont perdu des appuis. Les inégalités engendrées par une mauvaise répartition des ressources se manifestent à différentes échelles, mais nous remarquons que les femmes sont celles qui subissent généralement davantage les conséquences négatives de ces projets extractifs. Cela s'observe à travers le rôle secondaire attribué aux femmes au sein des projets miniers, mais c'est en s'attardant à comprendre la situation difficile qui prévaut pour les femmes dans la province de Catamarca, que l'on peut saisir l'étendue de ces effets. Au cours du chapitre suivant, nous approfondirons cette réflexion afin de répondre à nos questions et hypothèses de recherche.

⁶⁷Ici, nous disons que les femmes sont plus courageuses, nous sommes très osées. Nous n'avons pas peur ou nous pouvons avoir peur, mais s'il y a une menace, nous sortons les griffes. C'est quelque chose de très remarquable chez les femmes de la région, nous n'avons pas peur de la répression, des coups, les femmes sortent dans la rue.

CHAPITRE V :
MÉGAPROJETS MINIERS ET DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LA
PROVINCE DE CATAMARCA

Nous avons posé l'hypothèse que le développement minier a entraîné l'établissement de nouvelles dynamiques socioterritoriales qui contribuent au développement géographique inégal entre les pays industrialisés et le Sud global. Si les dynamiques socioéconomiques nous intéressent, nous avons aussi porté une attention particulière aux enjeux de genre soulevés par l'installation d'un mégaprojet minier à proximité d'un établissement humain. Au cours de ce dernier chapitre, nous reviendrons sur les résultats présentés de façon synthétique en y apportant l'éclairage des cadres théorique et conceptuel présentés au début de ce mémoire. Nous procéderons ainsi à l'interprétation des résultats, en cherchant à valider ou invalider nos différentes hypothèses secondaires. Nous tirerons ensuite une conclusion plus générale répondant à l'hypothèse principale.

5.1 Effets sociaux et économiques du projet minier

À travers cette recherche, nous cherchons à décrire et à expliquer les conséquences induites par le développement minier ainsi que l'organisation de l'action collective face à ces mutations en nous demandant en quoi l'activité minière transnationale en Argentine et les conflits socio-environnementaux qui y sont liés entraînent des transformations socioterritoriales qui affectent les populations locales. La première question secondaire cherche à caractériser les changements apportés par le mégaprojet minier sur les plans social et économique. En utilisant les concepts d'identité et de précarisation économique, l'hypothèse postule que le rapport au territoire a été modifié, les perceptions de la

population étant dorénavant plus négatives par rapport à leur milieu de vie. De plus, les retombées économiques seraient faibles, mais surtout mal réparties et peu accessibles aux femmes. À la lumière des résultats présentés au chapitre précédent, nous revenons dans les paragraphes qui suivent sur les transformations de l'identité et l'évolution de la situation économique.

5.1.1 Instauration d'un climat social conflictuel

La vie a beaucoup changé à Andalgá au cours des vingt dernières années, mais ce n'est pas à cause du développement économique fulgurant qui avait été annoncé au début des années 1990 avec l'installation du projet *Bajo la Alumbreira*. La principale transformation identifiée par les personnes interrogées se situe plutôt sur le plan social. La population s'est lentement polarisée par rapport à la question minière jusqu'à ce qu'un climat conflictuel se mette en place de façon permanente et mine la cohésion sociale qui prévalait avant l'arrivée de Minera Alumbreira. L'analyse des résultats permet d'affirmer que le rapport au territoire entretenu par la population d'Andalgá a été modifié depuis l'installation du mégaprojet minier dans leur département.

Premièrement, c'est à travers la détérioration du climat social que nous pouvons observer ces transformations sociales. Les relations se sont dégradées à l'intérieur de la population, divisant familles, voisins et amis. Les acteurs interrogés soutiennent que de nouveaux problèmes sociaux ont émergé depuis l'installation du projet minier. Les exemples les plus fréquemment cités sont l'augmentation de la consommation de drogues ainsi que de la prostitution. Ce résidant d'Andalgá a une vision négative des transformations sociales des dernières années :

Acá llego lo malo de la globalización, lo malo... la disolución de los valores, el nuevo modelo de familia que no presenta modelo ni paradigma, los chicos... hay mucha droga, mucho alcohol. A los adolescentes de trece,

catorce años ya uno los ve alcoholizados, embarazadas.⁶⁸ (Entrevue 21, avec un homme d'affaires)

Cette citation représente le sentiment d'amertume exprimé par la population d'Andalgalá face aux transformations entraînées par le développement minier. En affirmant que la région n'a reçu que les côtés négatifs de la mondialisation, cet intervenant du milieu des affaires exprime la sensibilité des Andalgalenses quant à la répartition inégale des impacts sociaux engendrés par la mondialisation. À une autre échelle, celle de la région, les relations se sont aussi dégradées. En effet, un sentiment de rivalité s'est installé entre chaque centre urbain qui tente d'attirer le plus de retombées économiques possibles. L'analyse de nos résultats montre que la population d'Andalgalá est généralement insatisfaite de la part qui lui revient et considère que d'autres lieux ont injustement bénéficié d'avantages économiques qui auraient dû leur revenir de droit, le projet étant situé sur leur territoire départemental.

Deuxièmement, les modifications de l'identité s'observent à travers l'évolution de l'attachement de la population envers le territoire. Le sentiment d'appartenance vis-à-vis la région est demeuré très fort pour la population adulte qui a grandi à Andalgalá avant l'installation du projet minier. Or, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, il en va autrement pour la jeune génération. Cette dernière rêve de nouveaux horizons et des possibilités que font miroiter les grandes villes argentines et même l'étranger. Le climat social conflictuel qui s'est progressivement instauré à Andalgalá depuis deux décennies contribue à cet exode des jeunes. Ils sont très peu à vouloir épouser ce mode de vie qui implique une lutte constante et un climat de conflit. En effet, comme l'expliquaient certains militants, l'engagement au sein de l'Assemblée est permanent, les positions individuelles face au développement minier dictent beaucoup de comportements sociaux à Andalgalá, un climat de peur est omniprésent, comme l'exprime ce militant :

⁶⁸ Ici, c'est le mauvais côté de la mondialisation que nous avons eu, la dissolution des valeurs, le nouveau modèle familial qui n'est pas un bon modèle, les jeunes... il y a beaucoup de drogues, beaucoup d'alcool. Nous voyons les adolescents de 13, 14 ans en état d'ébriété, enceintes. (Traduction libre)

A mí por ejemplo, a mi vehículo, fijate que tiene pintura, a mi 4 veces me hicieron atentado. 4 veces. Las 4 veces lo denuncié en la justicia. Nunca la justicia me dio ninguna respuesta. Nunca. Ni me la va a dar. Pero a mí, cuando me judicializan, me tienen todo el día, toda la semana, todo el mes, todo el año, dándome, dándome. Es todo un tema. Por eso la lucha nuestra es a todo o nada. No podemos dar un paso atrás. O la ganamos o la ganamos. (...) esto es una lucha de todos los días y de todas las horas. Tienes que dormir con un ojo abierto y un ojo cerrado⁶⁹. (Entrevue 12, avec un militant de l'Assemblée)

Le dernier élément qui révèle la modification de l'identité, c'est la transformation des rapports Humain/Nature entraînée par l'activité minière à proprement parler. La pierre angulaire du rejet de l'extractivisme est l'environnement, et plus précisément la contamination de l'eau, de l'air et des sols. Les militants interrogés craignent la contamination de leur environnement et, par extension, pour leur santé. Ils sont nostalgiques de l'époque où la pureté de l'eau, de l'air et des sols n'était pas remise en cause. En s'opposant à l'extractivisme, ils affirment se battre pour la vie, principalement parce qu'ils défendent la ressource en eau qui est au cœur des revendications et des slogans. Comme le soutient Machado Aráoz (2009), en utilisant notamment le concept d'aliénation socioterritoriale de Milton Santos, l'industrie minière s'installe avec une manière de comprendre, de vivre et de produire l'espace habité qui est incompatible avec celle de la population locale. Cette idée correspond à ce que nous avons pu observer sur le terrain et à travers l'analyse des entrevues. Pour l'industrie minière, le territoire prend de la valeur seulement dans sa capacité à capter des investissements et dans la matière qui peut en être extraite. Pour la population locale, c'est un territoire occupé depuis plusieurs siècles par leurs ancêtres et auquel l'attachement est grand. Les principales activités économiques, l'agriculture et l'élevage, avaient toujours reposé sur une relation étroite de collaboration entre humain et nature, tout en nécessitant de l'eau et des sols exempts de contamination. La nouvelle logique

⁶⁹ À moi par exemple, mon véhicule, tu vas voir qu'il a de la peinture. Quatre fois ils me l'ont vandalisé. Quatre fois. Les quatre fois je l'ai dénoncé à la justice. Jamais je n'ai eu de réponse. Et je n'en aurai pas. Mais moi, quand ils me judiciarisent, ils me gardent toute la journée, toute la semaine, tout le mois, toute l'année. C'est un vrai problème. C'est pour ça que notre lutte, c'est tout ou rien, on ne peut pas reculer d'un seul pas. Ou on la gagne, ou on la gagne. C'est une lutte de tous les jours et de toutes les heures. Il faut dormir avec un œil fermé et un œil ouvert. (Traduction libre)

productiviste imposée par l'industrie a ainsi pour effet de rendre la population locale étrangère à son propre territoire (Santos in Machado Aráoz, 2009).

5.1.2 Le renforcement de la précarité

En ce qui concerne la situation économique, nous observons, en accord avec notre hypothèse, qu'il y a eu peu de retombées économiques à l'échelle locale. De plus, les témoignages recueillis ont montré que les retombées du projet minier ont été inégalement réparties à différentes échelles. En plus de cette répartition inéquitable, nous posons aussi le constat d'une certaine précarisation de la population locale depuis l'implantation du mégaprojet minier.

Cette précarisation peut d'abord s'observer si l'on s'attarde à la situation économique générale d'Andalgalá. Si le secteur minier y a pris un envol certain, les autres secteurs de l'économie ont plutôt stagné ou même décliné. Les résultats présentés au chapitre précédent montrent que l'activité agricole et l'industrie alimentaire qui y est liée sont fortement en déclin. Cela s'observe par la fermeture de nombreuses usines, par la diminution importante du nombre d'hectares cultivés et, bien sûr, par la réduction notable du nombre d'emplois disponibles dans ce secteur. Comme nous l'avons vu, après 17 ans d'exploitation minière, Catamarca présente encore un important taux de chômage. Ce dernier peut toucher jusqu'à un tiers de la population dans les localités rurales de la province de Catamarca telles qu'Andalgalá (Veneranda, 2012). Si le gouvernement assure à l'industrie minière des mesures fiscales avantageuses, les activités économiques traditionnellement pratiquées par la population locale, principalement l'élevage et l'agriculture, n'ont pas accès à ce même soutien. Cela entraîne, comme l'affirme Canovas (2008), une dévalorisation des activités traditionnelles par l'idéologie capitaliste.

De plus, les mégaprojets miniers tels que *Bajo la Alumbraera* et *Agua Rica* ont des besoins démesurés en eau et en électricité par rapport au reste du territoire. Bien que Minera Alumbraera ait construit ses propres infrastructures afin d'assurer

l'alimentation en eau et en électricité de son projet, il n'en demeure pas moins que les autres activités économiques telles que l'élevage et l'agriculture entrent en compétition pour l'utilisation des ressources disponibles. Par exemple, Bajo la Alumbreira consomme l'équivalent de 170 % de l'énergie consommée par la province de Catamarca et a le permis pour extraire 1200 litres d'eau par seconde, soit l'équivalent d'environ 100 millions de litres par jour (Machado Aráoz, 2009). Rappelons que la province de Catamarca possède un climat semi-désertique où les quelques épisodes de pluies torrentielles se concentrent durant l'été. D'autres secteurs de l'économie, le tourisme et l'artisanat sont jugés prometteurs par les acteurs locaux vu la qualité des aménités naturelles et culturelles de la région. Or, ces deux secteurs manquent des ressources et des infrastructures nécessaires pour se développer.

Ensuite, comme nous l'avons dit au chapitre 2, la précarité n'est pas seulement associée au manque de ressources financières, mais aussi, et surtout à une situation d'instabilité et d'insécurité face à l'avenir (Conseil économique et social, 1987). Les résultats exposés quant à l'accessibilité et à la qualité des services publics révèlent qu'une partie de la population, celle qui a le moins de ressources financières en l'occurrence, souffre de précarité. En effet, l'accès à une éducation de qualité est fortement limité pour les niveaux postsecondaires, car les programmes offerts à Andalgalá ne permettent pratiquement pas d'accéder à un emploi sans avoir à s'exiler dans une autre ville. Pour étudier dans un programme de leur choix, la majorité des jeunes doit donc quitter la région, ce qui n'est accessible qu'aux familles ayant les moyens financiers de payer à leurs enfants le transport, l'hébergement et l'alimentation dans une ville universitaire.

En ce qui a trait au système de santé, les témoignages recueillis montrent qu'il accuse un sous-développement important à Andalgalá. Pour le moindre problème de santé nécessitant une intervention médicale, les Andalgalenses doivent se rendre à la capitale située à trois heures et demie de route. Ces déplacements et l'hébergement dans la capitale représentent des frais importants pour les familles les moins nanties. De plus, ils représentent des défis logistiques pour les familles

qui doivent faire garder les enfants ou qui doivent prendre congé et ainsi perdre une partie de leur revenu durant leur séjour à Catamarca.

En ce qui concerne la situation particulière des femmes, l'ensemble de l'information recueillie montre que leur situation s'est dégradée au cours des dernières décennies. Le directeur de la clinique médicale et les intervenantes du groupe de femmes Huarmi soutiennent que le nombre de jeunes filles mères ne cesse de croître et que ces dernières sont ainsi plongées dans une précarité dont il est difficile de s'extraire. Sur le plan économique, l'installation du mégaprojet minier a créé très peu d'emplois pour les femmes. En effet, elles ont pu accéder seulement à 8 % des postes au sein du projet Bajo la Alumbra (Minera Alumbra, 2012) et à aucun poste de direction (Entrevue 17, avec une travailleuse).

Finalement, un dernier élément important qui appuie cette idée de précarisation économique, c'est la question de la durabilité d'un projet minier. Un mégaprojet moderne dure aujourd'hui moins d'une génération, soit en moyenne entre 15 et 25 ans (Amilhat Szary, 2010). La phase d'extraction de Bajo la Alumbra a débuté en 1997 et l'entreprise a annoncé son arrêt complet d'ici 2018. Peu d'emplois locaux ont été créés grâce à ce projet, mais lorsque la centaine d'individus employés viendra grandir le rang des chômeurs à Andalgala, cela aura sans contredit un impact sur l'économie locale. Si les chiffres de Minera Alumbra sont véridiques et que chaque emploi dans la mine permet d'en maintenir cinq autres dans la communauté de résidence des travailleurs, ce sont tous les commerces d'Andalgala qui feront face à des situations difficiles lorsque l'exploitation minière prendra fin.

5.2 Une gouvernance modifiée par l'arrivée du projet minier

La deuxième question secondaire s'intéresse à la gouvernance dans le département d'Andalgalá ainsi qu'aux échelles provinciale et nationale. L'hypothèse qui y est associée postule une modification du rôle de l'État entraînée notamment par les politiques néolibérales, qui aurait permis à l'entreprise minière de prendre facilement place sur la scène économique et sociopolitique. Si l'hypothèse s'avère vraie, cela entraînerait l'accroissement de l'emprise de la compagnie minière sur le territoire ainsi que l'isolement géographique vécu par la province de Catamarca, tout en défavorisant la participation des femmes. L'analyse des résultats montre que la compagnie minière a effectivement pris une place dans la gouvernance, mais de façon plutôt informelle, par exemple à travers sa politique de RSE. La plus grande modification apportée à la gouvernance concerne le retrait de l'État et la délégation de certaines de ses responsabilités à l'entreprise, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ces nouvelles dynamiques rappellent à plusieurs égards l'époque coloniale et peuvent être perçues comme des pratiques néocoloniales. En effet, le néocolonialisme, selon Watts (2009), est la perpétuation des pratiques de type colonial, mais de façon cachée à travers des modalités économiques, culturelles, politiques et idéologiques. Une idée centrale dans la définition du néocolonialisme est la persistance de relations d'exploitation. Nous pouvons aussi comprendre ces relations d'exploitation en pensant à des situations d'oppression ou d'injustice sur le plan des relations sociales ayant eu cours à travers le temps et l'espace (Watts, 2009). Pour Aimar (2008), les pratiques néocoloniales comprennent aussi des mécanismes d'acceptabilité sociale et peuvent en ce sens inclure les politiques de RSE.

5.2.1 Relations État/Entreprise

Les transformations dans la gouvernance peuvent d'abord s'apprécier à travers les liens étroits qui unissent les acteurs de l'industrie minière à ceux du gouvernement depuis le début des années 1990 avec l'adoption des nouveaux cadres légaux et fiscaux, et ce, autant aux échelles nationale et provinciale. À Catamarca, les politiciens ont même fait de l'exploitation minière une obligation en vertu de la Constitution. Nous avons aussi vu que les relations entretenues entre l'entreprise et les acteurs gouvernementaux sont variables en fonction du parti qui est au pouvoir. Cela montre que les liens sont très malléables et ont une grande part d'informalité. En appuyant ouvertement un candidat lors des élections, l'entreprise privée s'invite dans les campagnes électorales, ce qui dépasse le rôle auquel devrait se tenir la minière d'un point de vue éthique. Les liens étroits entre l'entreprise minière et les forces de l'ordre sont sans doute ceux qui choquent le plus les militants de l'Assemblée. Comme nous l'avons exposé précédemment, l'entreprise minière paie les heures supplémentaires des policiers d'Andalgalá et ces derniers assurent la sécurité des bureaux d'Agua Rica, en barricadant notamment les rues du centre de la ville tous les samedis soirs alors que se tient le rassemblement hebdomadaire de l'Assemblée. Le sentiment de trahison ressenti envers le gouvernement s'est d'ailleurs exacerbé suite aux violences du 15 février 2010, la population aurait souhaité que l'État protège les citoyens plutôt que les intérêts l'entreprise.

5.2.2 Relations Population/Entreprise

Un autre élément qui soutient que les agissements de la minière se rapprochent du néocolonialisme, c'est la part des relations entretenues entre l'entreprise et la population à travers sa politique de RSE. Cette dernière lui permet de s'engager dans une multitude de sphères sociales et économiques, en affichant un peu

partout dans la ville les donations effectuées. Ce qui se dégage des résultats, c'est que la politique de RSE semble surtout s'occuper de combler les lacunes laissées par le gouvernement dans les systèmes de santé et d'éducation. En ce qui concerne la santé, le cas emblématique dont ont abondamment parlé les acteurs interrogés est celui de l'hôpital, dont la construction, en cours durant notre séjour de recherche à Andalgala, est financée par la minière. La plupart des gens craignent en fait que le nouveau bâtiment demeure une coquille vide puisque l'ancien hôpital est déjà sous-financé et mal équipé autant sur le plan du matériel qu'en termes de personnels. Plus largement, ce type d'aide apportée par une entreprise privée et qui contribue principalement à combler des manques laissés par le gouvernement ne permet pas d'engendrer un véritable développement local. En effet, il s'opère par le haut et ne mobilise pas la population. Si l'on reprend l'exemple de l'hôpital, on se rend compte que la priorité de la population était de combler les équipements et le personnel manquants dans l'ancienne structure plutôt que de construire un bâtiment qui risque d'être dysfonctionnel à cause du manque de ressources.

Puisque les femmes n'accèdent pas aux postes de direction dans l'industrie minière de la province de Catamarca, leur participation à la gouvernance est aussi limitée. Dans son analyse de la gouvernance en Amérique latine, Colazo (2010) soutient que la faible présence des femmes dans les espaces de décision est un indicateur de la mauvaise qualité des démocraties et provoque le fait que « les demandes et autres revendications des femmes demeurent insatisfaites, les femmes étant toujours soumises à l'intérieur d'une structure hiérarchique qui les empêche d'enfoncer les plafonds de verre qui limitent leur ascension sociale. » (Colazo, 2010 : 55)

5.2.3 Industrie minière et aménagement du territoire

Le troisième et dernier argument que nous souhaitons mettre de l'avant concernant la transformation de la gouvernance porte sur l'aménagement du territoire. L'entreprise minière, avant d'obtenir toutes les autorisations pour commencer la phase d'exploitation, avait promis une multitude de transformations sur le plan de l'aménagement du territoire qui auraient permis d'améliorer la qualité de vie dans le département d'Andalgalá. Ces promesses ciblaient des aspects hautement symboliques pour la population locale. Cette dernière vit une situation d'isolement engendrée à la fois par les barrières naturelles que représentent les montagnes, ainsi que par des facteurs aggravés par des décisions politiques telles que la fermeture de la ligne de chemin de fer ou encore l'état d'abandon de la seule route asphaltée qui se rend à Andalgalá. Une cérémonie organisée en 1995 avait célébré le retour du train promis par l'entreprise minière. La construction de nouvelles routes avait aussi été planifiée. Comme nous l'avons vu, le train n'a plus jamais fonctionné après la cérémonie et les nouvelles routes n'ont pas vu le jour. Dans une décision unilatérale, l'entreprise a préféré construire un pipeline parcourant 316 km jusqu'à la ville de Tucumán, laissant Andalgalá aux prises avec son problème d'isolement.

5.3 L'empowerment des femmes à travers l'action collective

La troisième et dernière question secondaire porte sur l'organisation de la population locale, et plus spécifiquement celle des femmes, afin de contrer les effets négatifs de l'activité minière. L'hypothèse soutient ici que l'adhésion au mouvement socio-environnemental a permis de développer une résistance locale innovante dans la province de Catamarca, mais aussi aux niveaux national et continental. Cette participation politique au sein du mouvement aurait entraîné un empowerment des femmes et la diffusion large d'un discours alternatif à celui du

modèle extractiviste. À la lumière des témoignages recueillis, nous pouvons affirmer qu'à Andalgalá, les femmes occupent une place importante au sein du mouvement socio-environnemental et que cette place leur permet de jouer un rôle innovateur pour la protection de l'environnement et d'occuper des fonctions de premier plan qui sont réservées aux hommes dans les autres sphères de la société.

La minière utilise abondamment l'image des femmes pour favoriser l'acceptabilité sociale des projets miniers. L'industrie va même jusqu'à adopter un discours faisant valoir qu'elle contribue à l'émancipation des femmes en leur permettant d'occuper des postes qui sont normalement réservés aux hommes. Or, comme nous l'avons vu à travers les témoignages recueillis, le travail au sein du projet minier n'est pas aussi émancipateur que Minera Alumbreira le laisse entendre, notamment parce que cela entraîne une culpabilisation des femmes. En effet, les horaires forcent les travailleuses à passer la moitié de leur temps sur le site du projet, ce qui entre en contradiction avec le rôle social des femmes dans cette société traditionnelle. Les mères qui passent une semaine sur deux à la mine vivent beaucoup de stress, car elles se préoccupent de la situation de leurs enfants laissés derrière. Cela engendre une double charge de travail pour ces femmes qui, en plus de leurs heures sur le site minier, doivent accomplir le travail domestique qui leur incombe durant leur semaine à la maison.

À l'opposé de leur place limitée dans l'industrie minière, où les femmes n'occupent que 8 % des emplois et aucun poste de direction, nous avons vu qu'elles sont majoritaires au sein du mouvement socio-environnemental. Cette participation a un effet émancipateur, tout en étant en accord avec la vision qu'elles ont de leur rôle dans la société. Les femmes sont reconnues, à Andalgalá ainsi que dans le NOA en général, comme des êtres particulièrement courageux :

Hay una actitud más valiente en muchos casos de parte de la mujer en este sentido. La región noroeste de la Argentina fue siempre identificada como sociedad muy machista en la que el hombre trabaja, la mujer se hace cargo de la casa y de los hijos. Y ese rol que se distribuyó por la sociedad (...) ha ido trocando en los últimos años y la mujer ha logrado un gran

empoderamiento en estas regiones⁷⁰. (Entrevue 7, avec un militant de l'Assemblée)

Nous pouvons parler d'empowerment principalement parce que l'activité politique des femmes au sein de l'Assemblée de l'Algarrobo ou des Femmes du Silence leur a permis d'occuper un rôle de premier plan qui est réservé aux hommes dans les autres sphères de la société et aussi parce qu'il a permis un nombre important d'apprentissages en termes d'organisation politique et de protection de l'environnement. Pour Comelli (2010) les femmes se visibilisent à travers l'action collective comme actrices de la scène du conflit, gagnant ainsi le droit d'être protagonistes de leur devenir. Les femmes du mouvement socio-environnemental dans la province de Catamarca font face à un modèle de développement monoculturel et destructif, et cherchent à remettre en question la marchandisation des richesses naturelles. (Comelli, 2010)

La participation au mouvement social et à travers elle le renforcement des capacités d'organisation et d'action ont permis aux femmes d'accéder à un plus grand contrôle sur leur vie (Comelli, 2010). Dans la société particulièrement patriarcale qu'est le NOA, l'action collective en opposition au modèle extractiviste leur a permis d'affirmer leur rôle social d'une manière renouvelée, en contribuant de façon innovatrice à la lutte. Les militantes y font le lien entre leur rôle de mère, de protectrice de la famille, et par extension, celui de préservation de l'environnement.

⁷⁰ Les femmes ont une attitude beaucoup plus courageuse. La région du Nord-Ouest de l'Argentine a toujours été identifiée comme une société très machiste où les hommes travaillent et les femmes s'occupent de la maison et des enfants. Et ce rôle est distribué par la société, mais il est en train de changer depuis les dernières années car les femmes ont vécu beaucoup d'empowerment dans ces régions. (Traduction libre)

5.4 Le développement minier comme développement inégal

Tout au long de ce mémoire, nous avons exploré la thématique complexe du développement minier en Amérique latine en positionnant les nouvelles implications spatiales de la mondialisation au cœur de l'analyse. Au cours de ce cinquième chapitre, nous avons répondu aux trois questions secondaires en nous appuyant sur les résultats et en articulant notre réflexion autour des concepts d'identité, de précarisation économique, de gouvernance et d'empowerment. Pour terminer, nous procéderons à une synthèse des différents éléments présentés afin de répondre à notre question principale, en nous référant à nos métaconcepts, les transformations socioterritoriales et le développement géographique inégal.

À la lumière de tout ce qui précède, il est possible d'affirmer que le développement minier a entraîné l'établissement de nouvelles dynamiques socioterritoriales qui contribuent au développement géographique inégal entre les pays industrialisés et le Sud global, mais aussi en Argentine entre les différentes régions ainsi qu'au sein de la population locale. Les données recueillies et analysées montrent en effet qu'à différentes échelles, l'installation de mégaprojets miniers contribue à l'approfondissement des asymétries socioéconomiques, mais aussi des inégalités de genre auxquelles nous avons porté une attention particulière.

À l'intérieur des petites villes situées à proximité du projet minier, tel qu'Andalgalá, la richesse se concentre dans les mains de quelques familles, tandis qu'une part importante de la population éprouve des difficultés à combler ses besoins de base et souffre d'une précarisation qui s'est accrue au cours des dernières décennies, notamment à cause du déclin des activités économiques traditionnelles et du difficile accès à des services publics de qualité. Cette situation d'insécurité face à l'avenir est renforcée par l'annonce de la fermeture de l'exploitation minière dans quelques années. Les retombées promises et attendues depuis l'implantation de Minera Alumbra ne se sont pas concrétisées. De plus,

au-delà des retombées économiques, les deux dernières décennies ont aussi vu le climat social se dégrader et l'exode des jeunes s'accroître.

L'installation d'un mégaprojet minier renforce les inégalités de genre préexistantes si l'on considère que la majorité des occasions d'emplois et d'enrichissement économique sont réservées aux hommes. Les femmes qui obtiennent un emploi sont, pour leur part, nombreuses à vivre une forte culpabilité lorsqu'elles doivent laisser derrière elles leur famille. Durant sa semaine hors de la mine, le travailleur minier est en congé, tandis que la travailleuse hérite d'une double charge en accumulant travail salarié et travail domestique. L'écoféminisme permet de mettre à jour la double dépendance de la sphère économique :

(...) par rapport aux prélèvements sur la nature (et à toute la contribution des processus naturels à la perpétuation des activités productives) et sur la famille, la force de travail ne peut fonctionner dans la production que parce qu'elle est entretenue et reproduite par un travail domestique non payé et non comptabilisé. Si l'on prenait en compte ces prélèvements, le surplus disparaîtrait : il n'y aurait plus que des échanges dans un monde où rien ne se perd et rien ne se crée. (Larrère, 2012 : 131)

Au travail invisible dans la sphère domestique s'ajoute donc le travail au sein du projet minier qui, bien qu'il soit plus payant qu'un emploi régulier, contribue à compliquer la vie des femmes, notamment en les éloignant de leurs familles.

À Andalgalá, un sentiment de désillusion habite les membres de la population qui s'opposent aux mégaprojets miniers. Ce sentiment est dirigé envers l'entreprise minière qui n'a pas su tenir les nombreuses promesses qui avaient suscité beaucoup d'espoirs pour le développement de la province de Catamarca. Cependant, c'est véritablement envers l'État que le mécontentement est le plus fort. Si l'entreprise minière a payé les redevances selon les règles fixées par l'État depuis le début de l'exploitation, la population considère que le taux maximal de redevances fixé à 3 % est insuffisant. De plus, les différents paliers de gouvernement ont mis beaucoup de temps à s'entendre sur la redistribution

spatiale de ces retombées, privant par exemple le département d'Andalgalá de sa part durant les premières années de l'exploitation.

À l'échelle régionale, un sentiment de rivalité s'est installé entre les différents centres urbains, chacun voulant attirer sur son territoire le plus de retombées économiques et d'emplois possibles. La dégradation du climat social ne s'observe donc pas uniquement au sein de la population locale, mais aussi entre les villes qui se retrouvent en compétition pour les retombées de l'industrie minière. Ainsi, comme le soutient Machado Aráoz (2009), l'industrie minière contribue au développement inégal à l'échelle locale en favorisant certaines communautés et certains individus en fonction de ses besoins, générant ainsi l'exclusion du reste de la population. La construction des infrastructures massives nécessaires au fonctionnement d'un gisement à ciel ouvert transforme le territoire d'une façon permanente, et dans le cas qui nous intéresse, elle a contribué à isoler Andalgalá au profit d'autres lieux qui bénéficient de nouvelles infrastructures ainsi que d'un nombre supérieur d'emplois.

À l'échelle nationale, les provinces du NOA, telles que Catamarca, ont hérité du rôle d'exportatrice des ressources naturelles tout en demeurant à l'écart de la croissance économique qui se concentre principalement à Buenos Aires et dans ses environs (Velut, 2002, Bernard, Bouvet et Desse, 2005). Or, ces provinces ne bénéficient pas en retour des ressources suffisantes pour garantir à la population l'accès à des services sociaux de qualité. Cela rappelle la déterritorialisation et la fragmentation de l'État-nation dont parlent Gudynas (2005) et Klein (2011b). Ces processus contribuent à la création de vastes espaces périphériques développés inégalement à l'échelle nationale. Seuls certains lieux connectés à l'échelle globale, à travers des réseaux de nœuds, se retrouvent avantagés par la redéfinition des territoires dans la mondialisation.

Ce développement inégal est finalement visible à l'échelle globale, alors que les métaux extraits dans la province de Catamarca permettent d'enrichir des compagnies transnationales (canadiennes et suisses dans ce cas-ci) et à contribuer

à la course à la productivité mondiale, tandis que la population locale récolte très peu de retombées économiques. Rappelons que le sous-sol de la région latino-américaine fournit environ 45 % du cuivre, 40 % de l'argent et un peu plus de 25 % du zinc, de l'étain et de l'or consommés à l'échelle mondiale, tandis que ce continent ne consomme en moyenne que 5 % de l'ensemble de ces métaux (Sanchez Albavera et Lardé, 2006).

Si le capital globalisé contribue à redéfinir les territoires, c'est sans doute, comme le souligne Harvey (2010), parce que l'expansion géographique et l'inégalité du développement géographique sont essentielles à la mondialisation capitaliste, tout comme l'accumulation par dépossession est une conditionnalité de la survie du système économique en place. Pour Bebbington (2008) nous devons parler de dépossession quantitative, mais aussi qualitative si nous pensons par exemple à la qualité de l'eau et de l'air qui est détériorée par la présence de l'industrie minière ou encore aux pertes culturelles et psychologiques qui peuvent subvenir lorsque le mode de vie et les moyens de subsistance traditionnels se retrouvent désarticulés. Tous ces éléments entraînent aussi la redéfinition des mouvements sociaux. Face aux menaces portées au monde vécu, à l'aliénation socioterritoriale ou encore aux différentes formes que prend l'accumulation par dépossession, la mobilisation sociale accumule aussi un nouveau bagage d'expériences (Harvey, 2010). Celui-ci se manifeste, selon Svampa (2011), dans ce qu'elle qualifie de tournant écoterritorial des luttes. À Andalgalá, ce sont les femmes qui portent avec vigueur cette nouvelle mouvance sociale.

Les mouvements sociaux ont eux aussi de nouveaux ancrages spatiaux, de plus en plus marqués par la multiscalarité des luttes, ce qui correspond à la pensée de Harvey qui considère que « le mouvement socialiste doit s'inventer les moyens de démontrer, dans sa théorie comme dans sa pratique, une aussi grande flexibilité dans l'espace que celle que la classe capitaliste a su montrer » (Harvey, 2010 : 254). Cela a été rendu possible grâce à des processus politiques et juridiques, mais aussi en grande partie aux nombreux échanges qui ont été faits entre les

mouvements sociaux aux échelles nationales et même internationales, des réseaux de solidarité s'étant implantés à travers le monde. En Amérique latine, les groupes de femmes tels que celui des Femmes du Silence, qui luttent contre le modèle extractiviste et pour la préservation de l'environnement, commencent à s'organiser à l'échelle continentale. Cela s'observe notamment à travers la création de la *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales*⁷¹ (RLMD) et par l'organisation de rencontres internationales réunissant des militantes de différents pays latino-américains sur le thème des impacts engendrés par l'industrie extractive sur les femmes.

Pour expliquer cette participation et ce leadership importants des femmes, Joan Martinez Alier (2006) parle de l'écologisme des pauvres : il fait la distinction entre l'écologisme des gens qui ne manque de rien et qui luttent pour la préservation de l'environnement durant leurs temps libres, et l'écologisme de ceux qui luttent pour la préservation de l'environnement, car leur survie au quotidien dépend de leur rapport à la nature. Les écoféministes soutiennent que les luttes écologiques dans lesquelles nous retrouvons une majorité de femmes correspondent à cette idée d'un environnementalisme des couches sociales les moins favorisées. Il y a donc l'environnementalisme dominant, qui cherche principalement à préserver la biodiversité et les espaces naturels en créant des espaces protégés, et l'environnementalisme de ceux qui se préoccupent de la justice environnementale, de la répartition des risques environnementaux, de la pollution et des impacts de tous ces éléments sur la santé. (Larrère, 2012). Cette deuxième vision « appréhende la nature comme [une] communauté, soit une nature dont nous faisons partie, avec laquelle nous avons des relations d'interdépendance » (Larrère, 2012 : 121).

L'écoféminisme du tiers-monde, courant largement porté par la physicienne et philosophe indienne Vandana Shiva, ajoute la domination coloniale aux deux

⁷¹ Réseau latino-américain des femmes défenseures des droits sociaux et environnementaux (Traduction libre)

autres dominations (sur les femmes et sur la nature) (Mies et Shiva, 1993 in Larrère, 2012). Cette vision soutient que l'héritage de la domination coloniale a porté atteinte aux potentialités économiques et a souvent contribué à la dégradation de l'environnement. Les écoféministes font ainsi valoir que :

(...) les conséquences environnementales du développement et de la mondialisation atteignent plus lourdement les femmes : souvent exclues de la révolution verte, elles voient leurs activités traditionnelles (aller chercher du bois, de l'eau) compromises ou rendues plus difficiles par l'industrialisation et la marchandisation du travail agricole. Elles sont en même temps la cible d'injonctions autoritaires de contrôle de la démographie, celle-ci étant rendue responsable des problèmes environnementaux. (Larrère, 2012 : 115)

Peut-être, comme le suggère Maris (2009), que les femmes sont les premières à sonner l'alarme parce qu'elles sont les premières victimes de la mondialisation, les politiques d'ajustements structurels ayant beaucoup fragilisé la situation des femmes dans de nombreux pays en développement. Les écoféministes dénoncent la triple domination de l'homme blanc : sur les pauvres, sur les femmes et sur le monde naturel (Maris, 2009). C'est peut-être ce sentiment de subir une nouvelle forme de colonialisme qui pousse les femmes à lutter contre les politiques extractivistes. En effet, il ne faut pas exclure la dimension sociale des mouvements socio-environnementaux. En plus de se battre pour un environnement sain, les Femmes du Silence cherchent à remettre en question le pouvoir de l'entreprise minière sur leur territoire ainsi que la complicité de l'État avec elle (Veneranda, 2012).

CONCLUSION

En s'installant dans la province de Catamarca, l'entreprise minière transnationale a donné une nouvelle fonction à ce territoire, en imposant une nouvelle logique spatiale assujettie aux forces de l'économie capitaliste globalisée. L'objectif de cette recherche a consisté à comprendre et analyser les impacts engendrés par l'implantation du mégaprojet minier *Bajo la Alumbreira* sur la population locale, en nous concentrant sur le centre urbain situé le plus près du gisement, Andalgalá. Pour y arriver, nous nous sommes intéressée aux transformations socioterritoriales induites par le développement minier en portant une attention particulière à l'évolution de la situation des femmes.

Lors de notre séjour de recherche en Argentine entre les mois de juin et d'octobre 2013, nous avons réalisé des entrevues avec les acteurs du conflit socio-environnemental généré par l'implantation de ce projet, soit des membres de l'Assemblée de l'Algarrobo, du groupe des Femmes du Silence, des travailleurs des projets miniers *Bajo la Alumbreira* et *Agua Rica*, des hommes d'affaires et des politiciens. Ces entretiens nous ont permis de dégager les attentes et les frustrations de la population locale, ainsi que les actions collectives menées localement pour la protection de l'environnement et du milieu de vie. De plus, il nous a été possible de mieux comprendre le rôle des femmes à la fois dans le mouvement social et au sein de l'industrie minière.

Aux métaconcepts développement géographique inégal et transformations socioterritoriales, nous avons ajouté une dimension de genre issue principalement de l'écoféminisme afin d'encadrer la recherche d'un point de vue théorique. Par ailleurs, la réflexion et l'analyse des données ont été articulées autour de différents concepts-clés.

D'abord, les concepts d'identité et de précarisation économique étaient rattachés à la première hypothèse secondaire qui stipulait que l'établissement du mégaprojet a changé la perception de la population face à son territoire, ce qui se manifeste à travers l'émergence de conflits entre les gens qui s'opposent et ceux qui appuient le projet minier, ainsi que par un affaiblissement du sentiment d'appartenance des résidents à leur milieu de vie. En ce qui concerne les retombées économiques, nous prévoyions une répartition inéquitable des retombées à différentes échelles. Le concept d'identité nous a ainsi permis de nous intéresser à l'évolution du sentiment d'appartenance au territoire et à l'évolution du rapport humain/nature entretenu par la population d'Andalgalá. Afin de mieux comprendre les effets sociaux engendrés par le développement minier, nous nous sommes intéressée à l'évolution du climat social qui est marqué par une dimension conflictuelle importante. Ensuite, le concept de précarisation a été utilisé pour dresser un portrait de l'évolution de la situation économique de la population d'Andalgalá ainsi que des différentes activités économiques qui y sont pratiquées. Nous avons montré le fait que les activités économiques traditionnelles, principalement liées à l'agriculture et à l'élevage, ne sont pas valorisées par les discours dominants. Ces derniers ont plutôt tendance à affirmer que l'industrie minière à grande échelle est la seule voie possible pour le développement de la province.

Ensuite, le concept de gouvernance encadrait la réflexion reliée à la deuxième hypothèse secondaire. Celle-ci avançait que l'entreprise minière avait pu s'imposer, notamment sous le couvert de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), comme actrice incontournable de la scène économique et sociopolitique et que cela avait pour effet d'accroître l'emprise de la compagnie minière sur le territoire ainsi que l'isolement géographique vécu par la province de Catamarca. Nous avons observé qu'une nouvelle dynamique a été mise en place dans la gouvernance locale, l'entreprise jouant effectivement un rôle important à travers sa politique de RSE. Or, ce qui ressort le plus de l'analyse des entretiens, c'est que le gouvernement est l'acteur le plus critiqué par la population qui juge que l'État n'assume pas ses responsabilités en terme de services publics et qu'il délègue ses

responsabilités à la compagnie minière. De plus, les lois qui encadrent l'industrie minière sont jugées trop permissives.

Pour terminer, le concept d'empowerment nous a permis de nous intéresser au mouvement socio-environnemental et aux moyens utilisés pour contrer les impacts négatifs de la nouvelle activité minière. L'hypothèse associée à la dernière question secondaire soutenait que l'adhésion au mouvement socio-environnemental aurait permis de développer une résistance locale innovante et que cette participation politique aurait entraîné un empowerment des femmes et la diffusion d'un discours alternatif à celui du modèle extractiviste. Nous avons vu que les femmes occupent effectivement un leadership particulier au sein du mouvement socio-environnemental à Andalgalá, mais aussi à travers l'Amérique latine. Elles portent avec courage un discours qui valorise la protection de l'environnement et des milieux de vie, ainsi qu'une relation plus harmonieuse avec la nature. Plusieurs femmes sentent qu'il est de leur devoir d'adhérer et de soutenir ce mouvement puisque cela correspond à leur rôle de protectrice de la famille et, dans un sens plus large, celui de protectrice de la vie.

À la lumière des réponses apportées aux trois questions secondaires, nous avons tiré la conclusion que le développement minier a entraîné l'établissement de nouvelles dynamiques socioterritoriales qui contribuent au développement géographique inégal entre les pays industrialisés et le Sud global, mais aussi en Argentine entre les différentes régions ainsi qu'au sein même de la population locale où la précarité s'est accentuée.

Cette recherche comporte aussi des limites, ces dernières résultant des contraintes de temps et d'argent dont nous disposions pour mener la collecte de données à l'étranger et l'ensemble du mémoire. Or, nous considérons que les entretiens réalisés ont permis de cerner de façon satisfaisante les transformations socioterritoriales générales entraînées par le développement du mégaprojet minier pour la population d'Andalgalá. Certes, il eût été intéressant d'investiguer plus en profondeur certaines avenues telles que celle des effets de l'industrie minière sur

l'environnement. Cela aurait cependant nécessité des ressources supplémentaires qui ne correspondaient pas au cadre et aux objectifs de cette recherche. De plus, nous avons observé les changements apportés à la gouvernance territoriale en Argentine, en lien avec l'arrivée des compagnies minières transnationales. Or, il aurait été intéressant de considérer aussi la gouvernance de l'industrie minière à l'échelle internationale en observant le rôle prépondérant qu'occupent certains pays occidentaux tels que le Canada.

Pour terminer, nous tenons à souligner que très peu de recherches en géographie abordent ce type de problèmes en y intégrant une perspective de genre, si bien que les inégalités entre les hommes et les femmes sont souvent invisibilisées. Il nous apparaît important de remédier à la situation afin de favoriser des pratiques qui encouragent l'égalité et l'empowerment des femmes. Dans un contexte où l'État est de moins en moins présent, le manque de contrôle sur l'industrie minière peut avoir des effets dévastateurs pour les populations locales. Le Canada est le pays minier le plus important au monde en termes d'investissements directs à l'étranger dans le domaine minier et ce sont ses entreprises transnationales qui exploitent les gisements à travers le monde. Le Canada, par exemple, « octroie des avantages fiscaux aux compagnies minières, ce qui lui permet d'attirer près de 80 % des sociétés minières mondiales sur son territoire » (Torunczyk Schein, 2013 :12). Le gouvernement conservateur de Stephen Harper agit en faveur d'une privatisation de l'aide internationale dans une approche qui perçoit les entreprises minières comme des acteurs du développement économique international et les interlocuteurs idéaux des populations locales. Voilà une raison de plus pour encourager la prise en compte des inégalités de genre que les projets extractifs peuvent contribuer à renforcer.

APPENDICE A

QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE

1. Version française

Informations sur le participant : Genre (F/M), occupation, statut civil, âge, vit dans la région depuis combien de temps?

Introduction

Quelle est votre opinion personnelle sur l'exploitation minière dans la province de Catamarca?

Identité

- Sentiment d'appartenance à la région
- Désir de rester dans la région
- Perception de la qualité de vie à Andalgalá/Santa María/Catamarca/autre?
- Perception de la valorisation ou de la dévalorisation du mode de vie traditionnel à travers le discours de :
 - l'entreprise minière
 - le gouvernement
 - les acteurs locaux
- Le rôle des femmes dans la communauté (ex. Leader, pourvoyeuse, reproduction, ...)

Evolution de ce rôle durant la dernière décennie?

Economie/Services

- Types d'emplois qu'occupent les femmes et les hommes à Andalgalá

-Possibilité de trouver facilement un appartement ou une maison (pour les hommes, pour les femmes)

-Impressions sur les différences H/F sur le plan économique

-Comment est l'accès de la population à :

-Services publics, santé, éducation?

-Marché/activités économiques?

-Garderies, services de santé pour les femmes enceintes?

-Comment a changé la situation économique depuis la mise en place du projet minier?

-Quel type de travail est offert par l'entreprise minière aux hommes? Aux femmes?

-Quelle est la contribution de l'activité minière à l'économie de la région?

-Perception des impacts du projet minier sur l'environnement?

Gouvernance/Politique

-La relation entre Minera Alumbra et le pouvoir local? De la province?

-La participation de Minera Alumbra à la gouvernance locale

-Présence dans les différentes instances politiques

-Type de projet réalisé par l'entreprise au sein des communautés locales

-Les relations entre Minera Alumbra et la population locale

-Opinion sur la politique de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) de Minera Alumbra

-Pour sa gestion du secteur minier, quelle est votre opinion du gouvernement départemental? Provincial? National?

-Qu'est-ce qui a changé à Andalgá depuis le début de l'exploitation minière?

Questions pour les militant-es de l'Assemblée

L'action collective

- Revendications (création d'emplois, environnement, distribution de la richesse, départ de l'industrie minière, protection des modes de vie traditionnel, autre?)
- Organisation (Fonctionnement de la prise de décision, type d'action organisé, mobilisation des ressources)
- Type et quantité de ressources que les femmes ont mobilisé pour appuyer leur action collective
- Appuis reçus de d'autres organisations
- La création d'un réseau avec d'autres femmes ou d'autres groupes de femmes qui font face à des situations similaires en Argentine ou dans d'autres pays latino-américains.

Empowerment

- Aspirations pour le développement de la région?
- Opportunités pour les femmes en termes de participation dans la prise de décision
- Impression de l'influence des femmes sur la prise de décision

Questions pour les travailleurs-ses du projet minier

Rôle des femmes au sein de l'entreprise? Différent de celui des hommes?

Projets ou actions de Minera Alumbrera pour la promotion de l'égalité H/F ou pour assurer le bien-être des femmes?

Femmes: Qu'est-ce que cela représente pour vous, en tant que femme, de travailler au sein du projet minier?

Aspirations personnelles pour le développement de la région?

Conclusion

Pensez-vous que le mégaprojet minier impacte d'une façon différente les femmes et les hommes? De quelle façon?

2. Version en espagnol

Informaciones sobre el participante: Sexo (F/M), Empleo, estado civil, edad, desde cuándo vive en la región?

Introducción

Cuál es su opinión personal sobre la explotación minera en la región de Catamarca?

Identidad

- El sentimiento de pertenencia a la región
- El deseo de quedarse en Andalgalá/Santa María/Catamarca/otro?
- Percepción de la calidad de vida en Andalgalá/Santa María/Catamarca/otro?
- Percepción de la valoración o desvalorización del modo de vida tradicional a través del discurso de:
 - la empresa minera,
 - el gobierno
 - los actores locales
- El papel de las mujeres en la comunidad (Líder, proveedor, reproducción,...)
 - Evolución de este papel durante la última década?

Economía/servicios

- Tipos de empleos que realizan las mujeres y los hombres en Andalgalá
- Posibilidad de encontrar fácilmente un departamento o una casa (para los hombres, para las mujeres)

-Impresiones sobre las diferencias H / M a nivel económico

-Como es el acceso de la población a:

-los servicios públicos, la salud y la educación?

-el mercado/las actividades económicas?

-Mujeres: Jardines infantiles, servicios de salud para las mujeres embarazadas?

-Cómo ha cambiado la situación económica desde la implementación del proyecto minero?

-Tipo de trabajo que ofrece la empresa minera a los hombres? A las mujeres?

-Cuál es la contribución de la actividad minera en la economía regional?

-Percepción de los impactos del proyecto minero sobre el medio ambiente de la región?

Gobernanza/política

-La relación entre Minera Alumbreira y el poder local? ... de la provincia?

-La participación de Minera Alumbreira en la gobernanza local

-presencia en diferentes instancias políticas

-el tipo de proyecto que realiza la empresa en las comunidades locales

-Las relaciones de Minera Alumbreira con la población local

-Opinión sobre la Política de Responsabilidad Social Empresarial (RSE) de Minera Alumbreira

-Frente al tema de la mega minería, cuál es su opinión del gobierno departamental?, ...provincial? ... Federal?

-Que ha cambiado en Andalgala desde el inicio de la explotación minera?

Preguntas para militantes de la Asamblea

La acción colectiva

-Reivindicaciones (La creación de empleos, Ecología y medio ambiente, Una mejor distribución de la riqueza, Fin de la minería, Protección de los estilos de vida tradicionales, ¿Otros?)

-Organización (Funcionamiento de la toma de decisiones, el tipo de acción organizada, movilización de recursos)

-Tipo y cantidad de recursos que las mujeres han movilizado para apoyar a su acción colectiva.

-Apoyo recibido por los diferentes grupos

-La creación de una red con otras mujeres o grupos de mujeres que enfrentan situaciones similares en Argentina / países de América latina

Empoderamiento

-Aspiraciones para el desarrollo de la región?

-Las oportunidades para las mujeres en cuanto a la participación en la toma de decisiones

-La influencia que la mujeres piensan que tienen (o no) en la toma de decisiones.

Preguntas para empleados del proyecto minero

El papel de las mujeres en la empresa ¿Diferente de los hombres?

Proyectos o acciones de Minera Alumbra para la promoción de la igualdad H/M, para el bienestar de las mujeres?

Mujeres: Que representa para ti, como mujer, de trabajar para el proyecto minero?

Aspiraciones personales para el desarrollo de la región?

Conclusión

¿Piensa usted que la mega minería impacta de una manera diferente a las mujeres y a los hombres? ¿ De qué manera?

APPENDICE B

FORMULAIRE D'ETHIQUE ET DE CONSENTEMENT

1. Version en espagnol

La mega minería en América latina y los impactos sobre las mujeres. El caso Argentino de *Bajo la Alumbreira* en la provincia de Catamarca.

Annie Lamalice

Université du Québec à Montréal

Esta investigación corresponde a una tesis de maestría en Geografía. Su autora es alumna de la Universidad de Quebec en Montreal (Université du Québec à Montréal/UQAM) de Canadá. La tesis estudia el desarrollo de la mega minería en Argentina y los impactos sobre los habitantes y particularmente sobre las mujeres. El proyecto *Bajo la Alumbreira* ha sido seleccionado como caso de estudio para efectuar esta investigación y se necesitará realizar entrevistas grabadas con varios miembros de las comunidades de Andalgalá. Por ello es que se le solicita a usted que participe en una entrevista. Su participación es voluntaria y no implica ninguna remuneración. Siéntase usted libre de aceptar o de negarse a participar, y, si lo estima necesario, de suspender su participación, sin ningún perjuicio para usted o para su organización. La entrevista se hará con la ayuda de un cuestionario y tendrá una duración de aproximadamente una hora. El cuestionario planteará preguntas acerca de los siguientes temas:

- Relaciones con el territorio
- Evolución de la identidad

- Estructuras de gobernanza formales e informales
- Modalidad de participación, de planificación y de decisión
- Organización de la población frente al desarrollo minero
- Liderazgo en el Movimiento social
- El papel de las mujeres en las comunidades locales y en el contexto de movilización social
- . Acciones colectivas

Para facilitar la compilación y la clasificación de las informaciones obtenidas, se le solicitará algunas informaciones personales, particularmente su edad y su ocupación. Toda la información obtenida será confidencial. Solo la alumna responsable de la tesis y su director tendrán acceso a ella. La información servirá únicamente a la realización de la tesis de la alumna y a la presentación de informes científicos a través de coloquios, asambleas de ciudadanos o asambleas municipales en los cuales se respetará el anonimato de los participantes.

El trabajo de la alumna Annie Lamalice se efectúa bajo la dirección del Doctor Juan-Luis Klein (klein.juan-luis@uqam.ca) de la Universidad de Quebec en Montreal, el cual puede ser contactado por correo postal en la siguiente dirección:

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

Es posible contactar la persona responsable del proyecto para preguntas adicionales. También se puede discutir con el director Juan-Luis Klein sobre las condiciones de la entrevista y sus derechos como participante en la investigación.

La realización de esta investigación de maestría ha sido aprobada por el Comité de la investigación ética sobre los seres humanos por el Comité de Ética de

Investigación para proyectos estudiantiles (CERPE) de la Facultad de Ciencias humanas de la UQAM. Para cualquier información adicional acerca de este comité o para formular una queja, se puede contactar a la coordinadora Anick Bergeron, dirigiéndose a su teléfono (001) 514-987-3000, extensión #3642 o por correo electrónico a la dirección siguiente: bergeron.anick@uqam.ca. También se le puede escribir a la dirección postal siguiente:

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

Lugar y fecha : _____

Annie Lamalice
Alumna de la maestría en Geografía

Acepto participar, reunirme con la alumna y responder a sus preguntas:

Nombre y firma del o de la participante

2. Version française

Développement de mégaprojets miniers par des entreprises transnationales et les impacts sur les femmes. Le cas argentin de *Bajo la Alumbreira* dans la province de Catamarca.

Annie Lamalice

Université du Québec à Montréal

Cette recherche s'effectue dans le cadre d'une maîtrise en géographie. Son auteure est étudiante à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) au Canada. Le mémoire porte sur le développement minier argentin largement impulsé par des investissements directs étrangers en provenance du Canada. Le cas de *Bajo la Alumbreira* a été sélectionné comme cas d'étude afin de réaliser cette recherche. À cette fin, nous devons réaliser des entrevues enregistrées avec différents membres de la communauté ayant vécu les mutations territoriales entraînées par le développement minier. Ainsi, nous vous sollicitons pour un entretien. Votre participation est volontaire et n'implique aucune rémunération. Sentez-vous libre de participer ou non et, si vous l'estimez nécessaire, de suspendre votre participation à n'importe quel moment et ce, sans aucun préjudice. L'entrevue se fera avec l'aide d'un questionnaire et aura une durée approximative d'une heure.

Le questionnaire abordera des questions relatives aux thèmes suivants :

- Évolution de l'identité
- Relation avec l'environnement
- Structures de gouvernance formelles et informelles
- Modalités de participation, de planification et de décision
- Organisation de la population face aux conséquences du projet minier
- Actions collectives
- Le rôle des femmes dans les communautés locales et dans le mouvement social

Afin de faciliter la compilation et la classification des informations obtenues, nous aurons besoin de quelques informations personnelles, dont votre occupation. Toutes les informations obtenues demeurent confidentielles. Seulement l'étudiante responsable du mémoire et son directeur y auront accès. L'information servira uniquement à la réalisation du mémoire et à la présentation scientifique dans le cadre de colloques, séminaires ou autres au sein desquels l'anonymat des participants demeurera.

Le travail d'Annie Lamalice est effectué sous la direction du Docteur Juan-Luis Klein (klein.juan-luis@uqam.ca) de l'Université du Québec à Montréal. On peut rejoindre l'université à cette adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

Vous pouvez contacter la personne responsable du projet pour des questions additionnelles sur le projet.

Vous pouvez également discuter avec la direction de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que personne participant à la recherche.

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPÉ) de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Pour toute question ne pouvant être adressée à la direction de recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter la présidente du comité par l'intermédiaire de la coordonnatrice du CERPÉ, Anick Bergeron, au 514 987-3000, poste 3642, ou par courriel à l'adresse suivante : bergeron.anick@uqam.ca.

Lieu et date : _____

Annie Lamalice

Étudiante à la maîtrise en géographie

J'accepte de participer, de rencontrer l'étudiante et de répondre à ses questions :

Nom et signature de la ou du participant (e).

BIBLIOGRAPHIE

- Aimar, L.A. (2008). El conflicto « campo-gobierno » (2008) en el contexto del capitalismo neocolonial. *Politica & Trabalho*, 34, 291-308.
- Alpe, Y. et Beitone, A. (dir.). (2007). *Lexique de sociologie*. Paris, Dalloze-Sirey.
- Alvarez, L.M. (2002). Los impactos económicos y sociales del proyecto *Bajo la Alumbreira* y una aproximación a los indicadores económicos de sustentabilidad. *Indicadores de Sostenibilidad para la Industria Extractiva Mineral*, 319-336.
- Amilhat Szary, A.-L. (2010). Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale – Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants?. *Revue Géographique de l'Est*, 50(3-4), 1-15. <http://rge.revues.org/3132>
- Baldy, C.M. et Rebella, C.M. (1990). Diversité bioclimatique et potentiel de diversification des cultures : un atout pour le développement agricole de l'Argentine. *Agronomie*, 10, 665-685.
- Bédard, M. (2013). *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie, GEO-8011*, Université du Québec à Montréal, département de géographie.
- Bebbington, A. et al. (2008). Mining and social movements: struggles over livelihood and rural territorial development in the Andes. *World Development*, 36(12), 2888–2905.
- Belem, G. (2009). *Quelle gouvernance pour la mise en œuvre du développement durable? : L'expérience de l'industrie minière du Mali* (thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal.
- Bernard, N., Bouvet, Y. et Desse, R.-P. (2005). *Géographie de l'Argentine : Approche régionale d'un espace latino-américain*. Rennes, Didact Geographie, Presses de l'Université de Rennes.
- Bolsi, A., Longhi, F. et Paolasso, P. (2010). Pobreza y mortalidad infantil en el norte grande Argentino. Un aporte para la formulación de políticas públicas. *Cuadernos geográficos*, 45, 231-261.
- Canovas, J. (2008). *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine. Des alternatives à un système globalisé?*. Paris, L'Harmattan.

Cardinal, A. (2010). *Savoirs traditionnels et développement : apports critiques* (mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal.

Chejter, S. (1999). L'État d'aujourd'hui et les femmes en Argentine. *Recherches féministes*, 12(1), 137-146.

Chiasson-Label, T. (2006). « Les indicateurs sociaux dans les Amériques : les disparités entre hommes et femmes (1990-2005) », *Observatoire des Amériques*, 39 p.

Christophers, B. (2009). *International encyclopedia of human geography*, Auckland : Elsevier Ltd.

Ciari, G. (2012). *Desierto de Piedra*. [DVD] Argentine : Production Agalon.

Colazo, C. (2010). Iniquités de genre et gouvernance démocratique en Amérique latine. In Brunelle, D. *Gouvernance. Théories et pratiques*, Montréal, Editions IEIM, 47-60.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (2011). *Reprimarización y Desindustrialización en América Latina, dos caras de la misma Moneda*. [Document PDF]. Segunda Mesa Redonda sobre Comercio y Desarrollo Sostenible. Récupéré de http://www.cepal.org/comercio/tpl/contenidos/Reprimarizacion_Desindustrializacion_America_Latina_pres_JDuran_SHerreros_UY_nov_2011.pdf

Comelli, M. (2010a, novembre). *Jornadas Internacionales de Problemas Latinoamericanos: Movimientos Sociales, Procesos Políticos y Conflicto Social: Escenarios de disputa*. Actes du colloque, 19-20 novembre 2010, Universidad Nacional de Córdoba, Córdoba, Argentina. Récupéré de <http://www.fisyp.org.ar/media/uploads/autogestion.pdf>

Comelli, M. (2010 b). Autoconvocadas por la vida. Mujeres en acción frente a la megaminería a cielo abierto en Tinogasta, Catamarca. *Conflicto Social*, 3(4) Récupéré de <http://www.ger-gemsa.org.ar/wp-content/imagenes/Comelli-Autoconvocadas-por-la-vida.pdf>

Composto, C. et Navarro, M. L. (2012). Estados, transnacionales extractivas y comunidades movilizadas: dominación y resistencias en torno de la minería a gran escala en América Latina. *Revista Theomai*, 25, 58-78.

Conseil économique et social, (1987). *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*. République française, Wresinski, J. (dir.), rapport des séances des 10 et 11 février 1987.

Coria, L.G. (2007). Desarrollo local y actividad minera en la provincia de Catamarca compatibilidades e incompatibilidades para la configuración de la micro región de Andalgalá Pomán. *Revista Oidles*, 1, 1-38.

Dabène, O. (dir.) (2012). *La gauche en Amérique latine*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Di Méo, G. (2002). L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société. *Géocarrefour*, 2, 175-184.

Di Méo, G. (2004). Les paysages de l'identité (le cas du Piémont béarnais, à l'est de Pau). *Géocarrefour*, 79(2), 131-141.

Di Méo, G. (2007). Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain?. *Métropoles*, 2, 68-94.

El Ancasta, G. (2012). Las mujeres del silencio avivan la guerra a la minería. *Diario La Nación*. Récupéré de <http://www.lanacion.com.ar/1449810-las-mujeres-del-silencio-avivan-la-guerra-a-la-mineria>

Felder, R. (2011). ¿Hacia dónde va el tren? Estado y ferrocarril después de las privatizaciones. *Revista Transporte y Territorio*, 1, 6-24.

Galeano, E. (1993). *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Paris, Terre humaine poche.

Gandon, A.-L. (2009). L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société. *Recherches féministes*, 1, 5-25.

Gouvernement De Catamarca (s.d.) « Aspectos Generales: Ubicación geográfica ». Récupéré de : <http://www.catamarca.gov.ar/lp/aspgrales.htm>

Gravel, N. (2009). *Géographie de l'Amérique du Sud: une culture de l'incertitude*. Québec, Presses de l'Université du Québec, Coll. Géographie contemporaine.

Gudynas, E. (2005). Geografías fragmentadas: sitios globalizados, aeras relegadas. *Revista del Sur*, 160, 3-13.

Gudynas, E. (2007). Conflictos ambientales en zonas de frontera y gestion ambiental en América del Sur. *Gestión Ambiental*, Centro Latino Americano de Ecología Social (CLAES), 13, 1-19.

Guibert, M. et Sili, M. (2011). Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale, dans JEAN, Y. et GUIBERT M. (dir.) *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris, Ed. Colin, Coll U.

Gutman, N. (2007). Inversiones mineras en Argentina: la conquista del lejano oeste. *Le Monde Diplomatique/El Dipló*, mai 2007, 12-16.

Hartsock, N. (2008). Globalization and Primitive Accumulation: The Contributions of David Harvey's Dialectical Marxism, dans N. Castree et D. Gregory (dir.) *David Harvey : A Critical Reader*, Blackwell Publishing.

Harvey, D. (2006). *Spaces of global capitalism*. Londres, Verso.

Harvey, D. (2010). *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*. Paris, Éditions Syllepsis.

Instituto Nacional de Estadística y Censos (2010). *Censo 2010*. [PDF] Récupéré de <http://www.censo2010.indec.gov.ar/resultadosdefinitivos.asp>

Jouve, B. (2006). L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement. *Géographie, économie, société*, 8, 5-15.

Klein, J.-L. (2011a). Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation : le développement par l'initiative locale. Dans G. Bellemare et J.-L. Klein (dir.) *Innovation sociale et territoire Convergence théoriques et pratiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Klein, J.-L. (2011b) Chapitre 2 : La mondialisation : de l'État-nation à l'espace-monde. Dans Klein, J.-L. et F. Lasserre (2011) (Dir) *Le monde dans tous ses États. Une perspective géographique*. Deuxième édition augmentée et mise à jour. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec, pp : 49-72

Klein, J.-L. et C. Champagne (2011) (Dir) *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Innovation sociale, 328 p.

Klein, J.-L. et F. Lasserre (2011) (Dir) *Le monde dans tous ses États. Une approche géographique*. Deuxième édition augmentée et mise à jour. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec, 637 pages.

Klein, J.-L. (1986) *Défi au développement régional: territorialité et changement social au Nicaragua sandiniste*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 169 p.

Lacombe, M. (2012). *L'action collective locale face à l'agro-industrie : le cas du Movimiento Campesino de Córdoba dans la province de Córdoba en Argentine*. (Mémoire de maîtrise en géographie). Université du Québec à Montréal.

Laffiteau, E., Montaud, J-M. (2005). « Currency board » et ajustements macroéconomiques : les leçons de l'expérience de l'Argentine. *Revue d'économie financière*, 81(81), 237-249.

Larrère, C. (2012). L'écoféminisme : féminisme écologique ou écologie féministe. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 22, 105-121.

Leblanc, J. (2010). La nécessité d'une perspective écoféministe politique. Récupéré de <http://www.moutonnoir.com/2010/03/la-necessite-d%e2%80%99une-perspective-ecofeministe-politique/>

Machado Aráoz, H. (2009a). Identidades en conflicto. Reconversión neocolonial, Conflictos socioterritoriales y procesos de subjetivación en un contexto periférico del capitalismo global. *Boletín Onteaiken*, 7, 73-87.

Machado Aráoz, H. (2009b). Minería transnacional, conflictos socioterritoriales y nuevas dinámicas expropiatorias. El caso de Minera Alumbreira. Dans Svampa, M., Antonelli, M.A. (dir.) (2009). *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*. Buenos Aires, Editorial Biblos Sociedad.

Machado Aráoz, H. et al. (2011). *15 mitos y realidades de la minería transnacional en la Argentina*. Argentine, Colectivo Voces de Alerta, Colección Cascotazos.

Magrin, G., Perrier-Bruslé, L. (2011). « Nouvelles géographies des activités extractives ». *Echogeo*, Récupéré de <http://echogeo.revues.org/12586>

Manzanal, M. (1999). La cuestión regional en la Argentina de fin de siglo. *Realidad Económica*, 166, 70-99.

Maris, V. (2009). Quelques pistes pour un dialogue fécond entre féminisme et écologie. *Multitudes*, 1(36), 178-184.

Marois, C. et Gumuchian, H. (2000). *Initiation à la recherche en géographie : Aménagement, développement territorial, environnement*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Martinez Alier, J. (2006). Mining conflicts, environmental justice, and valuation. *Journal of Hazardous Materials*, 86, 153-170.

Minera Alumbreira (2004). Características generales. Récupéré de <http://www.alumbreira.com.ar/institucional.asp>

Minera Alumbreira. (2012). Informe de Sostenibilidad 2012. Minera Alumbreira YMAD-UTE & Xstrata copper.

Naredo, J.-M. (2006). *Raíces económicas del deterioro ecológico y social: más allá de los dogmas*. Madrid, Siglo XXI.

Natera Rivas, J.J. (2005). Caracterización de la pobreza según el nivel de renta en el noroeste argentino. *Ería*, 67, 193-208.

Observatory of Mining conflicts in Latin America. (2014). Sistema de Información para la gestión comunitaria de Conflictos Socio-ambientales mineros en Latinoamérica. Récupéré de http://basedatos.conflictosmineros.net/ocmal_db/

Pereyra, B. (2013). Género, pobreza y poder: la participación de las mujeres en el ámbito comunitario. Dans Pena, N., Pereyra, B et Soria, V. (dir.). *Desarrollo y derechos de las mujeres, participación y liderazgo en organizaciones comunitarias*. Buenos Aires, Ediciones Ciccus.

Prévôt-Schapira, M.-F. (2002). Buenos Aires, métropolisation et nouvel ordre politique, *Hérodote*, 2(101), 122- 152.

Prévôt-Schapira, M.-F. (2008). Amérique latine : conflits et environnement, « quelque chose de plus ». *Problèmes d'Amérique latine*, 4(70), 5-11.

Renaud, J. (2008). Impacto de la mega minería sobre las poblaciones locales en Argentina. Expertise réalisée pour le compte du Prix Nobel de la Paix, Adolfo Pérez Esquivel, [PDF] Récupéré de <http://serpaj.org/secciones/10/Impacto%20de%20las%20actividades%20mineras-actualizado%20nov.%2009.pdf>

Rose, D. et Gilbert, A. (2005). Glimpses of social and cultural geography in Canada and Quebec at the turn of the millennium. *Social & Cultural Geography*, 6(2), 271-293.

Sanchez Albavera, F. et Lardé, J. (2006). Minería y competitividad internacional en América latina. Santiago de Chile, ONU-CEPAL, División de recursos naturales e infraestructura.

Santos, M. (1984). *Pour une géographie nouvelle*. Paris, O.P.U./Publisud.

Santos, M. (1989). *Espace et Méthode*. Paris, Publisud.

Sassen, S. (2007). *Una sociología de la globalización*. Buenos Aires, Katz Editores.

Scheyvens, R. (2009). *International encyclopedia of human geography*, Auckland : Elsevier Ltd.

Simoncini, N. (2011). Pour Barrick Gold, l'or est plus important que l'eau des Andes. *El Correo*, Récupéré de <http://www.elcorreo.eu.org/Pour-Barrick-Gold-l-or-est-plus-important-que-l-eau-des-Andes>

Svampa, M. (2011). Néo -"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 81, 103-127.

Svampa, M., Antonelli, M.A. (dir.) (2009). *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*. Buenos Aires, Editorial Biblos Sociedad.

Svampa, M., Bottaro, L. et Sola Alvarez, M. (2011). La problemática de la minería metalífera a cielo abierto: modelo de desarrollo, territorio y discursos dominantes. Dans Svampa, M., Antonelli, M.A. (dir.) (2009). « *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales* ». Buenos Aires, Editorial Biblos Sociedad.

Torunczyk Schein, D. (2013). Les conflits socioenvironnementaux et le développement minier transnational en Argentine : une interprétation à partir de la notion des « souverainetés en conflit. « sous presse »

Unión de Asambleas Ciudadanas, (s.d.). *Quienes somos*. Récupéré le 17 mars 2014 de <http://asambleasciudadanas.org.ar/quienes-somos/>

Velut, S. (2002). *L'Argentine : Des provinces à la nation*. Paris, Presses universitaires de France.

Velut, S. (2007). Mondialisation et développement territorial en Amérique latine : Argentine-Chili. *Habilitation à diriger des recherches*, Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle.

Velut, S., (2009). Argentine – Chili : Une si longue frontière, *Confins-Revue Franco-brésilienne de géographie*. 7.

Veneranda, M. (2012). Las mujeres del silencio avivan la guerra a la minería. *Diario La Nación*. Récupéré de <http://www.lanacion.com.ar/1449810-las-mujeres-del-silencio-avivan-la-guerra-a-la-mineria>

Viriot Durandal, J.-P. (2009). Entretien avec Stéphanie Vermeersch : Habiter autrement pour mieux vieillir : héritages et perspectives. *Retraite et société*, 3, 174-179.

Wagner, L. (2008). La lucha contra la contaminación y el saqueo: de las movilizaciones en Mendoza a la unión de las reivindicaciones socioambientales en América Latina. *História Unisinos*, 11, 196-206.

Watts, M. (2009). *International encyclopedia of human geography*, Auckland : Elsevier Ltd.

Yacimientos Mineros de Aguas de Dionisio (s.d.). Quiénes somos. Récupéré le 27 février 2014 de <http://www.ymad.com.ar/ymad/quienes-somos.php>